

UNIVERSITE CLAUDE BERNARD - LYON (1er)

U. E. R. MEDECINE GRANGE - BLANCHE

Année 1972 .- N° **93**

LA SAUVEGARDE DE L'ENFANCE et de L'ADOLESCENCE DE L'AIN

SA SITUATION ET SES TECHNIQUES DE TRAVAIL
DANS LA SOCIETE ACTUELLE

THESE Présentée :

A l'Université Claude Bernard - LYON (1er)

et soutenue publiquement le 12 Juin 1972

pour obtenir le grade de Docteur en Médecine

Par

Evelyne AMBRE, épouse ETIENNE

Née le 25 Octobre 1943

A LYON

UNIVERSITE CLAUDE BERNARD - LYON (1er)

U. E. R. MEDECINE GRANGE - BLANCHE

Année 1972 .- N°

LA SAUVEGARDE DE L'ENFANCE et de L'ADOLESCENCE DE L'AIN

**SA SITUATION ET SES TECHNIQUES DE TRAVAIL
DANS LA SOCIETE ACTUELLE**

THESE Présentée :

A l'Université Claude Bernard - LYON (1er)

et soutenue publiquement le 12 Juin 1972

pour obtenir le grade de Docteur en Médecine

Par

Evelyne AMBRE, épouse ETIENNE

Née le 25 Octobre 1943

A LYON

UNIVERSITE CLAUDE BERNARD LYON I

U.E.R. MEDICALE GRANGE-BLANCHE

8 avenue Rockefeller - LYON(8me)

Président de l' Université : J. BOIDIN

Premier Vice-Président : R. TOURAINE

Secrétaire Général : P. IZAUTE

Unités d' Enseignement et de Recherche de l' Université :

MEDECINE : Grange - Blanche = Directeur : Professeur GERMAIN D.
 Alexis - Carrel = Directeur : Professeur GIROD C.
 Sud - Ouest = Directeur : Professeur TOLOT F.
 Lyon - Nord = Directeur : Professeur BERTOYE A.

Biologie Humaine - Directeur : Docteur CZYBA R.(Maître de Conférences Agrégé)

Techniques de Réadaptation - Directeur : Professeur MOUNIER-KUHN P.

Sciences Pharmaceutiques - Directeur : M. CARRAZ(Maître de Conférences Agrégé)

Sciences Odontologiques - Directeur : Docteur VINCENT R.

Institut Régional d'Education Physique et Sportive - Directeur : Pr.MILLON A

Mathématiques - Directeur : Doyen BRACONNIER

Physique - Directeur : Professeur DUFAY

Chimie et Biochimie - Directeur : Professeur GAUTHERON

Sciences de la Nature - Directeur : Professeur DAVID L.

Biodynamique et Psychopédagogie - Directeur : Professeur FONTANGES R.

Institut Universitaire de Technologie N° 1 - Directeur : Professeur POUYET B

Institut Universitaire de Technologie N° 2 - Directeur ; Professeur GALLET

Observatoire - Directeur : Professeur BIGAY J.H.

Physique Nucléaire - Directeur : Professeur SARAZIN A.

Mécanique - Directeur : Professeur MATHIEU J.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41546306_0023

UNIVERSITE Claude BERNARD LYON

U.E.R. MEDECINE GRANGE-BLANCHE

- THESE D'Evelyne AMBRE, épouse ETIENNE -

COMPOSITION du JURY

M.M. Pr.	Paul GIRARD (Président)	U.E.R. Sud - Ouest
Pr.	Michel COLIN	U.E.R. Grange-Blanche
M.C.A.	Jean GUYOTAT	U.E.R. Alexis- Carrel
M.C.A.	Jacques VEDRINNE	U.E.R. Lyon - Nord
Dr.	Jean-Louis MASSOT	
Dr?	Jean-Maurice LAURENT	

Je dédie cette thèse

à mes parents

à Régis

à Karine et Delphine

à toute ma famille et belle-famille

à mes amis .

A Notre Président de Thèse

Monsieur le Professeur Paul GIRARD

Professeur de Clinique neuro-psychiatrique
et d' Hygiène mentale,

Nous apprécions particulièrement l'ampleur de sa culture et la diversité de son enseignement .

Nous lui sommes très reconnaissante de la grande bienveillance qu'il a toujours manifestée à l'égard des Internes des Hôpitaux Psychiatriques.

Nous tenons à lui exprimer toute notre gratitude pour l'honneur qu'il nous fait en acceptant de présider cette thèse .

- - - - -

A Nos Maîtres des Hôpitaux Psychiatriques de Bourg-en-Bresse

- Monsieur le Docteur Georges DESMETTRE

Il a été le premier à guider notre expérience psychiatrique . Nous avons particulièrement apprécié sa bienveillance et la clarté de son enseignement.

Nous lui exprimons ici notre gratitude.

- Monsieur le Docteur Marcel HOUSER

Notre stage d'internat dans son service a été pour nous une enrichissante expérience .

Qu'il soit assuré de notre reconnaissance .

- Aux Médecins des Hôpitaux Psychiatriques de Saint-Georges et de Sainte Madeleine à Bourg-en-Bresse,

Avec l'expression de notre reconnaissance pour leur formation enseignante .

- A Monsieur le Docteur CALLIER
Psychothérapeute à Bourg.

Qu'il trouve ici un hommage tout particulier pour le travail qu'il effectue auprès de l'internat en lui enseignant la dimension psycho-dynamique de la Psychiatrie .

- - - - -

Aux Membres de notre Jury

- Monsieur le Professeur Michel COLIN
Professeur de Médecine légale,

Nous n'avons jamais eu l'honneur de travailler directement dans son service mais nous avons pu bénéficier de la richesse et de la clarté de son enseignement.

Nous lui sommes reconnaissante d'avoir accepté d'être notre Juge et nous l'assurons de notre profond respect

- Monsieur le Professeur Agrégé Jean GUYOTAT

Nous admirons tout ce qu'il a fait pour la psychiatrie lyonnaise .

Nous sommes sensible au grand honneur qu'il nous fait en acceptant d'être membre de notre Jury.

Qu'il trouve, ici, l'assurance de notre profonde gratitude .

- Monsieur le Professeur Agrégé Jacques VEDRINNE

Nous avons pu apprécier la simplicité et l'amabilité de son accueil.

Nous le remercions très vivement d'avoir accepté de faire partie de notre Jury.

- Monsieur le Docteur Jean-Louis MASSOT
Médecin des Hôpitaux Psychiatriques

Il a bien voulu représenter les psychiatres hospitaliers de Bourg-en-Bresse dans le Jury de notre Thèse.

Au cours de l'année passée dans son service, sa profonde expérience psychiatrique nous a été précieuse.

Nous le remercions particulièrement de son amicale présence .

- Monsieur le Docteur Jean-Maurice LAURENT
Médecin des Hôpitaux psychiatriques

Sans lui, ce travail ne serait pas. Il a bien voulu nous initier aux différents aspects parfois déroutants toujours passionnants du travail d'équipe au sein d'un service d'action éducative en milieu ouvert .

Qu'il trouve ici l'expression de notre reconnaissance.

- A mes Collègues et Amis internes des Hôpitaux
Psychiatriques Sainte Madeleine et Saint Georges
à Bourg-en-Bresse,

- A l'Equipe de Sauvegarde de l' Enfance de l'Ain,

Elle nous a apporté aide et appui dans l'élaboration de cette thèse .

Sans sa collaboration, ce travail n'aurait pu avoir lieu.

Nous la remercions de sa gentillesse .

C H A P I T R E Ier

- I N T R O D U C T I O N -

- Au cours de notre dernière année d' Internat, nous avons été amenée à pratiquer des consultations psychiatriques au sein de l'Equipe de Sauvegarde de l' Enfance et de l' Adolescence de l' Ain.

Ayant été très intéressée par le travail qui nous avait été confié, il nous a paru utile d'exposer l'organisation et les buts de cet Organisme qui, bien que peu connu encore à l'heure actuelle, a entrepris depuis longtemps un énorme travail de protection de l'enfance en danger.

- En effet, les Associations de Sauvegarde ont été créées, à l'instigation des Pouvoirs Publics, au niveau régional, par des personnes bénévoles que leurs inquiétudes devant la vague grandissante de la délinquance et de l'enfance malheureuse ont poussé à essayer de porter quelque remède à ces maux .

Ce sont donc des Associations privées régies par la loi de 1901 (Associations Privées déclarées), mais contrôlées directement par les Pouvoirs Publics et chargées d'une mission de coordination des organismes publics et privés qui s'occupent de l'enfance inadaptée .

Ce statut libéral permet à chaque Association d'avoir, dans le cadre général tracé par les Pouvoirs Publics, une physionomie personnelle en laquelle se reflètent les particularités de la région intéressée .

- L' Association Départementale de Sauvegarde de l' Ain dirige ,pour sa part, actuellement, un Service Social spécialisé par des Tribunaux ,qui assure les enquêtes sociales et l'exécution des mesures d' Action Educative en Milieu ouvert (A.E.M.O.). L'action éducative ne peut s'exercer au delà de la majorité civile (21 ans) .

- Nous serons donc amenée, au cours de notre travail, à nous pencher plus particulièrement sur l'étude de l' Action Educative en Milieu Ouvert: Ce terme a été retenu par opposition à l'Internat, car en effet jusqu'à une étape relativement récente, toute la rééducation des enfants inadaptés était basée sur le retrait du milieu de vie et le placement en établissement spécialisé . Avec le Milieu Ouvert, héritier des traditions de la liberté surveillée, est apparue la notion d'une possibilité d'action éducative

sans qu'il soit nécessaire d'imposer une séparation enfant - parents.

Le service d' A.E.M.O. se situe donc entre le jeune inadapté et sa famille plus ou moins conscients de ne pas correspondre aux normes généralement admises et la " société " avec son éthique incarnée par le pouvoir coercitif du " Tribunal " .

Sa mission est de ne trahir ni l'une ni l'autre et d'aider à leur rencontre.

- L' A E M O présente donc un fondement juridique et avant d'entreprendre une étude détaillée de la Sauvegarde de l' Enfance et de ses attributions, il nous a paru nécessaire de brosser un bref aperçu de la législation concernant la protection de l'enfance en danger .

°
° °

C H A P I T R E I I m e

LA PROTECTION JUDICIAIRE DE L'ENFANCE

" En matière d'enfance inadaptée, il ne s'agit généralement pas de guérir un malade qui porte en lui le germe de sa maladie, mais bien souvent de traiter un groupe social déséquilibré, tout entier malade, dont l'enfant inadapté est le résultat le plus évident " (R.LAFON).

La protection de l'enfance ne peut donc se borner à offrir de l'aide aux familles qui la sollicitent ou l'acceptent ; elle doit aussi pouvoir imposer des contraintes pour ramener l'exercice des droits d'autorité parentale à son rôle fonctionnel.

Indépendamment de problèmes de défense sociale qui sont surtout préventifs, il est donc indispensable de prévoir, au sein de la protection de l'enfance, une autorité juridictionnelle qualifiée pour prononcer, dans le respect et la garantie des droits de l'enfant et de ses parents, des sentences autorisant des modifications du statut juridique de l'autorité parentale et permettant, lorsque la nécessité en est démontrée, des mesures contraignantes à l'égard des mineurs et de leur famille .

On a donc été amené à distinguer la protection sociale et la protection judiciaire de l'enfance qui sont toutes deux complémentaires . Nous allons nous attacher à l'évolution de la protection judiciaire .

a) DE L' ENFANT " OBJET " DE DROIT A L'ENFANT " SUJET " DE DROIT -

- Le Code civil Napoléon ne consacre que quelques pages au statut de l'enfant ; les rédacteurs ont repris à leur compte la conception humaine de la " patria potestas " dont ils ont fait la " Puissance Paternelle " ; le fait de mettre au monde un enfant, donne sur celui-ci à ses parents (et particulièrement à son père) un pouvoir presque absolu qui se prolonge au-delà de la majorité.

En cela, le Code Napoléon avait rejeté complètement les conceptions du droit révolutionnaire, fortement imprégnées de théories philosophiques contemporaines et, en particulier, de celles de ROUSSEAU " Tous les hommes ont les mêmes droits, un enfant ne peut donc être un objet de droit pour son père, mieux encore, ce sont les parents qui sont les débiteurs de leurs enfants " . Excessive et plus encore prématurée, cette conception fut abandonnée pour longtemps .

- Conçu dans un esprit conservateur pour une société de bourgeois et de paysans, le principe de la puissance paternelle absolue était, sans doute, acceptable dans ce contexte . Il devient intolérable à la fin du 19^{me} siècle, lorsque se développa la révolution industrielle . La grande misère qui, trop souvent, fut le lot des ouvriers de cette époque, son contexte de taudis, de travail excessif, d'entassement et d'alcoolisme, rendirent trop souvent la condition de l'enfant misérable entre toutes . Une protection légale devint indispensable : la loi du 24 Juillet 1889 dut être votée . Cette loi ancienne reste une pièce maîtresse de la protection de l'enfance : elle introduisit dans notre Droit Français, en instituant la déchéance de la Puissance Paternelle, cette notion révolutionnaire ,qu'il peut être nécessaire de protéger légalement des enfants contre leurs parents au point de rompre entre eux tout espèce de liens .

- Cette première brèche dans le droit familial devait être suivie de beaucoup d'autres . Les dispositions légales ou réglementaires concernant l'enfance se multiplièrent , en respectant, à l'origine, une division en deux branches bien distinctes:

° à l'intérieur du Droit Pénal s'élabora un droit particulier de l'enfance délinquante qui visait à éduquer le mineur et non plus à l'intimider . Le début de cette évolution remonte à la loi du 22 Juillet 1912 qui institua en France le Tribunal pour enfants et la Liberté surveillée . L'ordonnance du 2 Février 1945 devait, 33 ans plus tard, modifier sérieusement la loi de 1912 et instituer le Juge des enfants, magistrat professionnel et spécialisé, à qui les parents pouvaient demander le placement de leurs enfants âgés de moins de 21 ans .

C'est encore aujourd'hui la Charte de la jeunesse délinquante . Les aménagements postérieurs n'en modifièrent en rien ni l'esprit, ni l'économie .

° la 2^{ème} branche de ce nouveau droit des mineurs s'est développée autour de la notion de l' Enfance en Danger , à partir de l'ordonnance de 1935.

b) DE LA MESURE DE SURVEILLANCE EDUCATIVE DE 1935 A LA MESURE D'ASSISTANCE EDUCATIVE DE 1958.

L' Ordonnance du 23 Décembre 1958 a permis une évolution des méthodes de travail si importante que certains ont été tentés de croire que c'est à cette époque seulement que l' Education en Milieu Ouvert a commencé .

1°) En fait, elle existait depuis l'ordonnance du 30 Octobre 1935 qui, greffée sur la loi de 1889, créait la Surveillance Educative .

- C'était la seule ressource du magistrat pour protéger l'enfant d'une famille déficiente, contre laquelle la mesure de déchéance ne pouvait être prononcée .

Les motifs juridiques qui la justifiaient, restaient livrés à l'appréciation du magistrat, qui s'intéressait rarement à la suite, la mesure restant prise " à l'encontre de la famille " plutôt qu'en "Faveur de l'enfant " .

Telle qu'elle était cependant, elle s'exerçait dans le milieu naturel de l'enfant, donc en milieu ouvert . Les problèmes que devait aborder une surveillance éducative , touchaient des enfants allant du nourrisson à l'adolescent et concernait aussi bien les soins, l'hygiène, les carences éducatives, l'orientation, l'apprentissage, les loisirs ... Donc sous l'étiquette de Surveillance éducative, on traitait les mêmes problèmes que ceux abordés actuellement dans le cadre des nouvelles lois .

- Si les problèmes étaient les mêmes, les moyens de les résoudre étaient bien différents et les services de la Sauvegarde connurent deux sortes de difficultés :

- ° le manque de ressources financières entraînant le sous-équipement ,

- ° l'isolement de chaque travailleur social face à la multiplicité et la complexité des problèmes à résoudre .

- La seconde guerre mondiale, les années difficiles qui suivirent, démontrèrent chaque jour davantage, l'utilité de cette institution, mais aussi ses insuffisances . Divers projets de loi furent élaborés . Ils devaient aboutir à l'ordonnance du 23 Décembre 1958 qui a repris en un seul texte la plupart des lois et ordonnances plus anciennes consacrées à la protection de l'enfance .

2°) La loi de 1958 transformait radicalement la fonction du juge des enfants qui disposait d'une compétence exclusive pour l'application de cette ordonnance .

- ° d'une part, elle accentuait notablement le caractère préventif de son action en liaison avec les autres services de protection de l'enfance en danger .

- ° d'autre part, si l'on avait rassembler en un livre, les textes concernant l'enfance délinquante ou victime, donnant compétence au juge des enfants pour statuer, on aurait obtenu un véritable code de la protection de l'enfance, devenue autonome au point de rompre avec l'une des grandes classifications traditionnelles de notre droit, celle du droit pénal et du droit civil. Sans doute les textes en question étaient-ils pour une bonne part, encore éparpillés dans le code pénal et dans le code civil, mais il n'empêche qu'il existait de plus en plus un "Esprit particulariste " qui caractérisait " la Protection de l'enfance " et impliquait des méthodes qui lui étaient propres :

Les Pouvoirs donnés au juge , tout à fait exorbitants par rapport aux principes de la procédure traditionnelle, mais parfaitement rassurants pour la protection de l'enfance en danger, en étaient une parfaite illustration.

Citons " le Pouvoir du Juge des enfants de se saisir lui-même" (article 375, Ier) et celui " de modifier sa décision à tout moment " (article 379, Ier)

° Enfin la volonté de prendre des mesures qui soient parfaitement adaptées au cas particulier de chaque enfant n'avait jamais été aussi forte .

L'ordonnance de 58 accordait, en effet, à l'étude de la personnalité en général et à l'enquête sociale en particulier, une place qui n'était certes pas une innovation, mais une consécration.

° Cette ordonnance de 1958 a encore été modifiée récemment en faveur de l'enfance .

c) DE LA PUISSANCE PATERNELLE A L'AUTORITE PARENTALE -

1°) La nouvelle loi sur l' Autorité Parentale a été votée le 4 Juin. 1970 et est entrée en vigueur à partir du 1er Janvier 1971. Elle abroge et remplace l'ordonnance du 23 Décembre 1958.

- Le nouveau texte regroupe, comme indissociables, d'une part les dispositions fondamentales du droit civil réglant les rapports entre parents et enfants, d'autre part, les institutions qui, telles l' Assistance éducative, la délégation, la déchéance ou le retrait partiel de l'autorité parentale, peuvent, dans certaines conditions, modifier ces rapports .

- En substituant au terme de " Puissance Paternelle ", celui " d'autorité parentale " , le texte de loi traduit l'esprit d'une double réforme.

° Les rapports entre parents et enfants cessent d'être conçus comme un pouvoir de domination sur une personne,

L'autorité parentale est une fonction complexe de droits et de devoirs conférée aux parents dans l'intérêt de l'enfant en vue d' assurer sa protection et son développement .

° Cette autorité n'est plus la prérogative exclusive du père, elle est exercée conjointement par les deux époux .

- Après avoir réglementé dans une première section l'exercice normal de l'autorité parentale, le texte consacre la seconde à l'assistance éducative.

Il nous paraît utile d'en donner ici les termes exacts avant d'en faire un rapide commentaire .

2°) Textes de loi relatifs à l' Assistance éducative -

" Article 375 :° Si la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé, sont en danger, ou si les conditions de son éducation sont gravement compromises, des mesures d' Assistance éducative peuvent être ordonnées par la Justice à la requête des père et mère conjointement, ou de l'un d'eux, du gardien ou du tuteur, du mineur lui-même ou du Ministère public . Le juge peut se saisir d'office à titre exceptionnel.

° Elles peuvent être ordonnées en même temps pour plusieurs enfants relevant de la même autorité parentale .

" Article 375 - 1 - ° Le juge des enfants est compétent , à charge d'appel, pour tout ce qui concerne l' assistance éducative.

° Il doit toujours s'efforcer de recueillir l'adhésion de la famille à la mesure envisagée .

" Article 375 - 2 - ° Chaque fois qu'il est possible, le mineur doit être maintenu dans son milieu actuel . Dans ce cas, le juge désigne, soit une personne qualifiée, soit un service d'observation, d'éducation ou de rééducation en milieu ouvert, en lui donnant mission d'apporter aide et conseil à la famille, afin de surmonter les difficultés matérielles ou morales qu' elle rencontre . Cette personne ou ce service est chargé de suivre le développement de l'enfant et d'en faire rapport au juge périodiquement .

° Le juge peut aussi subordonner le maintien de l'enfant dans son milieu à des obligations particulières , telles que celle de fréquenter régulièrement un établissement sanitaire ou d'éducation, ordinaire ou spécialisé, ou d'exercer une activité professionnelle .

" Article 375 - 3 - ° S'il est nécessaire de retirer l'enfant de son milieu actuel, le Juge peut décider de le confier :

1°) à celui du Père et Mère qui n'en avait pas la garde ;

2°) à un autre membre de la famille ou à un tiers digne de confiance,

3°) à un service ou à un établissement sanitaire ou d'éducation, ordinaire ou spécialisé;

4°) au service départemental de l' Aide Sociale à l'Enfance .

° Toutefois, lorsqu'une requête en divorce a été présentée , ou un jugement de divorce rendu entre les père et mère, ces mesures ne peuvent être prises que si un fait nouveau de matière à entraîner un danger pour le mineur s'est révélé postérieurement à la décision statuant sur la garde de l'enfant. Elles ne peuvent faire obstacle à la faculté qu'aura le Tribunal de décider, par application de l'article 302, à qui l'enfant devra être confié. Les mêmes règles sont applicables à la séparation de corps .

.../

" Article 375 - 4 - ° Dans les cas spécifiés au 1°, 2°) et 3°) de l'article précédent, le Juge peut charger, soit une personne qualifiée, soit un service d'observation, d'éducation ou de rééducation en milieu ouvert, d'apporter aide et conseil au gardien ainsi qu'à la famille et de suivre le développement de l'enfant.

° Dans tous les cas, le Juge peut assortir la remise de l'enfant des mêmes modalités que sous l'article 375-2, deuxième alinéa. Il peut aussi décider qu'il lui sera rendu compte périodiquement de la situation de l'enfant.

" Article 375 - 5 - ° A titre provisoire, mais à charge d'appel, le juge peut, pendant l'instance, soit ordonner la remise provisoire du mineur à un centre d'accueil ou d'observation, soit prendre l'une des mesures prévues aux articles 375 - 3 et 375 - 4.

° En cas d'urgence, le Procureur de la République du lieu où le mineur a été trouvé, a le même pouvoir, à charge de saisir dans les huit jours le Juge compétent, qui maintiendra, modifiera ou rapportera la mesure.

" Article 375 - 6 - Les Décisions prises en matière d' Assistance éducative peuvent être, à tout moment, modifiées ou rapportées par le Juge qui les a rendues soit d'office, soit à la requête des père et mère conjointement, ou de l'un d'eux, du gardien ou du tuteur, du mineur lui-même ou du Ministère public.

" Article 375 - 7 - ° Les Père et mère dont l'enfant a donné lieu à une mesure d'assistance éducative, conservent sur lui leur autorité parentale et en exercent tous les attributs qui ne sont pas inconciliables avec l'application de la mesure. Ils ne peuvent émanciper l'enfant sans autorisation du Juge des enfants, tant que la mesure d' assistance éducative reçoit application.

° S'il a été nécessaire de placer l'enfant hors de chez ses parents, ceux-ci conservent un droit de correspondance et un droit de visite. Le Juge en fixe les modalités et peut même, si l'intérêt de l'enfant l'exige, décider que l'exercice de ces droits, ou de l'un d'eux, sera provisoirement suspendu.

" Article 375 - 8 - Les frais d'entretien et d'éducation de l'enfant qui a fait l'objet d'une mesure d'assistance éducative continuent d'incomber à ses père et mère ainsi qu'aux ascendants auxquels des aliments peuvent être réclamés, sauf la faculté pour le juge de les en décharger en tout ou en partie "

3°) Enfin un Décret est voté le 23 Décembre 1970; il est relatif aux règles de procédure applicables en milieu d'autorité parentale -

Nous n'en citerons que l'article 888-2 qui nous intéresse plus particulièrement .

" Le Juge entend les père et mère, le tuteur ou le gardien de l'enfant, ainsi que tout autre personne dont l'audition lui paraît utile . Il entend aussi le mineur à moins que l'âge ou l'état de celui-ci ne le permette pas .

Il peut, soit d'office, soit à la requête des parties ou du Ministère public, décider toute mesure d'information et faire notamment procéder à une étude de la personnalité du mineur, en particulier par le moyen d'une enquête sociale, d'exams médicaux, psychiatriques et psychologiques, d'une observation du comportement ou d'un examen d'orientation professionnelle " .

4°) Il nous paraît indispensable de commenter brièvement cette nouvelle Loi :

° Les dispositions nouvelles concernant l' Assistance Educative maintiennent l'essentiel de cette institution, en y apportant toutefois des modifications quant à la forme et quant à son esprit .

- Quant à sa forme : elles l'allègent des règles de procédure tout en précisant certains points, notamment le champ d'application, le rôle exact du Juge des enfants et sa compétence par rapport aux juridictions de droit commun.
- Quant à son esprit : le texte est marqué par le souci de maintenir autant que possible le mineur dans son milieu familial, le Juge n'intervenant que dans des cas exceptionnels .

° En effet, on note un domaine d'intervention beaucoup plus restreint accordé au juge (art. 375) .

- Le Juge contrôle l'exercice de l'autorité parentale en ordonnant des mesures d' assistance éducative dans quatre cas . Les trois premiers reprennent les anciennes modalités mais en ce qui concerne l'éducation, les rédacteurs se sont montrés plus restrictifs : le Pouvoir du Juge ne s'exerce que lorsque les conditions de l'éducation sont gravement compromises .

Cette limitation peut s'expliquer par le fait que l'assistance éducative n'a pas pour but d'éliminer l'autorité parentale, mais de la contrôler .

- La possibilité pour le Juge de se saisir d'office comporte maintenant un caractère exceptionnel qui n'existait pas précédemment .

° De même bien que le Juge soit considéré comme seul compétent pour ordonner les mesures d' Assistance Educative et donc pour aménager , dans l'intérêt de l'enfant, les effets de l'autorité parentale (article 375 - 1) sa compétence se trouve limitée par rapport à l'ancienne Loi.

- D'une part , toutes les décisions du juge, y compris par conséquent les décisions provisoires urgentes sont susceptibles d'appel .

- D'autre part, le Juge doit s'efforcer " de recueillir l'adhésion de la famille sur la mesure envisagée " : cet alinéa affermit le principe de la " décision concertée " qui s'était révélée en fait " l'âme de l' Assistance éducative " . L'ancien article 378 consacré à la procédure de jugement prévoyait ce point . A juste titre, le législateur de 1970 a transféré cette disposition capitale de la procédure dans le droit lui-même .

L'article 375-I en fait dès le début, un principe général caractérisant l'assistance éducative . C'est pourquoi les efforts du Juge pour recueillir cet accord constituent un aspect essentiel de sa mission et doivent être soutenus à tout instant et quelque soit la décision envisagée.

Malheureusement, il faut reconnaître qu'il est parfois impossible, en pratique, de l'obtenir, tant les familles concernées manquent de jugement et de compréhension.

° Un autre article LIMITE lui aussi les pouvoirs du Juge des enfants : il s'agit du 2^{me} alinéa de l'article 375-3 . Cette deuxième disposition règle l'épineux problème des conflits de compétence . Elle trace mieux la limite qui sépare le domaine du Juge agissant dans le cadre de l' Assistance Educative , et celui des juridictions de droit commun appelées à statuer sur la garde des mineurs .

Des réserves ont été faites devant cette limitation qui irait pour certains à l'encontre des lois actuelles et ils suggéreraient de confier au juge des enfants l'ensemble des décisions relatives à la garde des mineurs qu'il y ait danger ou non. Ce problème doit être abordé ultérieurement par les législateurs .

° Enfin, on peut se demander quelle est la portée de ces mesures d' Assistance éducative ?

- Le caractère provisoire de ces mesures constitue un des points essentiels de la réforme (art.375 - 6)

- Elles ne portent pas atteinte au maintien des attributs de l'autorité parentale; en effet, la distinction entre la déchéance qui entraîne la perte de l'autorité parentale et l'assistance éducative est à présent clairement explicitée .

Peut-être pouvons-nous être amenés à regretter parfois cette conception. En effet, si elle est parfaitement valable idéalement, elle peut entraîner de réelles difficultés sur le plan pratique, quand nous nous trouvons en présence de familles particulièrement difficiles pour lesquelles la déchéance ne peut être prononcée. Donc, si ces mesures marquent un progrès juridique, elles n'en diminuent pas moins les moyens d'action du juge et du travailleur social en augmentant les possibilités des parents .

- L'émancipation d'un mineur qui fait l'objet d'une mesure d'assistance éducative étant soumise à l'autorisation du juge des enfants (article 375-7), il apparaît que ces mineurs sont protégés contre le désir que pourraient avoir leurs parents de se dégager de leurs devoirs, paralysant ainsi toute action.

- Enfin, ces mesures consacrent la nature concrète de l'assistance éducative : une aide apportée à la famille et au mineur afin de favoriser le développement normal de celui-ci dans son milieu actuel.

- Ces textes ont mis en lumière la nécessité d'une étroite collaboration entre les services chargés d'action éducative et les services judiciaires .

Nous allons donc nous attacher maintenant à l'étude de l'Association départementale de Sauvegarde de l'Ain qui dirige le Service social spécialisé par des tritunaux . Mais avant d'en aborder le fonctionnement pratique, il convient d'en définir tout d'abord la situation administrative .

C H A P I T R E III^{me}

LA SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE DE L'A.I.N.

Evolution et Fonctionnement Administratif Actuel

A - H I S T O R I Q U E

Il nous paraît utile de consacrer tout d'abord un bref chapitre à l'évolution générale du Service social.

1 - APERCU HISTORIQUE DU SERVICE SOCIAL -

" Du Service social, on peut dire à juste titre qu'il est aussi ancien que l'humanité elle-même car chaque société, chaque époque rencontre des problèmes et des maux de nature sociale qui requièrent d'être résolus soit au niveau de la microsociologie, soit au niveau de la sociologie. Cela signifie que, non seulement chaque époque et chaque société présentent des problèmes bien particuliers, mais aussi que leur réaction à ces problèmes aura un caractère spécifique. Le Service social dérive donc toujours de la structure ou de l'organisation d'une société et d'une culture donnée " .(R. BLUM).

- L'Europe ne connaît des problèmes sociaux, au sens moderne du mot, que depuis le développement de l'industrialisation et de l'urbanisation. Auparavant, la solution des difficultés posées par la misère, l'âge, la maladie, l'infirmité, était, en principe, laissée à la famille. C'est dans la famille étendue des sociétés paysannes que cette fonction d'assistance était assurée au mieux. L'Action sociale de l'Eglise n'avait qu'un rôle d'appoint bien qu'elle prît parfois des proportions importantes.

- Une transformation radicale des mesures d'assistance s'est opérée à la suite des bouleversements économiques et sociaux du 19^{me} siècle. Sous l'influence de l'industrialisation et de l'urbanisation, les structures familiales se relâchaient, alors que l'Eglise se voyait contrainte de restreindre sa fonction sociale à la suite de la sécularisation de ses biens.

De nouvelles formes d'assistance devaient donc apparaître . Des Associations de bienfaisance de statut privé se créèrent et se consacrèrent presque exclusivement au soulagement de la misère ; c'est de ce mouvement que sont issues les formes évoluées de l'assistance sociale que nous connaissons aujourd'hui .

On découvrit qu'il ne suffisait pas de distribuer des aumônes aux pauvres, qu'il fallait encore s'efforcer de leur donner du travail et, lorsque c'était possible, promouvoir la réalisation de réformes sociales d'ensemble .

C'est ainsi qu'en 1893 , fut préconisée pour la première fois, au cours d'un congrès international d'associations de bienfaisance, la création d'instituts de formation spécialisée pour la nouvelle profession de travailleur social. Cinq ans plus tard, à NEW YORK, la première école de Service social ouvrait ses portes .

Telle est en fait la première manifestation du service social dans son acceptation moderne . Désormais, les détresses individuelles et sociales sont considérées comme des problèmes sociaux complexes, qui ne peuvent être traités qu'au moyen de méthodes et de connaissances spécialisées .

- En jetant les bases de ce qui est aujourd'hui devenu le CASEWORK (Aide Psychologique individualisée), MARY RICHMOND exerça dès 1908 une influence décisive sur les méthodes d'assistance .

Le " Pauvre " devient le " client " . Il est considéré comme un être humain que son caractère , sa constitution physique ou son conditionnement social ont rendu incapable de se suffire à lui-même . Par la suite, MARY RICHMOND a préparé l'introduction du diagnostic dans le service social en recherchant les facteurs qui déterminent la situation de détresse . Elle a ainsi mené à son terme le mouvement d'où sont nées les formes d'aide de conception moderne .

- De 1908 à 1930 environ, le Service social est resté placé sous le signe de l' " Aide individuelle " centrée sur le conseil prodigué au client et sur la transformation du milieu . La Psychologie Freudienne a entraîné ensuite un approfondissement et un affinement en ce domaine ; on a appris au cours des années 30 à appliquer les enseignements de la psychanalyse à la pratique du Service social . Le CASEWORK de la période 1930 - 1955 se présente comme une " psychothérapie individuelle " .

- A partir de 1955 s'ouvre l'âge du " traitement social " caractérisé par la multiplicité des entretiens ; c'est une période où l'aide à la famille devient plus importante et tend à remplacer l'aide individuelle . De même le travailleur social apprend à découvrir et à apprécier , non seulement les facteurs psychologiques qui interviennent dans ces données, mais aussi les facteurs sociaux .

- Il est nécessaire de replacer ce courant de transformation et de renouvellement dans le contexte d'expansion et de spécialisation qui a si profondément marqué le Service social au cours des dernières décennies . L'évolution des relations sociales a entraîné l' Etat à assumer toujours davantage les rôles tenus jadis par la famille , l' Eglise et les organisations privées de bienfaisance et à intégrer les organisations dans sa conception du Service social .

- Nous allons donc pouvoir aborder maintenant l'étude des Sauvegardes et voir quels sont leurs rapports avec l' Etat .

2 - ORIGINE ET STRUCTURE DES ASSOCIATIONS REGIONALES DE SAUVEGARDE -

° Avant 1943, c'était le règne de la dispersion des efforts dans le domaine de l'enfance inadaptée .

En effet, que ce soit le Ministère de la Justice, celui de l' Education Nationale, celui de la Santé Publique , ou que ce soit le secteur privé, chacun s'en occupait .

Un essai de coordination fut tenté en octobre 1936 par Henri SELIER, Ministre de la Santé Publique, et Suzanne LACORE , secrétaire d'Etat à la Protection de l' Enfance . Le résultat en fut une circulaire (11 Décembre 1936) organisant le dépistage des enfants déficients, et un projet de loi (1937) qui resta sans suite .

° La 2ème Guerre mondiale survint : elle allait fournir paradoxalement une conjoncture favorable, tenant d'une part à l'augmentation considérable de l'inadaptation juvénile , troublant l'ordre public et compromettant l'avenir de la Nation , et d'autre part au fait que l'organisation régionale administrative donnait aux régions plus d'autonomie .

Une double action allait se poursuivre à l'échelon gouvernemental et à l'échelon régional .

° Sur le plan national - Une loi (26 août 1942) instituait une coordination des services de l'enfance déficiente ou en danger moral . La direction de ce service était assurée par Monsieur CHAZAL , Procureur de la République .

- Le 25 Juillet 1943 était créé le Conseil technique de l' enfance déficiente ou en danger moral avec, pour but " d'établir le statut de l'enfance déficiente et en danger moral, et de fournir, dans toutes les circonstances où l'enfant déficient a besoin d'être assisté, les techniques et les méthodes qui permettent d' assurer son dépistage , son observation et son reclassement dans la vie sociale " .

.../

° Sur le plan régional, devant la détresse, la misère, la désorientation des jeunes, on décide de faire un bilan des possibilités et de s'unir pour faire front.

On assiste alors, en plusieurs régions, à un phénomène spontané analogue, qui engendrera les Associations régionales de Sauvegarde. C'est l'époque des régions pilotes :

- En Bretagne, le Directeur régional de la Santé créait en 1941 un " Comité régional de coordination des services sociaux de Sauvegarde ",

- A Lyon, sur l'instigation du Maire, naissait en Janvier 1942, le " Comité Lyonnais de l'enfance anormale " .

Ainsi de 1941 à 1943, plusieurs régions françaises ont vu se développer l'esprit de coordination des services pour la Sauvegarde de l'enfance. Déjà se fondaient des Centres d'accueil, des Centres d'Observation et des écoles de cadres .

Pendant cette première période de naissance des Associations régionales, il convient de mettre en évidence le rôle capital du Procureur CHAZAL qui, constamment, intervint pour aider, guider, orienter et perfectionner chaque Association régionale .

° C'est dans ce climat favorable que la coordination des services de l'enfance déficiente et en danger moral, décida de donner à ces groupements des statuts types et de les utiliser comme moyen d'action.

Il leur fut donné le nom d' Association régionale de Sauvegarde de l' Enfance et de l'Adolescence .

Bien que relevant juridiquement de la Loi du 1er Juillet 1901 (Associations privées déclarées), elles revêtent en fait le caractère d'organismes semi-publics, en raison des garanties prises quant à leurs statuts, à la désignation des membres dirigeants, ainsi qu'à l'approbation des décisions présentant quelque importance .

° Diverses circulaires en particulier celle du 10 octobre 1946 et surtout celle N° 129 du 5 Mai 1947 du Ministère de la Santé Publique et de la Population précisèrent la nature, le but, les ressources et le rôle des Associations Régionales :

" Elles ont pour but d'assurer la défense morale et matérielle de l' Enfant et l'Adolescent inadaptés ou en danger d'inadaptation, de déterminer et de poursuivre l'équipement nécessaire à la rééducation et à la réinsertion sociale des enfants inadaptés, par l'organisation de Centre d'observation et de service, et d'établissements spécialisés, de participer à la coordination des efforts publics ou privés tendant aux mêmes buts ,

d'aider sur le plan technique les oeuvres et institutions poursuivant les mêmes fins, et enfin d'assurer l'information du public au regard de ces problèmes " .

° En Mars 1948 était fondée à Montpellier l'Union nationale des Associations régionales pour la Sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence.

Constituée elle aussi sous le régime de la loi de 1901, l' U.N.A.R. poursuit les buts suivants :

- Informer les Associations Régionales,
- Assurer une liaison entre elles et harmoniser leurs activités,
- Etudier, en collaboration avec elles et dans un souci technique, les problèmes que posent l'enfance inadaptée et la mise en place d'un équipement ,
- Porter le résultat des études ainsi effectuées à la connaissance des Pouvoirs publics et des grands organismes et de susciter leur action.
- Représenter sur le plan national, auprès des Pouvoirs publics, les A. R. dans le cadre de leur intérêt commun.
- Représenter les intérêts de l'enfance inadaptée et faire connaître par une action d'information et de propagande, les problèmes posés par l'inadaptation de l'enfance .

° Enfin en 1957 , l' U.N.A.R. a pris l'initiative de créer une Union Mondiale des Organismes de Sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence .

° Au cours de leur existence, les Associations Régionales ont créé et ont assuré la charge d'établissements très divers , qui ont cependant tous en commun , de servir la cause de l'enfance en difficulté :

- Une statistique de 1965 relève ainsi :

- . 11 écoles de Formation d' Educateurs spécialisés,
- . 36 Centres d'observations
- . 46 Centres de Rééducation .
- . 16 Associations régionales
- . 55 Associations départementales .

° Jusqu'en 1958 , ces associations ne vivaient que des subventions accordées par les Pouvoirs publics, et des dons consentis par certains membres de la société .

Nous verrons ultérieurement les problèmes posés par ce manque de ressources financières et la solution apportée par la législation de 1958.

Après cette mise en place des organismes de sauvegarde dans le contexte social, nous pouvons aborder l'étude plus particulière de l'organisation de la Sauvegarde de l' Ain.

.../

3 - MISE EN PLACE DE L' ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DE SAUVEGARDE
DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE DE L'AIN -

° L' Association de Sauvegarde de l' Ain fut créée le 10 Décembre
1942.

- A cette époque, elle prit la dénomination " Service Social de Sauvegarde de l' Enfance et de l' Adolescence délinquante et en danger moral du département de l' Ain " .

- Elle dirigeait un Service social spécialisé près des Tribunaux du Département .

° Jusqu'en 1949, elle a été affiliée à l' Association Régionale Lyonnaise de Sauvegarde qui regroupait alors 8 départements (le Rhône , l' Ain, la Loire, l' Ardèche, l' Isère, la Drôme, la Savoie et la Haute Savoie) .

A partir de cette date, 8 associations départementales furent créées qui devinrent totalement indépendantes .

° L' Association de Sauvegarde de l' Ain prit alors la dénomination " Association Départementale de Sauvegarde de l' Enfance et de l' Adolescence en danger moral ou inadaptés " , et acquit son autonomie complète .

Depuis le service s'est considérablement développé et nous allons tout d'abord en étudier le fonctionnement administratif .

B - FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF DE L' ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DE SAUVEGARDE

DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE DE L'AIN (A. D. S. E. A.)

I°) LE STATUT ACTUEL DE L' A.D.S.E.A. DE L'AIN date du 27 Mars 1953 mais un nouveau projet vient d'être élaboré afin d'être soumis à l'approbation du Gouvernement . Il nous paraît préférable d'en citer les grandes lignes car bien qu'étant conçu dans le même esprit que le précédent, il apparaît de conception plus moderne :

° Le But de cette association est :

- " - de participer à la Protection de l'enfance et de l'adolescence
- " - de venir en aide aux enfants et adolescents dont le comportement individuel, les aptitudes personnelles ou le milieu familial nécessitent une rééducation spécialisée "

° Les moyens en sont les suivants :

- " - la création, l'organisation, le fonctionnement de structures en milieu naturel ou en établissements tendant à la prévention l'observation, l'accueil , la rééducation ou la réadaptation des enfants et adolescents qui lui sont confiés .
- " - la création, la gestion, l'organisation de toutes activités culturelles, cinématographiques, sportives, éducatives, musicales et diverses qui s'avéreraient nécessaires à la réinsertion sociale des enfants et adolescents qui lui sont confiés .
- " - créer un mouvement d'opinion en faveur de l'enfance et l'adolescence inadaptée .

Dans ce but, l' Association s'assurera le concours de tous les techniciens , compétents et nécessaires en la matière (Assistants sociales, éducateurs spécialisés, psychologues, psychiatres, médecins spécialistes, rééducateurs divers) "

L' Association prend la dénomination " Association départementale de Sauvegarde de l' Enfance et l' Adolescence " .

2°) ACTUELLEMENT, bien que d'autres projets soient en cours auxquels nous nous intéresserons ultérieurement, l' ASSOCIATION DIRIGE UN SERVICE SOCIAL SPECIALISE PRES DES TRIBUNAUX QUI ASSURE LES ENQUETES SOCIALES ET L' EXECUTION DES MESURES D' ASSISTANCE EDUCATIVE .EN MILIEU OUVERT .

° Jusqu'à une date très récente, ce service fonctionnait encore dans les locaux du Tribunal pour enfants .

Ce fut d'ailleurs une situation assez répandue au départ pour les services d'action éducative .

Les avantages en étaient une collaboration étroite et des relations simplifiées entre le juge et les travailleurs sociaux, un accès facile pour tous à l'ensemble des documents concernant chaque mineur , enfin une transmission aisée et une centralisation efficace des informations relatives aux mineurs .

Malheureusement, les inconvénients étaient bien supérieurs aux avantages : sans parler de l'exiguïté des locaux qui n'avaient pas été prévus au départ pour héberger ces services, ni de la promiscuité des mineurs et des familles, venant consulter un éducateur, avec la population habituelle des Tribunaux , l' inconvénient majeur était le caractère pénal donné instinctivement par les mineurs et leurs familles aux mesures éducatives . L'éducateur devenait " l' éducateur du Tribunal " .

° Actuellement donc, le service a acquis son autonomie et son Siège social se trouve situé ,3 rue Paul Valey à BOURG EN BRESSE.

3°) ENFIN, IL APPARTIENT A L' ASSOCIATION D' ASSURER LA RESPONSABILITE FINANCIERE DE CE SERVICE -

En effet, tout le personnel est rétribué directement par l' Association et se trouve donc dans la situation de salarié ordinaire du secteur privé . De même elle assure tous les frais généraux du service .

De quelles ressources dispose-t-elle donc pour équilibrer le budget du service social près des tribunaux ?

Cette question nous paraît très importante car les conditions de travail du service dépendent en partie de la solution qui lui est donnée .

L'année 1958 a marqué à cet égard un tournant très important .

.../

° Jusqu'à cette époque, les crédits qui alimentaient les services sociaux près des Tribunaux consistaient en subventions -

- Subventions du Ministère de la Justice assez faibles d'ailleurs
- Subventions des caisses d'Allocations familiales ,
- Les subventions les plus importantes provenaient sans contexte de la Direction départementale de la Population,
- A ceci s'ajoutaient les dons éventuels .

On voit sans peine les inconvénients de ce système de financement . Il entraînait une impécuniosité grave, se traduisant par un personnel trop réduit qui devait assurer enquête et surveillance éducative .

Les enquêtes absorbaient une très grande partie de leur temps et quand une mesure de surveillance éducative était prise, l'assistant social était contraint à une action réduite alors qu'il avait le sentiment que seul un travail en profondeur serait efficace .

° L'ordonnance de 1958 et les décrets d'application de 1960 en même temps qu'ils accordaient des moyens financiers , permirent à d'autres travailleurs sociaux de s'intégrer au service afin de mener une action plus profitable .

- Le principe énoncé par ces lois est que toutes les dépenses afférentes à l'information sont financées par le Ministère de la Justice, toutes les mesures de protection sont financées par la Direction de l' Action sanitaire et sociale (D.A.S.S.)

° Depuis le 30 Juillet 1961 , l' Association départementale de la Sauvegarde de l' Ain est habilitée à pratiquer des enquêtes sociales et à exécuter les mesures d' assistance éducative en milieu ouvert . Le Directeur de l' Action sanitaire et sociale est chargé d' assurer l'exécution de cet arrêté qui a été contresigné par le Ministère de la Justice .

° Le mode de financement est donc différent pour les enquêtes et pour l'action éducative .

- Les enquêtes sociales sont payées à l'acte, par le Ministère de la Justice (actuellement 381,00 F.°)

La revalorisation est annuelle et autoritaire .

- Pour une action éducative en Milieu ouvert, un prix de journée est accordé afin de permettre la prise en charge de la totalité des frais résultant de l'application de la mesure .

Ce prix de journée payé par la D.A.S.S. s'élève actuellement à 4,70 F.

Chaque année l' Association présente un budget provisionnel qui est débattu par les inspecteurs de la D.A.S.S.

Un dernier point reste encore à préciser et nous allons l'aborder maintenant .

C - SITUATION ADMINISTRATIVE DU SERVICE SOCIAL PAR RAPPORT AUX SERVICES

PREFECTORAUX DE PREVENTION ET D' AIDE SOCIALE A L' ENFANCE D'UNE PART

ET PAR RAPPORT AU TRIBUNAL POUR ENFANTS D' AUTRE PART

1°) La SAUVEGARDE DE L' AIN EST INDEPENDANTE DE LA D.A.S.S.
sur le plan technique . Il existe cependant, comme nous l'avons déjà signalé un contrôle au niveau de la gestion financière .

° Elle est donc indépendante du service de Prévention. Il peut cependant exister une collaboration entre les deux services, dans la mesure où celui de prévention effectue un signalement au juge qui ordonne alors une enquête au service de Sauvegarde .

° De même , elle est indépendante du service d'Aide sociale à l'Enfance (A.S.E.) avec lequel la liaison et la coordination se situent uniquement sur un plan personnel . Ceci pose parfois le problème de séparation de l'action éducative lorsqu'un enfant suivi par la Sauvegarde doit être confié à l' A.S.E.

2°) EN REVANCHE LA SAUVEGARDE DE L' AIN est contrôlée tant financièrement que techniquement par le Ministère de la Justice .

L'étude du fonctionnement pratique de ce service que nous allons aborder maintenant mettra en évidence les modalités de ce contrôle technique .

C H A P I T R E IVme

ETUDE PRATIQUE DU SERVICE ET DE SES TECHNIQUES DE TRAVAIL

A - L' E Q U I P E -

. Notre équipe, au momet de l'élaboration de cette étude se compose de :

- la directrice de la Sauvegarde
- 3 éducateurs employés à plein temps
- 7 assistantes sociales dont 3 sont employées à mi-temps
- 1 psychologue qui assure une vacation d'une journée par semaine
- 1 psychiatre qui assure une vacation d'une 1/2 journée par semaine,
- 2 secrétaires employées à plein temps
- 1 secrétaire administratif employé à mi-temps qui s'occupe de comptabilité .

. Pour analyser les caractéristiques de cette équipe, nous la considèrerons dans deux perspectives principales :

- la fonction et le rôle de chacun
- sa place dans l'équipe

. Avant d'entreprendre une étude plus détaillée de chaque membre, de l'équipe, il faut signaler que nous sommes amenés souvent à utiliser les services d'un organisme public, dépendant du Ministère de l' Education Nationale; le Centre d' Orientation scolaire et professionnelle .

Cet organisme dispose d'orienteurs ayant reçu une formation de Psycho-techniciens. Là, le mineur subira des tests permettant d'évaluer ses qualités et aptitudes . Ainsi sur le plan manuel ou intellectuel, l'équipe pourra disposer de renseignements utiles, voire indispensables, pour une insertion professionnelle valable .

. Enfin, nous essayons dans la mesure du possible de travailler en collaboration avec les services d' Hygiène mentale .

1°) LA DIRECTRICE -

Elle possède , outre ses connaissances administratives, une formation et une expérience des problèmes psycho-pédagogiques , qui lui permettent d' assurer une parfaite coordination et une certaine " supervision " .

En effet, bien qu'elle ait conservé 3 A E M O dont elle s'occupe personnellement, elle connaît aussi tous les autres cas sans être directement engagée dans l'action. Cette connaissance lui permet d'avoir, à tout moment, avec le travailleur social, des entretiens au cours desquels celui-ci peut lui exposer un problème particulier afin d'en dégager avec elle l'aspect objectif .

En tant que " superviseur ", elle a donc pour tâche de lui faire découvrir les différents aspects de sa relation avec le client , et de lui permettre de libérer les tensions accumulées au cours de son travail en discutant avec elle des sentiments qu'il éprouve à l'égard des enfants, de ses incertitudes et de ses difficultés .

2°) LES SECRETAIRES -

Pour autant qu'une subtile distinction puisse s'opérer entre la fonction et le rôle, elle est utile lorsqu'on se penche avec attention sur le personnage de la secrétaire .

En effet si la fonction apparaît évidente (opérations de dactylographie, de classement ...), son rôle d'accueil, déterminant dans une équipe d' A E M O, mérite qu'on s'y attarde davantage .

Lorsqu'elle se trouve seule en présence d'une famille ou d'un mineur particulièrement anxieux, elle doit les reconforter et leur permettre de retrouver un peu d'apaisement, soit par sa seule présence, soit en assumant le rôle d'interlocuteur disponible .

Elle pourra ainsi au retour de l'éducateur chargé du cas , restituer une ambiance, et lui donner de précieuses indications sur l'état d'esprit du client qui faciliteront son action. Si le client a attendu ce retour, l'éducateur trouvera une personne plus détendue et apaisée, déjà disposée au dialogue .

Elle est à la fois l'intermédiaire entre le travailleur social et la famille, et celle qui donne parfois aux clients la première image du service .

3°) L' EQUIPE MEDICO-PSYCHOLOGIQUE -

Il apparaît que notre action, quoique très importante, n'a pas la même valeur que celle existant dans le cadre d'un dispensaire ou d'un Hôpital psychiatrique .

En effet, dans un service d' A E M O, éducateurs et éducatrices se trouvent au centre de l'action . C'est autour de leurs interventions que vont s'articuler les diverses formes d'investigations ou de soutien que nous pouvons leur apporter .

Notre action se situe uniquement au niveau de l'approfondissement de certains cas , de traitements individuels en appui de l'action éducative, et enfin de la participation à la recherche permanente de l'équipe .

a) A tout moment l'éducateur peut suggérer au Juge des enfants une Ordonnance de consultation médico-psychologique (appelée encore consultation d'orientation éducative) . Le Juge peut aussi demander une expertise . Il est bien évident que la technicité de cette consultation doit être réservée aux cas relativement complexes .

. Au cours de ces consultations, le mineur et ses parents subissent entretiens et tests . A l'issue de ces investigations, une réunion de synthèse nous réunit avec le travailleur social au cours de laquelle nous élaborons un rapport dans lequel apparaît un résumé de la situation familiale et sociale, les données médicales, l'aspect psychologique et psychiatrique (avec un diagnostic et un pronostic) . Au vu de ces données, nous pouvons établir ensemble la ligne de conduite et l'orientation à donner à l'action éducative .

. Il nous arrive parfois de prendre en charge plus particulièrement un mineur , mais toujours en appui de l'action éducative menée par le travailleur social.

. Enfin, il apparaît qu'il serait nécessaire parfois pour la compréhension de certains problèmes, que l'équipe médico-psychologique puisse se déplacer afin d'étudier directement le milieu de vie de l'enfant .

Malheureusement, ce type d'intervention nécessite une grande disponibilité qui n'a pu être encore réalisée au sein de notre équipe .

b) En dehors des consultations où notre rôle est plus officiel et plus précis, nous pouvons nous intégrer plus complètement à l'équipe, même en l'absence d'investigations particulières de notre part .

. En effet, nous pouvons, au cours d'entretiens individuels suscités par le travailleur social, lui apporter un éclairage nouveau sur la personnalité de son client ou sur la manière dont il doit aborder son action.

. Enfin, au cours de réunions de synthèse où des études de cas sont proposées à toute l'équipe par l'un ou l'autre de ses membres, notre participation s'établit au niveau d'une réflexion commune avec, peut-être le privilège d'une plus grande connaissance de la dynamique de de groupe .

4°) ASSISTANTES SOCIALES ET EDUCATEURS SPECIALISES -

Nous avons déjà vu qu'ils étaient le " Pivot " de l'équipe de sauvegarde .

- Nous englobons dans une même étude ces deux travailleurs sociaux car si dans certains services leur action n'est que complémentaire (l'Assistante sociale se chargeant des enquêtes et l'éducateur de l'action éducative), dans notre équipe leur rôle est identique . Il paraît en effet évident qu'après une enquête effectuée dans une perspective éducative, l' Assistante sociale peut souhaiter poursuivre son action. Inversement, un éducateur peut vouloir pratiquer toutes les étapes conduisant à une mesure éducative avant d'en avoir la charge .

- L'important est qu'à certain moment ou pour le bien du mineur il convient qu'une femme plutôt qu'un homme (ou inversement) s'occupe de celui-ci, chacun sache se désaisir d'une action déjà entreprise .

a) Leur Formation

. Il existe actuellement 51 écoles d'Assistantes sociales dont 43 sont privées .

- Le financement des 4 écoles lyonnaises (toutes privées) s'établit à l'aide des bourses payées par les étudiants (400 F. par an), et à l'aide de subventions accordées par le Ministère de la Santé à l' association qui les regroupe .

- La formation s'étale sur 3 ans et aboutit à l'obtention d'un diplôme d' Etat . L'enseignement théorique regroupe la Psychologie, la Psychiatrie, la médecine, la sociologie , le droit, la démographie, les statistiques, l'économie .

L'enseignement technique concerne l'apprentissage direct des méthodes propres à la profession.

Enfin des stages sont effectués dans le cadre des services médicaux et sociaux mais aussi à l'intérieur d'une grande entreprise (travail à la chaîne ou vendeuse par exemple) .

Ils sont au nombre de dix .

- Les critères de recrutement, outre les contraintes financières, sont le Baccalauréat et une certaine limite d'âge (de 19 à 36 ans). Sont aussi nécessaires " une bonne santé , un parfait équilibre nerveux, des aptitudes intellectuelles et psychologiques, l'intelligence, clarté d'esprit, logique, mémoire et intuition.... " . Ces derniers critères sont laissés à l'appréciation de la directrice de l'école qui organise la sélection comme elle l'entend .

- En fait, pour le travail au sein d'une équipe de Sauvegarde, une spécialisation serait nécessaire ainsi qu'une très grande maturité d'esprit.

• Pour les éducateurs spécialisés :

- la sélection est beaucoup plus rigoureuse et parfaitement définie dans les textes . Ils doivent subir des investigations précises (tests- entretiens psychiatriques), avant d'avoir le droit de commencer leurs études .
- En revanche, celles-ci sont gratuites et même rémunérées au cours des stages . Elles durent trois ans et sont sanctionnées par un Diplôme d' Etat .
- Les programmes se rapprochent de ceux des Assistantes sociales avec, cependant, une étude plus approfondie de la pédagogie et des techniques de jeux .
- Ils effectuent trois stages : un long de 6 mois, et deux courts dans des centres regroupant des catégories particulières d'enfants inadaptés .
- A Lyon, il existe une école privée mais dépendant du C.R.E.A.I. (Centre régional de l'enfance et l'adolescence inadaptée).

- Nous pouvons formuler la même critique que précédemment car il semble que l' A.E.M.O. devrait constituer une des options offertes aux candidats éducateurs . Dès lors, leur formation devrait comporter un plus grand nombre d'heures d'enseignement de la psychologie et en particulier l'étude approfondie des techniques d'entretien.

Enfin, la sélection, l'orientation et la formation d'un éducateur destiné au milieu ouvert, devraient tenir compte de deux éléments essentiels:

- l'aptitude à travailler au sein d'une équipe multidisciplinaire,
- l'aptitude à établir des relations individuelles .

b) Leur orientation dans le cadre du service

. Une multiplicité des tâches est donc impartie aux travailleurs sociaux : ils sont sur les routes, rendent visite aux mineurs, et à leur famille, étudient leur milieu de vie, multiplient les entretiens, rédigent des lettres et des rapports, organisent des réunions de synthèse .

De plus, ils doivent lire pour se tenir informés de ce qui se passe dans leur profession, effectuer des stages de perfectionnement et assister aux nombreux travaux d'étude touchant à leur action.

. Nous reviendrons plus longuement sur leurs méthodes quand nous aborderons le chapitre de l' Action éducative en milieu ouvert, mais il convient de montrer rapidement la valeur éducative du travail social.

En effet, l'éducation ne se limite pas à l'enseignement : apprendre à gérer un budget, expliquer à des parents les difficultés scolaires de leurs enfants, permettre à des gens de bénéficier d'institutions sociales qu'ils ne connaissent pas, voilà autant d'actions qui nous semblent procéder de l'éducation.

Par éducation, nous entendons " la mise en oeuvre des moyens propres à assurer la formation et le développement d'un être humain " . Cette mise en oeuvre suppose d'une part la connaissance de l'être humain comme moyen d'action et d'autre part un but à atteindre, celui-ci pouvant être défini suivant des critères " le développement physique, intellectuel et moral en vue du bonheur de l'homme d'une part, et en vue de sa destination sociale d'autre part " .

La dimension éducative du travail social apparaît donc comme extrêmement importante : le travailleur social est là pour aider les mineurs et les adultes à se déterminer eux-mêmes, pour les amener à prendre conscience de leurs besoins et de leurs difficultés afin d'y répondre eux-mêmes .

En réalité, il s'agit d'une attitude extrêmement exigeante d'écoute, d'attention, de patience qui présuppose chez le travailleur social, la fidélité à l'objectif premier et unique de son métier : " éduquer, promouvoir l'homme de telle manière qu'il parviendra à se situer vis à vis de lui-même et de son environnement et à progresser par lui-même " .

Nous venons d'envisager la fonction et le rôle de chacun, nous allons essayer maintenant de définir le travail d'équipe .

5°) LE TRAVAIL D' EQUIPE -

. En effet l'équipe de sauvegarde n'est pas une addition d'être mais une totalité, un groupe psycho-social vivant et évoluant, où chacun apporte non seulement sa science, sa compétence, son expérience, sa technique mais aussi sa personne; c'est un engagement, une communauté d'action, ce qui ne veut pas dire une identité d'action, bien au contraire, plutôt une complémentarité d'action.

Chaque membre doit avoir une personnalité équilibrée et une maturité qui lui permettent, sans se sentir continuellement visé ou frustré, de confronter son point de vue avec celui des autres; l'équipe doit savoir faire l'auto-critique non seulement de son action mais aussi de ses moyens de communication internes .

. Un des moyens permettant le travail d'équipe réside dans l'organisation de réunions hebdomadaires . Elles sont actuellement de deux types :

- la réunion de travail où sont exposés les problèmes pratiques et matériels, où sont répartis les cas et où se donnent les directives concrètes indispensables à la bonne marche de tout établissement . Y participent la Directrice, les éducateurs, les Assistantes sociales et les secrétaires .

- la réunion de synthèse où sont groupés tous les éléments permettant la compréhension des problèmes présentés par l'enfant et sa famille, afin d'essayer de résoudre en commun les difficultés qu'ils suscitent .

Y participent toute l'équipe et éventuellement l' Assistante sociale du secteur qui est à la base du signalement .

- Outre les études de cas, ces réunions permettent aussi de redéfinir les objectifs communs à chaque stade de l'évolution de l'équipe .

. La réunion est donc un lieu d'échanges mais c'est aussi bien évidemment un phénomène de groupe .

Les motivations inconscientes qui ont orienté les membres de l'équipe vers l'enfance inadaptée trouvent leur émergence dans cette vie communautaire par le jeu des projections et des identifications individuelles et collectives.

Le contact avec l'enfant inadapté réactive souvent des problèmes personnels et déterminent parfois des phénomènes régressifs cathartiques qui s'expriment aussi dans la vie de groupe .

Il est indispensable qu'il existe au cours de ces réunions un responsable qui connaisse du mieux possible et sache manier ces liens transférentiels pour tirer de chacun des membres la meilleure efficacité sans le traumatiser, tout en maintenant la cohésion de l'ensemble..

. Enfin, il faut signaler un personnage important au sens de la dynamisation de l'équipe qui est le stagiaire -

Son arrivée au sein du groupe va, si elle est bien comprise, obliger l'équipe à réévaluer ses attitudes .

En effet, il est neuf au sens de son non engagement antérieur dans l'équipe et il va actualiser la situation par sa demande d'information et de formation. De plus, arrivant de l'extérieur, il peut apporter des suggestions très précieuses à l'équipe .

Après avoir étudié rapidement la formation de l'équipe de sauvegarde et ses aspirations, il convient d'aborder ses techniques de travail. Nous les diviserons en deux parties : les Enquêtes sociales et l' A.E.M.O.

B - L E S E N Q U E T E S S O C I A L E S

. Il existe 3 types d'enquêtes sociales dont s'occupe notre service qui ont les points communs suivants :

- Elles sont toujours demandées par la justice
- Celle-ci en attend les éclaircissements dont elle a besoin pour lui permettre de donner à un enfant en difficulté , le cadre de vie qui lui convient le mieux .

. Elles diffèrent en ce sens :

- les unes sont demandées à l'occasion d'une action concernant un enfant délinquant,
- les autres sont mises en oeuvre dans certains cas d'enfant en danger (et ce sera l'essentiel de notre propos).
- Dans une 3me catégorie enfin, l'enquête sociale a pour but d'informer les magistrats qui ont à se prononcer sur le sort de l'enfant à l'occasion d'une procédure de divorce ou de séparation de corps.

I - ENQUETE SOCIALE CONCERNANT LES ENFANTS DE PARENTS EN INSTANCE DE SEPARATION DE CORPS OU DE DIVORCE -

- Ces enquêtes sont confiées à une Assistante sociale de notre service dont c'est le travail exclusif .

1) L'enquête n'est pas ordonnée d'office, elle peut même être demandée au juge par le Ministère Public ou par les parties, le juge n'étant d'ailleurs nullement tenu de déférer à cette demande .

• L'enquête sociale est ordonnée :

- soit au début de la procédure par le magistrat conciliateur
- soit en cours de procédure, à la demande de l'une des parties (Juge des référés),
- soit au moment du jugement si le Tribunal de Grande Instance estime qu'il est insuffisamment renseigné sur la situation des enfants .
- soit enfin après le jugement , s'il y a appel ou si l'on envisage une modification de la première décision.

• Il faut noter dans le secteur de l' Ain, la faible proportion d'enquêtes par rapport aux divorces .

2) L'enquête est payante - Mais contrairement aux deux autres types d'enquête, elle est à la charge des parties . Le tarif varie suivant le temps, le kilométrage ... Le Service social attend généralement pour la mettre en route, une confirmation de l'avoué demandeur à laquelle est jointe l'ordonnance de non conciliation, et l'avis selon lequel une somme représentant la rémunération de l'enquête ,a été consignée au Greffe du Tribunal.

3) Le but de l'enquête est ici très précis : en présence d'une famille en voie de dislocation, il faut recueillir tous les renseignements possibles sur la situation matérielle et morale de la famille, les conditions dans lesquelles vivent les enfants afin de déterminer les mesures à prendre quand à leur garde définitive .

• L'intervention de l' Assistante sociale se situe uniquement dans l'intérêt de l'enfant, sans se préoccuper directement de la situation des parents .

. Ces enquêtes sont très délicates : L' Assistante sociale doit voir juste et clair alors qu'elle opère dans une famille divisée en deux clans chez lesquels les exigences de la vérité, et même l'intérêt bien compris de leurs enfants, peuvent passer bien après l'objet du litige qui les préoccupe essentiellement .

4) Déroulement de l'enquête -

. Après avoir pris connaissance du dossier, l' assistante sociale prend contact avec chacun des parents et leur famille, avec les écoles, les clubs de loisirs, toutes les personnes qui connaissent l'enfant afin d'avoir une idée objective de la situation.

. Il faut signaler l'échec qu'a connu l' Assistante sociale du Service . Elle pensait pouvoir, dans certains cas , après de nombreux entretiens, amener les parents à régler eux-mêmes le cas de leurs enfants . Il lui est apparu rapidement que des personnes qui n'avaient pu se réaliser elles-mêmes ne pouvaient dépasser le stade où les enfants étaient considérés comme un enjeu.

Enfin, ayant été parfois très loin dans la relation, il lui paraît décevant d'être obligé de tout couper à la fin de l'enquête .

5) Enfin un rapport est adressé au Juge , au maximum six mois après l'ordonnance , rédigé selon le plan suivant :

- Au début se place un résumé de la procédure suivie aboutissant aux motifs de l'enquête ,

- Suivent des explications sur la composition de la famille,

- Viennent ensuite l'histoire de cette famille, puis les raisons qui ont conduit à la situation actuelle .

- En quatrième partie, nous trouvons réunis dans deux paragraphes différents, la situation de chaque parent avec les renseignements obtenus par l'entourage, leurs desiderata et le sort de chaque enfant .

- Enfin, en dernier lieu, l' Assistante sociale conclue de manière nuancée .

6) Il appartiendra alors au Juge de statuer en ayant été parfaitement informé .

II - ENQUETE SOCIALE CONCERNANT L' ENFANCE ET L' ADOLESCENCE EN DANGER -

. Jusqu'à une date récente , l'opinion ne se souciait que des délinquants . ON parle actuellement dans les milieux spécialisés de jeunesse inadaptée . Que faut-il penser de cette différence de terminologie ?

Le délit est une infraction à un texte pénal précis . Cependant, ces infractions peuvent être plus ou moins graves : le défaut de permis de conduire, le vol, les coups et blessures, le meurtre sont tous des infractions à la loi pénale, mais dénotent chez leur auteur un état d'esprit et une responsabilité différents .

La classification entre délinquant et non délinquant est une conception trop formelle . En effet, certains non délinquants sont à la limite de la délinquance soit par manque d'occasion, soit parce qu'ils n'ont jamais été pris .

Aussi vaut-il mieux retenir la notion générale d'inadaptation : en effet, le délinquant est un inadapté même si l'inadapté n'est pas toujours un délinquant .

. Il nous semble utile de faire un bref rappel des facteurs de l'inadaptation juvénile, rappel qui ne veut en rien être une étude exhaustive.

1 - FACTEURS DE L' INADAPTATION JUVENILE -

Il est de tradition de distinguer les facteurs personnels aux mineurs dits endogènes et les facteurs extérieurs dits exogènes .

. Facteurs endogènes

Il s'agit de la personnalité même du mineur ; les troubles dont il souffre, quelqu'en soit la nature, ont une influence sur son comportement et l'amènent à des conduites qui le distinguent des autres adolescents .

. Dans ce cadre se regroupent toutes les maladies organiques et tous les déséquilibres psychiques .

. Facteurs exogènes

Le caractère de l'enfant se modèle et se façonne au contact de la vie de chaque jour .

Les facteurs sociaux et économiques ont une influence considérable sur le comportement de l'adolescent . Celui-ci est, en effet, très malléable et très ouvert aux influences extérieures . C'est un être en pleine évolution qui est animé par un désir de s'identifier avec quelqu'un. C'est dire toute l'importance du milieu de vie .

- Les causes d'inadaptation familiales qui peuvent entraîner des perturbations psychologiques chez l'enfant ou l'adolescent sont nombreuses .
 - . elles peuvent être d'ordre matériel : habitat défectueux , chômage, ressources trop faibles ...
 - . mais aussi d'ordre moral, éducatif et médicopsychologique : divorce, inconduite, alcoolisme, mésentente conjugale, troubles somatiques ou psychiques, incompétence éducative avec, à la base, surtout , une absence d'autorité ...
- L'absence d'autorité constatée dans la famille a sa répercussion à l'école où l' Instituteur n'est plus le " maître " d'autrefois , à l'autorité incontestée . De plus les classes sont surchargées et il n'existe plus une véritable liaison entre les parents et l'école .
- Enfin la vie sociale actuelle a une influence particulièrement néfaste sur les adolescents, leur offrant peu de satisfaction dans un travail voué au rendement, et des loisirs encore trop mal organisés .
- Il est évident que tous ces cas d'inadaptation ne peuvent être confiés au juge des enfants et que certains relèvent soit de la compétence d'autres tribunaux, soit plus simplement d'hospitalisation ou des services de prévention.

Cependant, si nous envisageons un cas relevant de sa compétence, il convient d'étudier la procédure qui conduit à une ordonnance d'enquête sociale .

2 - PROCEDURE -

a) Le signalement au juge des enfants peut être fait de différentes façons:

- Il peut provenir du Directeur de l'action sanitaire et sociale qui a connaissance des cas par les assistantes sociales de secteurs qui alertent le service de prévention de la D.A.S.S. Celui-ci effectue une enquête et tente une action. (Il comprend dans l' Ain deux assistantes sociales et un éducateur) . Si ce service ne peut aboutir dans ces démarches, il en avise le Directeur qui saisit le juge .

- Le Procureur de la République peut, lui aussi, demander, par voie de requête, au Juge des enfants d'intervenir . C'est à lui, en effet, qu'arrivent normalement les procès-verbaux établis d'initiative par les Services de Police et de Gendarmerie .

- Le Juge peut encore être saisi par les parents ou gardiens du mineur, et par le mineur lui-même qui demande aide et protection.

- Enfin, nous avons vu que le juge des enfants pouvait se saisir lui-même d'office : toutes personnes peuvent ainsi porter à la connaissance du Juge la situation d'enfants en danger sans qu'aucune règle de forme ne soit exigée .

b) Mesures d'information -

° La procédure étant ouverte, le Juge des enfants en informe le Procureur de la République (s'il n'a pas signé de requête introductive), les parents et, éventuellement, le mineur , ainsi que le Directeur de l'Action sanitaire et sociale .

Il peut alors entreprendre son information.

1 - L'enquête de base est celle qu'établit la police ou la gendarmerie . C'est une enquête judiciaire qui est effectuée par des services qui ont, certes, un rôle répressif, mais qui, en cette matière, ont une mission permanente de protection et de dépistage .

2 - L'enquête établie éventuellement par le Service de Prévention doit être aussi portée à sa connaissance .

3 - Il aura, bien entendu, un entretien personnel avec le mineur et sa famille .

4 - S'il apparaît nécessaire d'approfondir la personnalité du mineur, le Juge fait procéder à divers examens. Il peut ainsi ordonner une expertise médicale ou une consultation médico-psychologique .

5 - Enfin, il peut être nécessaire de faire une étude plus approfondie du milieu de vie. Le policier ou le gendarme, en raison même de ses fonctions ne peut pas pénétrer dans la famille et ne peut souvent apporter qu'une vue extérieure de la situation. L'enquête sociale fera l'étude " interne " .

Cette enquête est donc confiée à notre service qui rend compte directement au magistrat .

3 - BUT DE L' ENQUETE SOCIALE -

. le rôle du travailleur social commence donc par l'enquête à laquelle il faut attacher une grande importance car elle se double déjà d'une action éducative : *"L 'observation doit précéder la thérapeutique , bien entendu, mais celle-ci commence souvent avant que l'observation ne soit achevée "* .

. l'enquête exige d'être particulièrement approfondie : les déficiences familiales, leur origine, leur caractère, leur gravité et leur répercussion sur les enfants doivent être décelés . Une intelligente compréhension du milieu familial est indispensable . L'enquête porte en effet sur les parents, comme sur les enfants, sur le passé familial comme sur la situation actuelle . Elle s'étend même à la parenté et au voisinage, dans le souci constant de ne pas nuire aux parents, mais de rechercher, au contraire, tous les concours susceptibles de leur procurer une aide , dans la perspective du redressement souhaité .

. le déroulement de l'enquête se joue sur des plans simultanés pour le travailleur social:

- l'information qu'il veut obtenir aussi objective que possible .
- l'aide qu'il va proposer et essayer de faire accepter, ce qui suppose qu'il ait pu obtenir une relation positive .

L'enquête doit l'essentiel de sa valeur à sa seconde composante à savoir l'aide que l'on veut apporter . C'est cette forme d'éclairage d'ailleurs que le magistrat en attend .

4 - DEROULEMENT DE L' ENQUETE -

a) Pour se faire une première idée de la situation qu'il va avoir à affronter, le travailleur social pourra consulter les documents établis au préalable (enquête judiciaire, enquête du service de prévention, le signalement..)

b) Puis s'établit la première prise de contact avec les parents qui peut avoir lieu soit dans les bureaux du service social, soit à domicile .

Au cours de cette première entrevue, le travailleur social doit expliquer sans détour son rôle, sans dissimuler qu'elle aura un rapport à remettre au juge chargé de décider du sort du mineur en cause . Il doit susciter un certain esprit de coopération en expliquant que son rôle se limite à bien servir les intérêts du mineur . Il en profite également pour préparer la suite de son travail en demandant la liste des personnes qu'il pourra contacter, ce qui ne signifie pas qu'il ne pourra voir que celles-ci ou qu'il devra voir toutes celles-ci.

c) Ce premier contact est suivi de beaucoup d'autres , au cours desquels il peut se renseigner sur l'histoire familiale, les ressources matérielles, les faits qui ont déclenché l'instance judiciaire en cours; l'aspect de l'appartement lui-même donne bien des indications sur la mentalité et la manière de vivre de ses occupants .

Il s'efforce de faire parler ses interlocuteurs librement, de ne pas diriger , ou même trop orienter la conversation, de porter sur cette famille un jugement aussi objectif que possible, et dégagé, autant que faire se peut, de sa personnalité et de ses réactions naturelles de sympathie et d'antipathie .

d) A côté de ce rôle d'information, il ne faut pas oublier l'action éducative qui doit s'y intégrer .

Il est évident que dans la mesure où le travailleur social sait assez s'identifier à son interlocuteur pour que celui-ci perçoive en lui un reflet de lui-même, l'entretien qui n'était que questions et réponses, peut se transformer en échange .

Ce reflet permet à l'intéressé, à travers l'image qu'il lui est donné de sa propre situation, de découvrir le contour de ses problèmes et d'en chercher les solutions .

Il faut aussi accepter, voire même provoquer le facteur régressif qui transforme le travailleur social non plus en miroir, mais en déversoir des sentiments ressentis d'angoisses , d'agressivité ou d'insécurité .

C'est l'aspect dynamique de l'enquête qui porte toutes les virtualités de l'avenir , aussi est-il essentiel , car c'est lui qui engage l'intéressé à se reprendre en main et lui suggère dans un climat de confiance toutes les ressources de l'équipement social.

e) Les entrevues avec les mineurs sont aussi très importantes : elles permettent de les connaître, d'étudier leurs réactions par rapport à l'entourage, de connaître leurs projets, leurs espoirs pour l'avenir, les points faibles, les qualités sur lesquelles on pourra s'appuyer pour leur éducation... Au cours de ces entretiens, on peut le préparer aux examens qu'il devra éventuellement subir .

f) Il faut aussi s'efforcer de recueillir d'autres données auprès de tiers

La première difficulté est de faire un choix judicieux des personnes à voir .

S'il est utile en effet de rencontrer les personnes susceptibles de fournir des renseignements intéressants, ou qui permettront de recouper ceux que l'on possède déjà, il est encore plus important d'éviter de nuire au mineur et à sa famille .

Par sa seule visite et malgré une extrême discrétion, le travailleur social risque d'accréditer les accusations qui pèsent sur eux, alors qu'il pouvait ne s'agir jusque là que de bruits plus ou moins sérieux .

Ceci posé, on peut énumérer rapidement les personnes entendues :

- au premier rang, viennent les Assistantes sociales qui connaissent déjà la famille, spécialement l' Assistante sociale de secteur,

En principe, il s'agit d'informatrices de premier plan , objectives et bien informées . Cependant, leur rôle est limité car elles sont soumises au respect du secret professionnel. Elles pourront , tout au plus, établir la vérité sur toutes les informations qui sont de notoriété publique, et donner leur avis sur la liste des personnes à voir et sur le degré de crédibilité que l'on peut accorder à leur propos .

- les membres plus éloignés de la famille sont , en principe, bien placés pour juger de la situation; ils peuvent cependant manquer parfois d'objectivité ,

- les instituteurs - professeurs, directeurs d'école et ministres du culte peuvent être également fort intéressants à consulter . Il s'agit, en effet, de personnes qui, toutes, à des titres très divers, sont au service de la collectivité et qui, toutes , mais dans des domaines différents sont habitués à être les dépositaires des secrets d'autrui, et qui, ayant pu ainsi peser le poids et le caractère irréparable d'une indiscretion, comptent parmi les rares personnes à savoir effectivement garder un secret.

A ces interlocuteurs, les travailleurs sociaux considèrent généralement qu'ils peuvent dire à quel titre ils les interrogent . Ils pourront ainsi aider à la compréhension du mineur et de son milieu familial.

- Par contre les employeurs du mineur ou de ses parents sont à consulter avec la plus grande prudence .

- Les autorités administratives, les voisins, les amis, ou les fournisseurs habituels consultés seront sélectionnés très judicieusement . Après d'eux, il essaie de savoir si les faits reprochés ont été vus ou entendus directement . Il essaie d'obtenir des détails vivants et s'assure du sens donné aux termes employés . Il n'accepte jamais de jugements sans vérifier les données sur lesquelles ils reposent .

- Enfin, le travailleur social peut être amené à rencontrer les directeurs ou éducateurs de clubs de loisirs dans le cadre desquels le mineur donne un autre aperçu de son comportement .

g) Toutes ces entrevues, ces contacts demandent du temps; mais au cours de cette enquête, une action éducative aura déjà été entreprise .

L'enquête permet en effet de faire comprendre et accepter la nature de l'intervention et d'obtenir la participation réelle des intéressés . Elle doit leur faire prendre conscience de leurs problèmes et leur montre comment ils pourraient les résoudre .

Il faut éviter au maximum la rupture des liens familiaux mais cependant préparer l'enfant et son milieu familial à une séparation, si celle-ci s'avère nécessaire . Elle doit permettre de sauvegarder au maximum la dignité des familles en leur laissant prendre leurs propres responsabilités .

Aux termes de cette double action d'information et d'action éducative, le travailleur social doit rédiger un rapport qu'il doit remettre au Juge des enfants .

Il est transmis généralement 2 à 3 mois après l'ordonnance d'enquête .

5 - LE RAPPORT D' ENQUETE SOCIALE -

A l'intérieur de chaque service social, l'usage s'est établi de rédiger ce rapport suivant un plan qui est à peu près invariablement suivi. En ce qui concerne notre service, le rapport peut être divisé en 3 parties:

. Dans la première, sont donnés les renseignements d'ordre administratif touchant la famille . On y adjoint généralement un rapport sur la situation matérielle, le budget et l'habitat .

. La seconde est consacrée à la famille, son histoire, son mode de vie, la réputation dont elle jouit , son comportement vis à vis des enfants.

Un résumé de divers entretiens y est consigné .

. La troisième partie est réservée à l'enfant lui-même, son histoire, sa psychologie, sa situation en fonction de ses différents milieux de vie, aux causes de ses réactions .

Là encore, on trouve un résumé des différents entretiens .

L'enquête se termine par une appréciation d'ensemble et une conclusion où une proposition est émise , suggérant la mesure que préconise le travailleur social et les motifs de son choix .

6 - MESURES EDUCATIVES PRISES PAR LE JUGE -

Une fois informé, le juge statue toujours seul en audience de Cabinet . Les seules mesures prises sont des mesures éducatives. Ces mesures ne sont jamais portées sur le bulletin N° 3 du casier judiciaire, qui est dé-

livré aux particuliers sur leur demande, et qui est exigé par les employeurs. Elles ne sont portées que sur le bulletin N° I réservé aux seules autorités judiciaires à l'exclusion de toute administration.

Ces mesures peuvent être de différents types .

a) Remise à la famille : c'est la solution à laquelle le juge recourt le plus largement chaque fois que cela est possible .

Cette mesure a déjà en elle-même un caractère éducatif .

b) Remise à une personne de confiance-

C'est encore une mesure à caractère familial.

Elle permet souvent de confirmer en droit, une situation de fait, en confiant le mineur à la personne chez qui il vit constamment , que cette personne soit un proche parent ou une personne étrangère à la famille qui est attachée à l'enfant par de puissants liens d'affection (comme c'est le cas de certaines nourrices).

c) Placements familiaux -

L'enfant est accueilli dans une famille dont il partage entièrement la vie . Ce placement concerne les enfants qui sont inaptes à la vie en collectivité et qui, par ailleurs, ne peuvent être reçus par leur propre famille .

d) Placements en foyer de semi-liberté -

Nous reviendrons ultérieurement sur la définition et les buts de ce foyer . Sachons simplement que sa formule se rapproche le plus possible de la vie de famille, l'enfant ou l'adolescent travaillant à l'extérieur, et réintégrant le foyer une fois son activité terminée .

e) Placements sanitaires ou scolaires -

- Le mineur dont les parents refusent l'envoi soit en colonie de vacances, soit en clinique ou en cures, pourra y être conduit par décision du juge si ce placement paraît nécessaire .

- Le juge peut aussi déterminer le placement en établissement primaire, technique, commercial, agricole, secondaire ou supérieur, où l'enfant particulièrement doué continuera ses études, à condition qu'il le désire intensément, malgré l'opposition parentale .

- Si l'opposition des parents est motivée par des raisons financières, dans la mesure où l'établissement est habilité, le placement est pris en charge par l' Aide sociale à l' Enfance .

f) Placements en Instituts Médico-Pédagogiques -

La clientèle des I.M.P. se recrute parmi les sujets qui doivent à la fois bénéficier d'une action éducative avec des méthodes appropriées par des éducateurs spécialisés, et d'un traitement médical par des médecins spécialistes psychiatres et psychologues .

g) Placements en Internat de Rééducation -

Sont envoyés en internat, les mineurs qui ne peuvent bénéficier de la vie en famille, qui ont besoin d'une autorité ferme mais compréhensive, qui , par ailleurs, sont capables de s'adapter à la vie en grande collectivité et qui, enfin, peuvent faire l'apprentissage d'un métier sanctionné par un diplôme, CAP (certificat d'aptitude professionnel) ou FPA (Formation professionnelle d' Adultes) .

La durée de séjour dans ces gros établissements (qui reçoivent 100 enfants et plus), correspond au temps nécessaire pour obtenir le diplôme professionnel (2 ou 3 ans pour le CAP et 6 mois pour un F P A)

h) Tous les placements que nous venons de citer peuvent éventuellement s'accompagner d'un contrôle éducatif .

L'action éducative en milieu ouvert , peut être confiée à des services différents, d'une part au service social, d'autre part au service de liberté surveillée .

1°) AEMO confiée au Service social

Il s'agit donc là de l'action qui est confiée à notre service et nous allons l'étudier en détail dans le chapitre suivant .

2°) AEMO confiée au Service de la liberté surveillée

La mesure d'action éducative est donc confiée à la liberté surveillée lorsqu'il s'agit d'un mineur délinquant et parfois de façon plus générale lorsqu'il s'agit d'adolescents qui posent des problèmes personnels;

Il ne nous appartient pas d'en étudier le fonctionnement .

i) Placement à l'aide sociale de l'enfance -

Enfin, dans le cas où aucun placement n'a pu être réalisé, le juge peut en dernier recours, confier le mineur à l' Aide sociale .

7 - EN CONCLUSION -

a) Une telle enquête pour être faite parfaitement demande une somme de temps impressionnante .

- Les difficultés viennent en premier lieu de la catégorie de clients à laquelle s'adresse la Sauvegarde : Elle se trouve de plus en plus face à des clients déséquilibrés, malades mentaux même, déficients et agressifs qui admettent difficilement l'ingérence d'un nouveau personnage dans leurs affaires .

Pour désamorcer cette agressivité, établir une relation de confiance, il faut avoir avec eux plusieurs entretiens parfois très longs;

- De même, en cas de placement envisagé, ce n'est pas en une seule visite que l'on pourra convaincre une famille de l'accepter ,

- A la suite de tels entretiens, on peut difficilement éviter qu'il s'instaure entre le travailleur social et le client des relations auxquelles il ne peut pas mettre fin brutalement . Lorsque celui-ci le sollicite de nouveau peu de temps après , il ne lui paraît guère possible de dire que ce qu'il demande ne rentre pas dans ses attributions .

- De plus, un grand nombre des situations étudiées sont des situations susceptibles d'évolution à plus ou moins long terme . En consacrant à cette étude un temps insuffisant, on risque de passer à côté de certains aspects importants du problème .

- Enfin, si le travailleur social ressent le besoin de se tourner vers d'autres techniciens qui ont la possibilité par leurs observations de l'aider à orienter ses conclusions, il faut attendre et le délai est trop long pour que le temps imparti à l'enquête soit respecté .

b) Devant toutes ces difficultés, le travailleur social se trouve dans une position inconfortable .

Si l'on considère que par ses conclusions, il oriente pour une part plus ou moins grande, l'avenir d'un mineur et de sa famille, il engage donc profondément ses responsabilités .

Il a conscience qu'actuellement les techniques d'enquête ne peuvent pas lui permettre une approche pleinement satisfaisante de chaque cas, ceci pour des impératifs de temps et de rendement principalement .

- Nous verrons à la fin de cette étude que l'observation en Milieu Ouvert peut être une réponse à ces critiques .

III - ENQUETE SOCIALE DE PERSONNALITE A LA SUITE D'ACTES DELICTUEUX -

1) Elle peut être ordonnée soit par le juge des enfants, soit par le juge d'instruction mais elle est obligatoire devant toute " infraction présumée (délits ou crimes).

2) Elle est payée à l'acte et par le Ministère de la Justice .

3) Le but de l'enquête est " de parvenir à la manifestation de la vérité et à la connaissance de la personnalité du mineur ainsi que des moyens appropriés à sa rééducation " (articles 8 et 9 de l'ordonnance du 2 Février 1945).

4) La conduite de l'enquête et le rapport qui en découle sont identiques à ceux de l'enquête sociale menée en vue d'une assistance éducative .

Il nous paraît donc inutile de l'approfondir davantage .

Signalons simplement que, si aux termes de cette enquête, le Juge clot le dossier pénal pour ouvrir un dossier d'assistance éducative, il confie cette dernière au service de la Liberté surveillée .

Il peut exceptionnellement demander au Service de Sauvegarde de suivre aussi un délinquant mais l'action du service est alors bénévole .

C - L' ACTION EDUCATIVE en MILIEU OUVERT

Nous avons vu qui peut demander une mesure de protection en faveur d'un mineur et la place qu'occupe l' A.E.M.O. dans la gamme des moyens dont dispose le juge des enfants .

Avant d'examiner les critères selon lesquels ce magistrat va choisir la mesure d' A E M O , nous rappellerons simplement que si dans la majorité des cas le mineur reste dans son milieu naturel, il existe d'autres placements pour lesquels une mesure d'action éducative peut être prise (placement familial , foyer de semi liberté, placement scolaire, logement chez l'employeur ou chez une logeuse, centre d'accueil...) . Il est bien entendu que même dans ces cas, l'action éducative portera aussi sur le milieu familial.

1) Conditions de base de la mesure -

Sans parler des cas où le mineur étant en danger physique, ou lui et son milieu étant inaptes à bénéficier d'une A E M O , son placement s'impose, la pratique permet de dégager un certain nombre de constantes pouvant être retenues comme nécessaires à son maintien en milieu ouvert .

Elles sont difficilement hiérarchisables et tout facteur peut selon le cas , devenir la condition dominante parfois absolue de la réussite ou de l'échec .

a) La décision de maintenir un niveau dans son milieu naturel suppose que dans ce cas, on considère qu'il s'agit bien de la forme de thérapie qui convient le mieux aux difficultés du milieu familial dans lequel se trouve impliqué le mineur .

Elle comporte donc un aspect pronostic fondamental. Il y a assurance implicite en effet qu'à son terme, les difficultés se seront atténuées, c'est-à-dire que les relations du mineur avec son entourage, et son intégration psychosociale seront devenues satisfaisantes à la fois pour les intéressés et pour l'instance qui symbolise la société , à savoir le juge des enfants.

b) la notion d'extension relative ou de généralisation du conflit doit être prise en considération pour décider du maintien en M.O. ou du placement . L' A.E.M.O. est impossible s'il existe une généralisation du conflit à tous les milieux (familial , scolaire ou professionnel, loisirs).

Un déconditionnement global est indispensable , mais ne peut pas être réalisé dans les familles trop impliquées dans la genèse et dans la systématisation du conflit .

c) Il découle de là que l'on devra retenir comme autre facteur, l'existence d'un milieu qui permette une expression gratifiante de la personne, ou du moins un milieu gratifiant potentiel que l'action éducative peut amener à révéler .

d) Un facteur dominant dans tous les cas est que non seulement la famille est en soi une valeur prééminente mais qu'elle est considérée comme indispensable au traitement du mineur .

Il semble qu'il y ait parfois des raisons évidentes de retirer le mineur à sa famille mais la critique de ces raisons par celui-la même qui en rend compte leur donne un nouvel éclairage et peut aboutir à la décision d' A.E.M.O. (C'est en fait le contrôle des exigences de son propre sur moi).

Dans ce cas , la réadaptation passe par la prise en charge de la totalité des interactions familiales . Elle ne doit pas éviter le conflit mais doit chercher, de manière contrôlée, à la promouvoir de manière à permettre aux intéressés de l'intégrer et de le dépasser .

e) Que la famille soit indispensable ne signifie pas qu'elle puisse répondre à ce qu'on attend d'elle ou qu'elle accepte de coopérer.

Idéalement , il faudrait :

- une maturité suffisante témoin d'un potentiel parental réel,
- des mécanismes de défense accessibles et modifiables .

f) L'idéal au point de vue structure familial est l'existence d'un couple ou d'une liaison stable .

g) Enfin, un dernier facteur concerne la présence d'un élément stable dans l'un des milieux d'existence en dehors du travailleur social en raison de sa présence discontinue .

Il est bien évident que toutes ces conditions (dont l'énumération ne se vouldrait pas exhaustive) ne sont pas toujours remplies et que nous sommes souvent amenées à prendre en charge des mineurs parce qu'il n'y a pas d'autre solution possible .

2) Rapports du juge et du travailleur social -

a) Ces relations doivent avoir pour base la confiance -

- L'intervention du magistrat spécialisé se situe au début et à la fin de chaque mesure .C'est lui qui détermine l'opportunité de la mesure comme il décidera de sa clôture .

- Par contre, c'est le travailleur social qui va en suivre le déroulement, rendant compte régulièrement au juge de la situation.

Cette information doit être souple et adaptée : assurée par un rapport trimestriel dans tous les cas, complétée par un rapport dit d'incident lorsqu'un fait important et nouveau intervient, et surtout mieux située dans sa dimension humaine au cours d'entretien.

- Le travailleur social trouve auprès du juge le soutien de son action. La réussite, sinon de la mesure, du moins des premiers contacts avec le mineur et sa famille, dépend en grande partie de la façon dont le Juge va présenter sa décision aux intéressés .

Enfin, le juge des enfants, représentant l' autorité, peut parfois remplacer le travailleur social au cours d'interventions trop directives qui pourraient nuire à l'action éducative de ce dernier mais qui sont cependant nécessaires .

b) Etudions quel peut être le contenu des rapports adressés au Juge -

- Ces rapports doivent être considérés dans une perspective dynamique et constructive et non comme une rédaction ennuyeuse .

Ce sont en effet des comptes-rendus d'action établis non seulement pour tenir informée l'autorité mandante, mais également pour disposer d'éléments permanents de réflexion et pour pouvoir apporter à l'équipe les données d'un cas particulièrement complexe en vue d'une analyse commune .

- Le premier de ces comptes-rendus peut être un rapport dit justement de premier contact .

Son but est de fournir au mandant de la mesure , le " climat " dans lequel s'est déroulé le premier entretien entre le travailleur social et le client .

- Le rapport trimestriel peut être une synthèse des événements survenus ou au contraire, la reproduction fidèle de tous les faits notés dans l'ordre chronologique .

La seconde solution semble la meilleure car une synthèse comporte en effet nécessairement des éléments subjectifs . Au contraire, la notation de faits reste plus objective et la conclusion introduira l'élément synthétique indispensable .

- Enfin, le rapport d'incident a pour seule utilité de porter à la connaissance du mandant de la mesure, un fait nouveau susceptible de modifier celle-ci.

Son but est d'attirer l'attention du Juge des enfants qui en dégagera des conclusions .

3) Déroulement de l' A E M O - Son but et son terrain d'action -

a) Son but est de rééduquer le jeune au sein de sa famille et de ses milieux de vie, par une action simultanée sur lui et sur son entourage .

Toute l'action entreprise tend à redonner à la famille l'entière responsabilité d'elle-même et son autonomie , et à se rendre peu à peu inutile à celle-ci comme aux enfants qui ont motivé l'intervention.

b) Son terrain d'action est donc double : le mineur et sa famille, tant il est vrai que le phénomène d'inadaptation chez un enfant n'est qu'une cristallisation personnelle de l'état d'instabilité et de perturbation de son entourage .

c) Le déroulement de l' A.E.M.O. est difficile à schématiser nettement, car elle est variable selon chaque cas .

- Retenons simplement que le travailleur social, muni d'un mandat impératif, doit concilier le fait que la société attend de lui le respect des normes qu'elle a établies, avec la compréhension et la tolérance qu' attendent de lui le mineur et son entourage placés dans une situation marginale .

- Etant donné que dans notre service, le même travailleur social s'occupe de l'enquête et de la mesure d' A.E.M.O., les premiers contacts sont établis depuis longtemps et il doit poursuivre l'action éducative déjà amorcée au cours de l'enquête .

- La fréquence des contacts est extrêmement variable : elle dépend de la nature des problèmes et de leur évolution dans le temps .

Aux périodes de crises correspondra un rythme plus intensif des visites. Par contre celles-ci seront espacées si tout va bien. Il ne faut pas perdre de vue que le mineur et sa famille ne doivent à aucun moment " dépendre " du travailleur social.

Eduquer c'est amener progressivement à l'autonomie . Dès lors un travailleur social qui réglerait lui-même toutes les difficultés, serait à l'encontre de l'esprit de sa mission.

- Au cours de son action , le travailleur social est amené à poursuivre les relations (déjà ébauchées lors de l'enquête) avec les enseignants, les employeurs du mineur et de sa famille. Il intervient aussi dans le domaine des loisirs mais de façon plus discrète, allusive beaucoup plus que directive .

- Il entreprend une action sur tous les problèmes qui atteignent la cellule familiale , qu'ils soient d'ordre matériel, psychologique, moral ou de réinsertion sociale . Il les aidera à mieux exploiter ce qu'ils sont, ce qu'ils ont, et restaurer leur mode de relation avec la société .

- Enfin, il n'agit pas en solitaire : au cours de son action, il peut être conseillé tant par l'équipe médico-psychologique que par l'équipe tout entière . Nous avons déjà souligné tout le bénéfice que l'on pouvait tirer du travail d'équipe .

Avant d'aborder une étude détaillée de quelques cas d' AEMO qui illustreront plus clairement le déroulement de cette action, il nous semble utile d'approfondir la relation travailleur social - parents - enfants .

4) Le Travailleur social en Milieu ouvert " Technicien " de la relation -

Il est difficile de parler de l'établissement d'une relation. Le plus souvent, le travailleur social doit, en effet, établir un mode particulier de relation avec les représentants de différentes catégories psychosociales .

Cependant des caractéristiques générales peuvent se dégager quant à la relation - entretien.

a) Au niveau des parents le travailleur social va s'efforcer par l'entretien de comprendre les données objectives de la situation psychologique du client et, simultanément, non seulement d'établir une relation satisfaisante avec lui mais également de le faire évoluer vers un certain but .

"En effet pour le travailleur social, il s'agit d'être à la fois récepteur et émetteur ; récepteur, c'est-à-dire capable d'emmagasiner la représentation que le client a de sa situation et qu'il exprime soit verbalement, soit par des conduites ou des comportements, et émetteur, c'est-à-dire capable de retourner cette information vers le client en l'assortissant d'une perspective évolutive, en montrant au client une issue possible " (VATTIER G.)

Les situations conflictuelles sont fermées et celui qui s'y trouve impliqué en est prisonnier . Privé de recul, il souffre et ne trouve pas de solution. Si l'éducateur parvient à lui donner une dimension nouvelle, à la dédramatiser, cette situation n'apparaîtra plus comme un problème insoluble, le client ayant trouvé en lui les éléments nécessaires à sa résolution.

b) Au niveau de l'enfant, la relation est beaucoup plus complexe encore et s'intègre à ce que nous essayerons de définir comme étant la fonction éducative .

- tout d'abord l'adulte supplée à l'inaptitude actuelle de l'enfant : il lui fournit ce qu'il ne peut se procurer ou produire, il l'aide à faire ce qu'il ne sait ou ne peut encore faire ; il l'empêche même de faire ce en quoi son ignorance ou son inexpérience actuelle ne lui ont pas encore permis de découvrir de danger grave.

- d'autre part, ne se limitant plus à son strict rôle de tuteur, il va faire réaliser à l'enfant un véritable apprentissage d'ailleurs multiforme, de façon à lui permettre d'accéder à une certaine autonomie sociale : apprentissage et maîtrise de normes culturelles qui conditionnent l'accès au système des rôles sociaux, celui des normes de bienséance, des normes morales ...

Le travailleur social en M.O. à ce niveau-là, fait au sens le plus large, oeuvre de pédagogie .

- Il peut se trouver non seulement en fonction de tuteur et de pédagogue, mais il est aussi celui par lequel l'enfant éprouve des plaisirs et des déplaisirs immédiats (et il y a lieu d'insister sur la différence qui existe entre les plaisirs et déplaisirs que nous nommons ici et les insatisfactions liées à des états de besoins physiologiques qui n'en représentent qu'une toute petite partie et qui, en tout état de cause, s'en distinguent).

- Enfin, cette relation est organisatrice de ce qu'il est convenu d'appeler la personnalité comme système total de désirs et de motifs.

Chaque événement relationnel avec sa conséquence immédiate au niveau du plaisir ou du déplaisir ; contribue à consolider, diversifier, ébranler et restructurer (dans certains cas de la relation éducative), des organisations complexes très difficiles à suivre dans le détail.

Le travailleur social en M.O. peut donc être objet de plaisir ou de déplaisir mais il peut être aussi objet d'identification (bien qu'on ne s'identifie à quelqu'un que lorsqu'il occupe dans notre vie libidinale et dans notre système de relation objectale des positions bien définies).

c) Enfin, les entretiens avec toutes les personnes qui constituent le cadre existentiel du mineur et de sa famille doivent tenter aussi de les faire évoluer vers un certain but : comprendre la situation de cette famille leur permet de critiquer leurs propres attitudes et doit les amener à une plus grande tolérance et même à un essai de soutien.

C H A P I T R E Vme

- ETUDE DETAILLEE DE NEUF A.E.M.O.-

Il nous a paru intéressant d'étudier attentivement le déroulement complet de plusieurs A.E.M.O.

Les observations que nous allons donc présenter maintenant, nous ont été proposées par les éducateurs et assistantes sociales mis au courant de notre travail comme représentant certains des cas qui leur tenaient le plus à coeur, quel qu'en ait été le résultat final.

Le plan que nous suivrons pour chaque observation sera le suivant :

- a) Motif de l'intervention et Enquête sociale
- b) Mesure prise
- c) Déroulement de l' A E M O.

I - O B S E R V A T I O N N° I

Cette première étude touche une famille dite " marginale " , ce terme définissant les populations qui sont mises à l'écart par l'ensemble de la société .

Les raisons qui président à ce rejet sont multiples (intempérance, inconduite notoire, troubles psychiatriques ...) et celui-ci ne peut qu' aggraver les troubles préexistants .

a) Sur signalement de l' Assistance sociale de secteur qui s'inquiétait pour ce foyer, le Juge des enfants ordonne une enquête sociale au service de Sauvegarde en date du 18 novembre 1969.

Celle-ci, faite par un éducateur, et rendue 3 mois plus tard peut ainsi se résumer .

o La Famille comprend :

- Monsieur IMB .. 24 ans, ancien pupille de l'Aide sociale à l'enfance, éthylique instable qui ne travaille plus depuis quelques mois, les employeurs le refusant systématiquement ,

- Madame IMB ... 22 ans, simple et inculte, fait ce qu'elle peut pour son foyer ,

- Ils ont 3 enfants : les deux aînés âgés de 2 et 1 ans, ont été confiés dès leur naissance à l' Aide sociale à l'enfance et placés en nourrice .

Seul le dernier âgé de 3 mois reste au foyer où il est très bien soigné .

o Leur logement est misérable mais bien entretenu et ils attendent depuis trois ans un appartement plus vaste en H.L.M.

o Au cours des premiers entretiens, l'éducateur note que les parents sont persuadés que les enfants leur sont définitivement retirés et qu'ils ne doivent avoir aucun contact avec eux . Monsieur IMB... est aigri, agressif et violent et le jeune couple a pris en horreur cette ville qui le rejette .

o Le Service de l' Aide sociale à l'enfance signale que l'adaptation de Patrick n'est pas très bonne, et que son retour serait souhaitable . Des visites plus rapprochées de la famille devraient éviter le traumatisme d'un nouveau changement de milieu. Sylviane est bien intégrée et sa nourrice est favorable à l'établissement de contacts fréquents avec les parents .

o En conclusion, il apparaît que " le déséquilibre du foyer vient surtout de l'instabilité au travail et du manque de maturité de Monsieur IMB...

D'autre part, la famille jouit d'une mauvaise réputation et Monsieur IMB... peu courageux ne fait rien pour améliorer la situation . Le retour progressif des enfants n'est peut-être pas à déconseiller mais il devrait se faire avec beaucoup de précaution et être subordonné à la stabilité professionnelle du père de famille " .

b) Suite à cette enquête, une ordonnance du Juge des enfants en date du 18 Mars 1970 confie Cyril à ses parents dans le cadre d'une A E M O -

c) Déroulement de l' A E M O : Elle est menée par le même éducateur . Son travail est alors centré sur les parents, étant donné le jeune âge des enfants .

1°) Au cours de plusieurs entretiens , au sein de l'équipe, l'éducateur propose un schéma de conduite qui est approuvé par l'ensemble du groupe .

o Son premier but est de revaloriser Monsieur IMB... et de lui faire prendre conscience de ses responsabilités de chef de famille .

.../

Il agit alors dans plusieurs directions qui tendent toutes vers un mécanisme " d'émarginalisation " .

- Des contacts très fréquents avec Monsieur I .. lui permettent de l'aider à trouver rapidement un nouveau travail manutentionnaire dans une entreprise de vin. Il lui montre que le retour de ses enfants dépend essentiellement de lui, de sa stabilité et de son intempérance .

- D'autre part, l'éducateur agit aussi au niveau de la municipalité en permettant à la famille IMB... d'obtenir le logement en HLM qu'ils attendaient depuis si longtemps .

- Il aide aussi Madame IMB... de ses conseils car les insuffisances qu'il a pu noter au niveau du Foyer, sont plus dûes à l'ignorance qu'à de l'insouciance .

o Son deuxième but est de favoriser le rapprochement des parents et des deux enfants placés ainsi que de leur nourrice .

Il faut apprécier en cette occasion la collaboration entre la D A S S et la Sauvegarde, car sans celle-ci l'éducateur n'aurait pu rendre visite aux nourrices afin d'obtenir leur aide .

Les relations avec la nourrice de Sylviane sont très vite bonnes alors qu'avec celle de Patrick, elles restent très tendues .

2°) Un rapport d' A E M O envoyé en Février 1971 au Juge des enfants conclue :

o " M. I ... semble avoir pris son rôle au sérieux . Son employeur est très satisfait de lui. D'autre part, il a commencé de lui-même à refaire peinture et tapisserie de son nouvel appartement .

o Le Petit Cyril est très bien soigné .

o Les enfants Patrick et Sylviane sont attachés à leur nourrice chez laquelle ils ont été placés de bonne heure, mais il semble que Patrick souffre de cette situation.

Nous pensons que si un retour éventuel peut être envisagé dans l'avenir, une coupure trop rapide et brutale avec les liens affectifs actuels compromettrait dangereusement leur développement . Il faudrait envisager dans une première étape pour cette année ;

- o Pour Patrick des séjours en vacances auprès des parents, assez courts au début, puis de plus en plus prolongés,
- o Pour Sylviane, favoriser les visites des parents chez la nourrice, celle-ci étant trop petite encore pour être coupée d'elle brutalement " .

3°) En réponse à ce rapport, un jugement en Chambre du Conseil le 21 avril 1971 statut ainsi :

" Attendu que Patrick I ... a été remis au service de l' Aide sociale à l'enfance de l' Ain, par ordonnance du 22 avril 1967, ainsi que sa soeur Sylviane, attendu que Cyril a été laissé à ses parents dans le cadre d' une A E M O ...

remettons les enfants Patrick et Sylviane au Service de l'Aide sociale à l'Enfance de l' Ain , disons que Cyril sera confié à ses parents dans le cadre d'une AEMO, disons que les époux I ... pourront exercer un droit de visite pour Sylviane et Patrick une fois par mois, et d'hébergement pour Patrick de 8 jours à l'occasion des grandes et petites vacances " ..

4°) L'éducateur au cours des multiples visites s'aperçoit qu'il existe de plus en plus de grosses difficultés d'adaptation pour Patrick, celui-ci refusant de voir ses parents . Il fait alors venir l'enfant et sa nourrice dans le service pour un examen médico-psychologique en septembre 1971.

° L'examen psychologique est impossible à pratiquer, l'enfant marquant une opposition totale ;

° L'examen psychiatrique permet de noter: . " Enfant intelligent très attaché à sa nourrice . Ne connaît pas ses parents car il ne les a vus que quatre fois. Enurésie passagère .

La nourrice est hypersthénique et très rigide . Présente une névrose de caractère . Très agressive contre les parents, elle ne doit pas faciliter les entretiens et les rapports avec eux".

4°) Au cours d'une réunion de synthèse dans le courant du mois de septembre 71 (réunion qui regroupe Educateur, Assistante sociale et assistante sociale de secteur , psychiatre) , on essaie d'envisager la solution qu'il faudrait apporter au problème de Patrick . Il devient rapidement évident que si l'on veut réintégrer Patrick dans sa famille, il faut absolument envisager une coupure totale d'avec la nourrice, celle-ci étant totalement insensible aux tentatives de rapprochement, et influençant l'enfant dans ce sens .

6°) Un dernier rapport d' AEMO le 6 octobre 1971 conclut :

"Monsieur I .. fortement motivé par le désir de reprendre ses enfants, a fait de bons efforts pour se stabiliser . Il travaille chez le même employeur depuis un an, fait même des heures supplémentaires .Il ne boit absolument plus .

. Madame I... aime beaucoup ses enfants et sa présence auprès d'eux ne peut contrarier leur développement .

. L'appartement est assez grand, bien entretenu.

. Il existe maintenant deux enfants au foyer(une petite fille étant née, il y a 6 mois) . On ne peut signaler de manquement grave dans la façon de les élever .

. Pour les deux autres, il serait difficile de s'opposer à la demande de leur retour près de leurs parents .

- Pour Sylviane, la nourrice a su favoriser le rapprochement; Elle ne demande que la possibilité de revoir la petite et éventuellement de l'avoir quelques jours en vacance; elle en est d'ailleurs la marraine . Les Parents I .. sont tout à fait d'accord .

- Pour Patrick, les choses ne se sont pas si bien passées et il semble que prolonger l'emprise exagérée de la nourrice sur l'enfant, ne peut que nuire à l'évolution ultérieure de ce dernier .

Le problème est que Patrick de retour chez lui, présentera au moins temporairement des troubles réactionnels devant lesquels les parents risquent d'être dépassés .

Il pourrait être envisagé , et les époux I... sont d'accord, que Patrick soit placé pour un temps très court dans un environnement neutre, petite maison d'enfants à proximité du lieu d'habitation de ses parents ;

. En conclusion, il serait bon, simultanément à la remise des enfants à leurs parents, qu'il soit décidé un élargissement à l'ensemble de la famille de la mesure d' Assistance éducative " .

7°) En réponse à ce rapport, deux ordonnance du juge des enfants en date du 7 novembre 1971 et du 23 novembre 1971 " déchargent les services d'aide sociale à l'enfance de la garde de Sylviane et de Patrick et les remettent à leurs parents sous le régime d'une A E M O " .

8°) Actuellement, tous les enfants sont au foyer, bien intégrés et ne posent aucun problème . Patrick a très vite adopté son nouveau foyer et paraît plus à l'aise ; plus ouvert .

Monsieur I ... revalorisé par sa réussite professionnelle et surtout par le fait qu'on lui ait rendu ses enfants, sollicite beaucoup moins l'aide et les conseils de l'éducateur , et prend de plus en plus souvent de décisions seul.

Cependant, très accessible au raisonnement, il a adopté avec enthousiasme la dernière idée que voulait réaliser l'éducateur : éloigner toute la famille de la ville de M ... , ou bien que mieux intégrée, elle ne se sentait pas à l'aise .

L' A E M O se poursuit cependant afin de pallier aux difficultés qui pourraient se présenter, mais il semble que désormais Monsieur I .. a acquis la maturité nécessaire à l'équilibre de son foyer .

2 - OBSERVATION N° 2

Cette étude tend à montrer l'étroite collaboration qu'il peut exister entre l'hôpital psychiatrique et la Sauvegarde, tous les deux visant à obtenir l'équilibre et la réadaptation de leur protégé. Malheureusement pour le jeune Jean F., les circonstances ont fait que ses efforts conjugués n'ont pu arriver à leur fin.

a) Au mois d'août 68, un jeune garçon âgé de 16 ans, Jean FAI... se présente à l'entrée de l'Hôpital psychiatrique, l'air égaré, avec un comportement parfaitement anormal. Hospitalisé et ne pouvant donner aucune identité, un signalement est fait au Juge des enfants.

L'enquête de gendarmerie ayant permis de situer ce jeune homme, Le Juge ordonne une enquête sociale afin de vérifier ses conditions de vie et de voir s'il sera possible d'envisager une mesure éducative quand il quittera l'hôpital.

Cette enquête rendue deux mois plus tard peut se résumer ainsi:

° Du point de vue familial les parents sont divorcés depuis 1956 (Jean avait alors 4 ans),

- Le Père âgé de 62 ans vit actuellement en concubinage avec une infirmière. Des différents entretiens que l'éducateur a pu avoir avec lui, il ressort qu'il ignorait qu'il pouvait encore s'occuper de ses enfants, du moment que la garde en était à sa femme. Il ne peut actuellement s'en charger mais espère pouvoir le faire quand il aura un logement suffisant.

- La Mère âgée de 50 ans est une femme très nerveuse qui rejette manifestement son fils Jean. Il vit dans une chambre isolée du groupe familial.

Au mois d'août, elle avait refusé de l'emmener en vacances au Lavandou, et l'avait laissé seul travailler dans un garage.

Depuis son hospitalisation, elle a loué sa chambre et refuse de le reprendre.

- Le frère aîné, Patrick, âgé de 20 ans, est lui très bien, accepte et mène une vie familiale normale.

- Jean, vu à l'hôpital, reste très attaché à sa mère.

° En conclusion " il semble qu'un retour ne soit ni possible, ni souhaitable, l'attitude de rejet étant trop affirmée. D'autre part, Jean semble trop fragile pour assumer une certaine indépendance. Une action dans le cadre de l'AEMO ne semble donc pas suffisante. Cependant, une telle mesure peut être provisoirement exercée, se donnant comme objectif la recherche d'une solution la mieux adaptée à ce jeune garçon " .

b) En réponse à cette enquête, une ordonnance du juge en date du 30.10.1968 remet Jean F.. à sa mère dans le cadre d'une AEMO provisoire de 6 mois .

c) Déroulement de l' AEMO : Elle est menée par l'éducateur chargé de l'enquête . Celle-ci se déroule en collaboration étroite entre le Psychiatre qui prend Jean en charge au cours de son hospitalisation et l'éducateur qui s'occupe de lui.

1°) Dans un premier temps, Jean étant toujours hospitalisé, l'éducateur va lui rendre de fréquentes visites, l'accompagne lors de ses permissions .

A cette époque, il le sent trop docile, trop dépendant . Il a besoin de quelqu'un qui lui serve de famille . Il ne note aucune agressivité vis à vis de sa mère " Il n'était pas capable de lui en vouloir " .

L'éducateur s'entretient fréquemment avec le psychiatre après ses entrevues afin de le tenir au courant de ses réactions . Ensemble, ils décident de laisser Jean reprendre l'école à mi-temps, et de lui permettre de loger dans une famille qui a demandé à le garder .

2°) Un rapport d' AEMO en date du 2.12.68 résume la situation .

° Les époux C., patents d'un camarade de classe de Jean, qui semblent l'avoir pris en affection, demandent à garder le jeune FAI... chez eux .

Le Directeur de l' Ecole où travaillent les deux enfants porte un bon jugement sur cette famille .

Les époux C..ont vu le Docteur B.. qui les a mis en garde contre les difficultés qu'ils pourraient rencontrer en acceptant Jean dans leur foyer . Le Docteur B.. pense cependant que c'est une bonne solution si Jean continue d'être suivi tant sur le plan médical que psychologique .

° En conclusion, " si ce placement familial devait être retenu, il semblerait souhaitable que les époux C..puissent s'adresser à notre service en cas de difficultés éventuelles " .

3°) En réponse à ce rapport, une ordonnance du Juge en date du 9.12.68 confie Jean F... aux époux C..dans le cadre d'une A E M O .

4°) Afin d'être éclairé sur les difficultés que pourraient rencontrer la famille C.. le juge demande un compte rendu médical au Docteur B. qui le rédige en Mars 1969.

" Je m'occupe actuellement , en visite de post- cure de Jean F.. qui a été hospitalisé 5 mois dans mon service, du 14 août 1968 au 3 Janvier 1969, à la suite d'une invasion schizophrénique avec accès de dépersonnalisation,et manifestations d'automatisme mental et de transformation corporelle.

Il a bien récupéré et la séméiologie psychotique a disparu, du moins dans ses manifestations massives, sous réserve, bien sûr, de la poursuite régulière d'un traitement neuroleptique, car c'est à ce titre seulement qu'il peut espérer mener une existence normale. Cependant, la psychose montre le bout de son nez sous des formes plus subtiles ...

Le problème de son orientation reste encore difficile à résoudre ... Sur le plan médical, on peut simplement conseiller des études courtes et l'orientation vers l'apprentissage d'un métier ...

La solution du placement en famille est certainement la meilleure que l'on puisse souhaiter. Je crois cependant, étant donné les difficultés que présente ce garçon, non seulement du fait des troubles psychiques qu'il a présentés, mais encore du fait de son intégration dans une famille à un âge avancé, qu'il y aurait lieu de soutenir l'Action éducative de la famille dans la mesure où celle-ci le désire.

5°) Un jugement en Chambre du Conseil en date du 29 Mai 1969 confirme l'ordonnance précédente en confiant le jeune Jean F .. aux époux C .. dans le cadre d'une A E M O .

6°) Pendant 6 mois, grâce aux efforts conjugués du psychiatre, de l'éducateur et de la famille C. Jean semble se stabiliser. Il voit fréquemment son père qui pense pouvoir s'en charger bientôt.

Il décide lui-même, en accord avec toute l'équipe qui s'occupe de lui, de cesser son activité scolaire et de travailler. Il assume un emploi pendant un mois et demi. Malheureusement, il arrête son traitement et suit une période d'apragmatisme avec réaction paradoxale que la famille C..... n'a pas compris, l'attribuant à des troubles caractériels, plutôt qu'à une rechute.

7°) Un rapport d' A E M O en date du 11 décembre 1969 résume la situation :

° En Juillet, Jean est de nouveau hospitalisé.

Pendant son hospitalisation, son père qui pouvait maintenant s'occuper de lui, est décédé d'un accident de voiture.

Les époux C .. ne peuvent plus continuer à le garder complètement chez eux, craignant le mauvais exemple donné à leurs enfants. A sa sortie de l'hôpital, il prend pension au Foyer des jeunes travailleurs, retrouve un emploi, et retourne chaque week-end chez les époux C ..

Malheureusement ceux-ci doivent quitter la région le 1er Janvier 1970, et ne pourront plus en assurer la garde.

Sa mère ne semble pas très disposée à en assurer la responsabilité.

° En conclusion, " le problème le plus urgent est de savoir qui aura la tutelle du garçon. Il ne reste plus guère que la mère ou l'aide sociale.

Cette dernière solution serait la meilleure dans l'intérêt du mineur . En effet, où irait-il actuellement s'il devait quitter le foyer de jeunes où il ne peut rester s'il ne travaille pas ?

D'autre part, il doit être surveillé dans la poursuite de son traitement .

Le Docteur B.. est d'accord pour le faire suivre à notre place par un infirmier-visiteur , ce qui serait certainement souhaitable .

Dans ces conditions, nous demanderions à être déchargés de la mesure d' A E M O " .

8°) En réponse à ce rapport, une ordonnance du juge en date du 10 Février 1970 " décharge les époux C.. de la garde du jeune Jean F... et la Sauvegarde de l'Enfance de l'exercice de la mesure d' A E M O ; Remet Jean F.. à la garde de Monsieur le Directeur du Foyer de Jeunes travailleurs à O .."

9°) Les renseignements obtenus à l'heure actuelle nous ont permis de savoir que le jeune Jean F... avait quitté le foyer, ne retournait plus aux consultations de post-cure , et avait quitté la région.

La conclusion que nous pourrions tirer de l'étude de ce cas qui fut un échec est qu'il devrait exister une plus grande coordination entre la D A S S et l'organisme de la Sauvegarde de l'enfance . En effet, à partir du moment où un enfant est confié à la D A S S ou à un établissement pris en charge par la D A S S , l' A E M O cesse et si l'enfant quitte cet établissement et que le Juge des enfants ne soit pas averti, il n'y a plus aucune possibilité d'intervention.

Combler ce manque de coordination pourrait être une des missions de la Sauvegarde .

3 - O B S E R V A T I O N N° 3

Cette étude porte sur l'action éducative menée auprès de toute une famille, mais nous serons amenée à nous intéresser plus particulièrement à l'évolution d'un des membres de cette famille .

a) En date du 24 août 1965, le Juge des enfants ordonne une enquête sociale sur la famille MAR .. ayant reçu peu de temps auparavant une lettre de Madame MAR ... demandant assistance pour sa fille Mileda qui a quitté le domicile familial et habite chez sa soeur Jeanine .

L'enquête faite par une assistante sociale, et rendue un mois après, peut ainsi se résumer :

° La Famille est assez dispersée :

- le père, âgé de 50 ans, est interné depuis 1960. Il n'y a pas de guérison possible,

- la mère, âgée de 54 ans, a dû être fréquemment hospitalisée pour une infection rénale . A chaque hospitalisation, elle devait placer ses enfants à l'orphelinat . Son entourage la trouve honnête, travailleuse, très handicapée par sa santé . Elle a eu des périodes très difficiles .

- deux des 5 enfants ne vivent pas au foyer . Josette, âgée de 25 ans , a été élevée par sa grand-mère . Depuis son émancipation, elle vit à P.. où elle se livre à la prostitution.

. Jeanine, âgée de 22 ans, vit en concubinage depuis un an avec un algérien.

- les trois autres filles vivent au foyer .

- Louise, 15 ans, travaille depuis quelques mois .

- Henriette, 13 ans, a présenté de nombreuses crises d'agitation dans le courant de l'année 1964 qui l'ont amenée à être hospitalisée deux fois en Hôpital général. Elle poursuit actuellement sa scolarité .

- MILED A, la mineure pour laquelle l'enquête a été ordonnée, est âgée de 17 ans . Après avoir quitté le domicile familial, elle ne reste que peu de temps chez sa soeur car elle doit être hospitalisée pour état dépressif pendant une durée de 6 mois . Elle reconnaît elle-même avoir un caractère très difficile, mais son séjour hospitalier semble l'avoir stabilisée et elle souhaite travailler .

° L'habitat est petit mais propre et ordonné .

° Le budget , basé sur les A.F., une pension minime et le salaire de Louise conduit à une moyenne économique par jour et par personne de 5,58 F.

. En conclusion " La Jeunesse de ces enfants a été bien misérable : le manque d'argent a entraîné de grosses privations . L'état mental du père faisait vivre les enfants dans la crainte . Cela suffit à expliquer la récente conduite de Miléda. Elle semble actuellement bien rétablie et son orientation peut être envisagée " .

b) Aucune ordonnance d' A E M O ne sera donc envisagée pour Miléda, mais inquiète pour les deux autres mineurs, l'assistante sociale les adresse à une consultation d'hygiène mentale (Dispensaire d' Oyonnax).

1°) Le Dr. L.. note alors en décembre 1965

. Pour Henriette " Crises névropathiques chez une immature, réactionnelles au milieu familial . Un placement en internat normal est à envisager " .

. Pour Louise " Présente des troubles du comportement réactionnels, a des difficultés affectives, familiales, sociales et matérielles. Son travail actuel ne lui plaît pas . Elle suit par correspondance des cours de sténo . Il faudrait la placer en Centre d'Observation en vue de son orientation future " .

2°) Madame M.... ne suit aucun de ses conseils et il faut attendre le mois de novembre 1967 pour qu' Henriette soit confiée à la Providence du Prado par ordonnance du Juge des enfants. Elle y réussit son C.E.P. , commence un apprentissage de couture puis fugue en février 1968.

Elle est hospitalisée au mois de Juillet pour tentative de suicide au cours d'un état dépressif sévère .

Madame M... s'inquiète alors de nouveau et demande au Juge des Enfants, assistance pour sa fille Henriette .

3°) Celui-ci ordonne une Expertise médicale qui est faite le 27 septembre 1968.

Le Dr.... conclut " adolescente de 16 ans et demi, abandonnique, immature, sujette à l'angoisse . Tendance au renoncement . Personnalité mal assurée qui doit progressivement assumer son propre passé tant personnel que familial .

L'aggravation des troubles dans le cadre protégé de l'internat nous conduit à préférer un rapprochement familial, d'autant plus qu' Henriette veut retourner chez sa mère, à laquelle elle est très attachée et dont elle a mis en doute autrefois la sincérité affective sous l'influence de ses soeurs.

L'intervention d'un éducateur est nécessaire pour assurer l'orientation assez directive de cette mineure, sujette au renoncement passif et au découragement " .

4°) Suite à cette expertise, le Juge par ordonnance du 2 Octobre 1968 confie la mineure à sa mère dans le cadre d'une A E M O provisoire de 6 mois .

c) Déroulement de l' A E M O -

1°) L'éducateur chargé de l' A E M O est donc, dans ce cas, une personne différente de celle qui a fait l'enquête puisque le psychiatre consulté conseille un homme pour entreprendre cette action éducative.

Celui-ci, après avoir eu plusieurs contacts avec la famille, et avec le psychiatre qui a pratiqué l'expertise, décide d'une ligne de conduite qui l'oriente dans plusieurs directions :

- Tout d'abord dialoguer avec Henriette pour obtenir une mise en confiance et essayer ainsi de lui faire extérioriser ses difficultés,
- Ensuite tenter de l'insérer professionnellement et relationnellement en assurant une orientation assez directive.
- Enfin, essayer de trouver un lien structurant et positif dans ses relations avec la mère.

2°) Pendant les premiers mois les contacts sont très fréquents avec la mère, et les deux filles Henriette et Louise. Rapidement, c'est Henriette qui se déplace et vient voir l'éducateur environ deux fois par semaine. Sa soeur Louise l'accompagne souvent. Elles travaillent toutes les deux chez un artisan.

D'autre part, Henriette est suivie une fois par mois par un psychiatre.

Peu à peu, Henriette se confie mais l'éducateur restant encore seulement un miroir de ses confidences, tout s'effectue sur un mode relationnel non directif et ceci volontairement. Elle reste encore très anxieuse et marque une certaine ambivalence quant à ses désirs : elle désire l'indépendance mais recherche une supervision et une opposition extérieure.

Elle se crée des difficultés ou va à leur rencontre. On sent très bien en elle le désir de souffrir pour le seul plaisir de vivre cet état.

Dans un rapport d' A E M O adressé au Juge, en date du 1er février 1969, l'éducateur conclut : " Compte tenu de son comportement actuel (fréquentation douteuse, erre tard dans les rues, fait partie d'une bande dont les membres ne sont pas des éléments stabilisateurs); il serait nécessaire de la resituer juridiquement car elle a perdu de vue une forme d'autorité qu'on ne discute pas. Ne voulant pas, moi, adopter cette attitude et rompre le seul contact extérieur qu'elle possède, ne vous serait-il pas possible de la convoquer pour la mettre en garde contre les risques d'une telle attitude ? " .

3°) Conseillée impérativement par le juge et approuvée dans cette résolution par l'éducateur, Henriette part à N.. faire un stage F P A au mois de Mars 1969.

Pendant cette période de 6 mois, elle est suivie par la Sauvegarde de cette ville mais n'en continue pas moins à correspondre régulièrement avec l'éducateur .

Elle fait une courte fugue à la fin de son stage mais le Centre accepte de la reprendre .

Elle termine alors son stage normalement .

4°) Un Jugement en Chambre du Conseil confirme l'ordonnance d' A E M O le 12 Février 1970.

5°) Un rapport d' A E M O en date du 16 Mars 1970 résume la situation:

Au retour de F P A , Henriette avait un travail à N..mais elle a quitté son emploi et réintégré O... car c'était peu payé et inintéressant.

Les explications et les causes de cette volte-face sont vaines mais la manière dont Henriette a procédé est constructive . EN effet, elle n'a pas négligé comme elle l' aurait fait, il y a un an, le préavis de 8 jours et la recherche d'un nouveau travail et d'une chambre .

Les relations sont rompues avec la mère mais elle continue à vivre et à travailler avec sa soeur Louise .

6°) L'année 1970 est ensuite émaillée de fugues, de retour au cours desquels les deux soeurs ne manquent pas de venir se confier à l'éducateur . Il se rend compte au cours de ces entretiens qu'il existe un mal à l'aise perpétuel, un désir d'évasion dans l'espoir de trouver un pied-à-terre où affectivement, les attaches soient plus constantes . Les deux soeurs sont parfaitement conscientes de ces difficultés d'adaptation.

7°) En Mai 1971, un dernier rapport d' A E M O peut se résumer ainsi :

° Louise est arrivée à se stabiliser.Elle vit à L.. où elle fait partie d'un personnel intérimaire depuis maintenant pratiquement un an.

° Henriette, après beaucoup d'instabilité, regagne sa ville où elle vient de se réfugier vers l'éducateur . Sur ses conseils, elle fait un nouveau séjour en Hôpital psychiatrique où elle arrive " dépressive , anxieuse, abandonnique, dévalorisée , masochiste ... "

A sa sortie, elle demande à être suivie de nouveau régulièrement par le psychiatre .

8°) Actuellement

° Henriette est enceinte et doit accoucher au mois de juin . Cet état, bien que n'étant pas une conclusion idéale, semble lui convenir . Elle est même heureuse, sécurisée.Elle ne se plaint plus dans les ennuis comme auparavant, et essaie de voir plus loin que le lendemain.

S'étant rendue compte qu'elle ne pourrait jamais s'entendre avec sa mère, elle ne veut pas lui confier l'enfant et a trouvé une nourrice près de son lieu de travail.

Elle a évidemment toujours besoin de l'éducateur mais elle est actuellement revalorisée par le fait qu'elle va avoir quelqu'un à protéger et à élever .

° Louise a conservé le même travail à L ..

° Mileda et Jeanine sont toutes deux mariées et bien adaptées.

En conclusion, il semble que, bien que l'évolution ne soit pas aussi parfaite qu'on pourrait le souhaiter, cette famille ait bénéficié de l'action éducative entreprise .

4 - O B S E R V A T I O N N° 4 -

Cette étude illustre parfaitement un des rôles du psychiatre au sein de l'équipe de la Sauvegarde, psychiatre qui peut être amené quand les circonstances l'y conduisent, à suivre régulièrement une malade en collaboration étroite avec un éducateur.

a) Une première enquête sociale est ordonnée en Février 1968 par le Juge des enfants car Monsieur FLE... vient d'être incarcéré pour inceste à l'égard d'une de ses filles âgée de 17 ans

° La Famille se compose de 16 enfants dont 6 ne vivent plus au foyer.

- De l'avis unanime, le père est un homme travailleur, honnête, serviable, sobre.

- La mère est une grosse travailleuse pour qui les questions pécuniaires et matérielles priment la vie familiale. C'est elle qui dirige la maison, elle a placé ses enfants en nourrice très jeunes, ne payant pas de pension ce qui conduisait les nourrices à les faire travailler (ils gardent d'ailleurs un affreux souvenir de leur petite enfance passée aux travaux ménagers ou agricoles).

De plus, elle est considérée comme volage, légère, dépensière, frivole (Mons. FLE.. ne serait pas le père de tous les enfants.)

On la soupçonne d'être capable de tout pour se débarrasser de son mari.

- Les enfants vivant actuellement hors du foyer jugent sévèrement leur mère " âpre au gain, peu d'affection et d'intérêt éducatif ". Ils lui reprochent de n'avoir pu continuer leurs études.

° L' Assistante sociale conclut : " Le Service social de secteur, suivant activement cette famille et pouvant intervenir dans l'intérêt des enfants, nous ne demandons pas d' A E M O . Seul l'avenir des plus jeunes pourrait faire l'objet d'orientation en temps utile " .

° Le Père défendu et soutenu par ses enfants est condamné à 5 ans de prison.

b) Une deuxième enquête sociale est demandée en Mars 1969, après signalement fait au Juge de l'inconduite de Madame F... Les renseignements obtenus sont les suivants :

.../

° Le père étant toujours incarcéré , il ne reste au foyer que la mère et 5 enfants :

- Yvonne, 18 ans et Martine, 17 ans, travaillent dans une Fabrique de poupées de leur ville
- Simone, 16 ans, Pascale , 12 ans et Philippe 11 ans vont à l'école .

° Il existe encore 4 enfants mineurs en dehors du foyer:

- Claudette , 20 ans, est employée de maison et ne rentre plus au domicile familial,
- Jean-André, 19 ans, est au Service militaire
- Gérard, 14 ans, est pensionnaire dans un Institut de Jeunes Sourds et Muets.
- Thiéry, 9 ans, est e n nourrice .

° Le budget mensuel est de 1000 F.

° Il ressort d'autre part des différents entretiens que Madame F ... vit avec un jeune homme de 25 ans, avec lequel elle aurait l'intention de se remarier quand le divorce demandé serait prononcé . Elle reconnaît facilement et très naturellement l'étalage de ses relations sexuelles . Elle ne pense pas que cela puisse perturber ses plus jeunes enfants .

L' Assistante sociale chargée de l'enquête, devant cette parfaite indifférence, évoque la possibilité d'un éventuel retrait (ce qui ne se fait jamais habituellement) mais elle n'obtient aucune réaction violente; au contraire, Madame F... serait soulagée du départ de ses deux filles aînées .

° Yvonne , l'aînée, est de nouveau enceinte (elle avait déjà eu une petite fille en 1967) mais elle doit se marier en Juillet dès que son fiancé sera majeur . Le voisinage la trouve volage et effrontée .

° Martine supporte difficilement l'ambiance familiale .

Toutes deux gardent beaucoup d'affection pour leur père mais n'éprouvent que mépris et ressentiment pour leur mère. Elles voudraient quitter leur foyer mais seraient ennuyées de laisser leur travail.

° Simone travaille beaucoup mieux depuis qu'elle est entrée en classe de F.E.P. Elle est gentille et s'adapte assez bien au climat familial.

° Pascale pose peu de problèmes actuellement .Elle est encore attachée à sa mère .

° Philippe très marqué par la vue des relations sexuelles maternelles (il dort en effet dans la même chambre qu'elle) est absolument insupportable à la maison alors qu'il se comporte très bien en classe.

Il accuse un gros retard scolaire .

° Les Aînés ont rompu toute relation avec leur mère .

Trois de ceux-ci, Albert, Michel et Suzanne, tous mariés veulent soustraire leurs frères et soeurs à l'influence néfaste de leur mère et sont d'accord pour se partager leur garde .

° L' Assistante sociale chargée de l'enquête conclue en ses termes :

" La situation s'est considérablement aggravée . L'immoralité et l'inconscience de leur mère leur fait courir un danger certain. Un retrait du droit de garde parait pouvoir être envisagé dans l'intérêt des mineurs .

Albert F .., Michel F.. et Suzanne C .. souhaitent la garde de leurs frères et soeurs .

Cette solution comporte peut-être certains risques mais elle aurait l'avantage de ne pas couper les enfants de leur milieu et de les maintenir dans leur école ou pour les deux grandes, dans leur travail " .

c) Le Juge en réponse à cette enquête retire à Madame F.. le droit de garde des trois enfants actuellement les plus perturbés : Yvonne, Martine et Philippe et les confie respectivement à Suzanne, Albert et Michel , leurs aînés .

d) Malheureusement, Martine n'arrive pas à s'entendre avec son frère, et se sentant rejetée , elle vient se réfugier auprès du Juge des enfants qui ordonne une nouvelle enquête en Décembre 1969 :

I°) Il parait évident que Martine se trouve à cette époque, dans un état de malaise et d'insatisfaction générale . Qu'il s'agisse de son travail ou de ses relations familiales, rien ne marche . Son frère Albert se révèle sévère et intransigeant et sa femme supporte difficilement la présence de l'adolescente chez elle .

Une de ses sœurs, Suzanne semble la comprendre et la soutenir mais elle ne veut pas en avoir la garde .

L' Assistante sociale conclue " On demande une A E M O provisoire pour étudier la situation plus à fond et essayer d'orienter Martine qui est sans soutien et désamparée " .

2°) En réponse à cette enquête, le juge en date du 5.I.1970 confie la garde de Martine à Albert F... dans le cadre d'une A E M O provisoire .

Cette mesure d' A E M O sera rapidement étendue à toute la famille (Yvonne, Simone, Pascale, Philippe, Gérard et Thiéry) au cours des premiers mois de l'année 1970.

e) Déroulement de l' A E M O -

1°) Le premier objectif de l' Assistante sociale chargée de l'action éducative, qui connaît depuis longtemps cette famille, est de faire venir les enfants et leur mère à une consultation médico-psychologique .

Elle arrive progressivement à ces fins . Deux ne seront pas vus en consultation : Yvonne qui vient de se marier et n'est donc plus suivie, et Gérard , qui est bien adapté dans un Institut de Jeunes Sourds et Muets .

Le compte-rendu des examens se résume ainsi :

" ° Simone , 17 ans et Pascale, 13 ans , sont toutes deux ouvertes, agréables au contact facile . Elles paraissent attachées à leur mère et ne pose actuellement pas de problèmes . Il serait bon cependant, étant donné le contexte familial de continuer à les suivre dans le cadre d'une A E M O .

° Madame F... est une femme intelligente, mais absolument amoral . Perverse, égoïste, elle se désintéresse de ses enfants et se refuse à assumer ses responsabilités .

° Philippe, 12 ans, est un petit garçon anxieux, parfaitement inculte, immature ; on espère que le placement chez le frère aîné aidera à sa stabilisation. Il faut là aussi maintenir l' A E M O .

° Thiery, 10 ans, est lui aussi très anxieux. On note également un gros retard scolaire . Il faut maintenir le placement familial actuel où il semble bien adapté , et l' A E M O .

° Martine, 18 ans, présente des problèmes affectifs très anciens . Marquée très jeune par le comportement amoral de sa mère, et l'incarcération de son père auquel elle était très attachée, elle est nerveuse, anxieuse, très instable.

Actuellement, elle ne se sent à l'aise nulle part et change fréquemment d'emploi.

On note les signes caractéristiques d'une dépression névrotique : anxiété, douleur morale, anorexie, insomnie, idées suicidaires et finalement deux T.S. Le niveau intellectuel est bon.

On prescrit un traitement médicamenteux et on reverra régulièrement cette jeune fille en collaboration avec l'éducatrice " .

2°) A partir de ce moment, Martine est suivie régulièrement par l'équipe qui essaie de lui apporter l'autorité et les liens affectifs nécessaires à sa stabilisation.

.../

Elle trouve un travail comme employée de maison chez un médecin à proximité de l'éducatrice ce qui lui permet d'avoir de très fréquents contacts avec elle, et de venir se réfugier vers elle dès qu'elle en ressent le besoin. Elle ne manque pas de le faire très souvent d'ailleurs, même quand elle va mieux témoignant ainsi d'une énorme avidité affective. Elle reste encore longtemps anxieuse, instable, susceptible,omatisant volontiers son angoisse . Progressivement, elle reprend confiance en elle, se sent plus à l'aise, devient moins susceptible et moins dépressive .

3°) Un Rapport d' A E M O en Février 1971 résume la situation :

° A cette époque , le père est toujours détenu, et la mère qui a obtenu le divorce travaille dans une brasserie .

° Martine se stabilise progressivement mais reste encore très fragile psychologiquement, et elle a encore besoin de notre appui.

° Les autres enfants ne posent actuellement pas de problème , mis à part Philippe qui n'a pu s'adapter et qui doit être placé à l' Aide sociale à l'enfance pour être orienté vers une maison d'enfants .

4°) En réponse à ce rapport, un jugement en Chambre du Conseil en date du 24 Mars 1971 :

" Décharge la Sauvegarde de l'enfance de son action auprès d'Yvonne et Philippe, l'une étant mariée et l'autre placée à l' Aide sociale à l'enfance..

- Maintient les placements actuels de Martine, Simone, Gérard, Pascale et Thiéry dans le cadre d'une A E M O ... "

4°) Actuellement, la situation s'est très nettement éclaircie ;

° Monsieur F.. quand il a été libéré de prison, a réintégré un domicile familial vide, mais une de ses filles Claudette a quitté son emploi pour s'occuper de lui. Ses enfants viennent souvent le voir .

° Tous sont bien adaptés dans leur nouveau milieu et suivent une scolarité normale .

- Simone et Pascale sont arrivées à prendre leur distance par rapport à leur mère, et logeant dans un Foyer, ont un travail qui convient à leur orientation.

- Quant à Martine , elle est fiancée, et elle loge chez ses futurs beaux parents en travaillant encore . Elle a trouvé un milieu familial affectueux mais elle n'oublie pas l'équipe qui lui a permis d'être épaulée au moment où elle en avait le plus besoin, et elle vient encore de loin en loin nous demander des conseils ou se confier .

Elle n'est plus suivie par le psychiatre mais l'éducatrice qui la voit encore régulièrement, assumant toujours son rôle maternel, continue à la prendre en charge et à lui apporter l'aide nécessaire à sa parfaite stabilisation.

5 - O B S E R V A T I O N N° 5 -

Cette étude touche elle aussi une population dite " Marginale "; elle nous permet de nous rendre compte que l'on peut parfois, quand les circonstances s'y prêtent , conduire un des jeunes de la famille à agir lui-même et à être un des principaux moteurs du processus " d'émarginalisation".

a) En Décembre 1965, le Juge des enfants reçoit un rapport détaillé d'une assistante sociale, tutrice aux Allocations familiales, au sujet de la famille EMO... pour qui la tutelle était exercée depuis 7 ans .

Elle s'inquiète en effet pour l' évolution ultérieure de cette famille si celle-ci est laissée à elle-même .

° Les Parents ne jouissent pas d'une bonne réputation .

- Le père est un éthylique chronique qui malgré les nombreuses cures entreprises, persévère dans cette voie . Il est journalier agricole.

- La mère n'est pas une femme sérieuse . Elle a été incarcérée pour tentative d'empoisonnement sur son mari. Les enfants sont très mal tenus.

° Ceux-ci sont au nombre de 8 :

- L'ainé , Alain, 16 ans, est apprenti boucher et il loge chez son employeur . Il a été placé dès l'âge de 11 ans dans une famille de cultivateurs mais n'a pas voulu terminer l'école agricole qu'il préparait .

Il souffre énormément du comportement de sa mère, et il accepte mal de ne pas avoir une famille normale . Il a l'impression de ne pas être pris au sérieux . Il bénéficierait d'être confié à un éducateur car il se sentirait en confiance . Il exprime le désir d'être traité en homme par un homme .

- Georges, 14 ans, doit bientôt commencer un apprentissage de boulanger,

- Les autres enfants (Jean-Paul 13 ans, Claude 9 ans, Marcel, 8 ans, Maurice 6 ans et Colette 11 ans) sont placés à la P... et à S... Ils ne viennent que pour les vacances et des séjours très courts mais en grandissant, ils sont attirés par le milieu familial qui se désagrège de plus en plus . Il faut certainement agir vite car leur mère les accapare de plus en plus et ne veut plus les laisser suivre leur scolarité .

Il; reste enfin un dernier enfant, Pierre , âgé de 5 ans qui vit au foyer .

° Le Budget mensuel est de 1200 F.

° Le logement est misérable et mal entretenu. Il appartient à l'employeur de Monsieur EMO...

b) Suite à ce rapport, un jugement en Chambre du Conseil en date du 17 mars 1966 " confie Alain à la garde de ses parents dans le cadre d'une A.E.M.O. "

Ce jugement sera suivi rapidement d'un autre :

" 1) qui confie Jean-Paul , Claude, Marcel, Maurice et Colette à la garde des Etablissements où ils poursuivent leur scolarité,...

2) et qui confie Georges et Pierre à la garde de leurs parents dans le cadre d'une A E M O " .

c) Déroulement de l' A E M O

1) Au cours de l'année 1967, l'évolution de la famille est peu favorable .

° Monsieur E... quoique travailleur, n'a pas abandonné ses habitudes éthyliques . Il reste jaloux et brutal.

° Madame E... ne l'encourage pas à être sobre et s'occupe peu de son foyer .

° Alain échoue au CAP de charcutier et change d'employeur pour se perfectionner en boucherie .

Quand il revient chez lui, le dimanche, il doit intervenir fréquemment au cours des disputes qui opposent ses parents . Il essaie de surveiller son père mais sa présence n'est pas assez constante pour obtenir les résultats escomptés.

° Seul Georges qui est apprenti boulanger semble être bien adapté et ne pas trop souffrir de l'ambiance familiale .

° L'éducateur chargé de l' A E M O quittant l' équipe, un autre prend sa place et aborde les problèmes sous un angle nouveau .

2) Le Début de son action coïncide avec une nouvelle hospitalisation de Monsieur EMO qui, cette fois, entraîne une nette amélioration de son comportement, son retour ayant lieu dans de meilleures conditions .

° En effet, au cours des entretiens qu'il a avec Alain, l'éducateur se rend compte de l'anxiété qu'entraîne en lui le comportement de ses parents, et du désir qu'il a de les aider . En accord avec le Psychiatre qui a vu, lui aussi Alain et qui pense qu'il faut revaloriser cet adolescent intelligent, il décide de lui confier la prise en charge de ses parents . Il lui trouve alors au travail près du domicile familial ce qui lui permet d'être tous les jours chez lui, prêt à épauler ses parents dans leurs efforts de stabilisation.

° D'autre part, pendant l'absence de son mari, Madame E ... peut exprimer sa rancœur sur les conditions de vie qu'elle doit subir .

Ses rapports avec l'éducateur deviennent plus détendus et confiants et elle accepte d'aborder d'autres problèmes.

Il apparaît alors plus nettement que le comportement asocial des deux époux est une réaction à des conditions de vie sous humaines .

° L'éducateur entreprend donc une action sur l'environnement .

- Il force la main du propriétaire du logement pour que celui-ci réalise les améliorations nécessaires à une vie décente .

- Il rend visite aux amis de Monsieur E ... afin de leur faire comprendre l'erreur qu'ils commettent en l'entraînant souvent au café .

- Enfin, il s'entretient aussi avec les gendarmes et les voisins, en donnant l'exemple de la stabilité d'Alain, pour éviter qu'ils ne soient considérés comme " Marginaux " .

3) Un rapport d' A E M O en septembre 1968 résume la situation.

° Alain travaillant chez un entrepreneur de sa ville depuis huit mois vit au foyer . Sa présence y est certainement très bénéfique car Monsieur E.. a supprimé toute habitude éthylique . Ce ménage est maintenant bien équilibré et peut mener une vie normale .

° Georges est en 2me année d'apprentissage dans la boulangerie . Il supporte mal la séparation d'avec la famille mais comprenant qu'il lui faut obtenir son CAP, il accepte d'en rester éloigné encore un certain temps. Il reste encore très enfantin.

° Jean-Paul, Marcel, Maurice et Pierre sont toujours placés à S.. Ils ne posent aucune difficulté maintenant que la situation familiale est stabilisée .

° Colette qui a présenté des difficultés d'adaptation à la P..où elle s'est montrée comme une petite caractérielle facilement opposante, a été examinée par le psychiatre de l'équipe qui n'a pas trouvé de troubles évidents.

Il pense que ce comportement difficile du moment est une réaction bien compréhensible à une situation familiale alors particulièrement perturbée.

Elle aussi souffre de la séparation d'avec sa famille et il serait souhaitable de permettre son retour .

° Le seul problème actuel est celui posé par Claude qui a été vu lui aussi en consultation médico-psychologique . " C'est un enfant très anxieux, au contact difficile . Il accuse un retard scolaire de 2 ans et son Q I est à 65 . Il serait souhaitable de l'envoyer dans une IMP pour débile moyen, d'autant plus qu'il n'éprouve aucun désir de rentrer chez lui " .

° L'éducateur conclue : " malgré les perturbations que cette famille a pu connaître, tenant compte de l'attachement des enfants à leur parents, et de la bonne entente de la fratrie, nous pensons que cette famille est encore capable de progrès . Notre action est orientée vers un retour progressif des enfants au sein de la famille . Nous pensons souhaitable que la mesure d' AEMO soit officiellement étendue à l'ensemble de la famille d'une part dans l'intérêt des enfants, d'autre part afin de rendre plus facilement acceptable par les parents notre action éducative , dans laquelle conformément à l'esprit de l'AE MO, l'action sur un enfant ne peut s'exercer en dehors de la structure familiale dans sa totalité . "

4) Suite à ce rapport, une Première ordonnance du juge en date du 28 août 1969 remet Colette à ses parents dans le cadre d'une AEMO.

5) Une autre ordonnance en date du 23 Décembre 1969 confie Jean-Paul à ses parents dans le cadre d'une AEMO, et élargit le cadre de l' A E M O à toute la famille .

6) Un jugement en Chambre du Conseil en date du 25 Mars 1970 confirme ces décisions .

7) Pendant les années 1970 et 1971, la situation familiale ne fait que s'améliorer et les dernières constatations sont les suivantes :

° Alain toujours très stable, a pris son rôle très au sérieux . Son anxiété a disparu et parfaitement revalorisé par l'action qu'il a pu mener à bien, il voit l'avenir avec optimisme .

Il est parti au Service militaire pendant l'année 1971. A son retour, il a pu reprendre son travail.

° Monsieur E .. a trouvé un travail mieux rémunéré et son éthylisme a disparu.

° Madame E.. est souriante, épanouie, détendue. L'entente du couple s'harmonise peu à peu.

° Georges et Jean-Paul travaillent ensemble dans une Fonderie .

° Colette a terminé son CES, elle est vendeuse dans une pâtisserie depuis un an.

° Claude, Marcel , Maurice et Pierre sont dans la section d' IMP créé par l'établissement scolaire qu'ils ont toujours fréquenté . Le fait qu'ils sont ainsi pris en charge par la S.S. et non par l'Aide sociale, permet de suivre plus facilement leur évolution. Des rapports sont fréquemment adressés à l' Educateur qui peut aussi aller les voir régulièrement .

8) Actuellement donc , quatre enfants ont réintégré le foyer et les autres viennent pendant les vacances avec plaisir . Il est possible de penser que cette évolution favorable se poursuivra et il est rassurant de s'apercevoir qu'elle a pu être réalisée grâce à la collaboration étroite d'un éducateur et d'un jeune adolescent .

6 - OBSERVATION N° 6 -

Cette étude tend à montrer que l'action éducative, bien qu'il soit conforme à l'esprit de l' AEMO de la pratiquer dans le cadre familial, peut être exercée de façon profitable en dehors de ce milieu.

a) Ayant reçu une lettre de Monsieur D .. demandant assistance pour ses quatre enfants les plus jeunes, le Juge des enfants ordonne une enquête sociale en date du 20 octobre 1969 ; celle-ci faite par un éducateur rendue 5 mois plus tard peut ainsi se résumer :

° L'histoire familiale est assez compliquée:

- Monsieur DEV... âgé de 48 ans, a été condamné à 6 mois de prison avec sursis en 1954 pour attentat à la pudeur sur l'ainée de ses filles . A cette occasion, le droit de garde de ses deux filles (Gilberte et Mireille) lui a été retiré et les deux enfants ont été confiés à l' Aide sociale à l'Enfance.

Depuis un an, il est séparé de sa femme mais s'intéresse à ses enfants auxquels il rend fréquemment visite . Il participe largement aux frais de leur éducation;

C'est un homme fruste mais considéré comme honnête, travailleur, sobre; on ne lui reproche que sa faiblesse à l'égard de sa femme qui l'a toujours dominé .

- Madame DEV... âgée de 43 ans, est considérée comme étant déséquilibrée, agressive, incohérente, grossière ; certains pensent même que c'est une obsédée sexuelle .

Les enfants sont bien soignés mais elle semble rejeter les deux plus grands (Norbert et André) pour s'intéresser essentiellement aux deux plus jeunes (Patrick et Ghyslaine).

Au cours des entretiens, elle apparaît surtout volubile, exubérante, changeant d'avis régulièrement, incapable de suivre un but déterminé .

Il en ressort quand même qu'elle accepte que l'on suive André en AEMO avec l'espoir d'en être débarrassée au plus vite .

° De cette union, sont nés 6 enfants :

- Gilberte, 23 ans et Mireille 21 ans, sont maintenant sorties d'affaire ,

- Norbert, 19 ans , a toujours été le mal aimé de la famille .

Enurétique et eucoprésique jusqu'à 11 ans, il est resté dans une maison d'enfants pendant 4 ans.

Il est adressé en 1967 à une consultation d'hygiène mentale où le psychiatre note " Débile léger, carence éducative et affective. Le placement en IMP ne pouvant plus être réalisé, on conseille un apprentissage en dehors du foyer familial " .

Depuis cette date, il travaille chez la famille F ... avec un contrat d'apprentissage agricole. Cette famille l'aime beaucoup et Norbert y est heureux. Il ne semble pas utile d'envisager une AEMO car il est très bien encadré par la famille F ... et régulièrement suivi par l' Assistante sociale de secteur et celle de prévention.

- Patrick, 14 ans et Ghyslaine, 10 ans sont des enfants, doux, affectueux, au niveau intellectuel faible mais au comportement normal. Le seul problème pouvant exister est celui de leur absentéisme au niveau scolaire, largement favorisé par leur mère. Il serait néanmoins nécessaire de pratiquer, à leur niveau, un bilan psychologique.

- André, 18 ans, travaille actuellement comme " assistant de Presse " dans une usine de matières plastiques.

Madame D .. s'en plaint beaucoup mais son pouvoir formuler de griefs précis.

Au cours des entretiens en présence de sa mère, il semble timide triste et réservé. Il approuve tout ce qu'elle dit. Quand il est seul, plus en confiance, il parle de sa solitude, du rejet maternel sans aucune agressivité, mettant en évidence un fond dépressif. On sent qu'il a besoin d'un appui pour l'aider à prendre peu à peu son autonomie.

° Le Budget et le logement sont tout à fait corrects.

° L'enquête conclue " Une mesure d' AEMO serait souhaitable pour André dont la mère cherche à se débarrasser. Elle permettrait de surveiller l'évolution des deux plus jeunes et de les convoquer à une consultation médico-psychologique " .

b) Suite à cette enquête, une Ordonnance du Juge en date du 27 Avril 1970 confie André à la garde de son père dans le cadre d'une AEMO.

c) Déroulement de l' A E M O -

1) Comme il avait été prévu, André est examiné en septembre 1970, par l'équipe médico-psychologique.

° Le Bilan Psychologique montre un Q I à 84. Tout au cours des tests, André montre une très bonne volonté, mais il paraît très infantile et anxieux. Il a besoin d'être rassuré sans cesse.

° Au cours de l'entretien psychiatrique, il apparaît "qu'André est un brave garçon, coopérant dans la mesure de ses moyens mais fruste et débile.

On note une petite tendance dépressive avec sentiment d'infériorité.

Il présente une très forte agressivité contre sa mère qu'il dissimule le plus possible mais que l'on retrouve au TAT (menaces de mort, agression, crime ...). EN revanche, il apparaît une bonne entente avec le père et la fratrie.

L'imagination et le vocabulaire sont très pauvres. Enfin on ne note aucune tendance à la délinquance "°.

2) Après ce bilan, l'équipe ayant cherché en commun la meilleure solution, il apparaît qu'il faut séparer André de sa mère même s'il faut pour cela l'obliger à changer de travail.

Mis au courant de cette éventualité, André accepte et s'installe dans une petite chambre seul, empruntant le matériel nécessaire à son employeur.

L'action de l'éducateur à ce moment, outre la mise en confiance, se situe au niveau matériel. Il lui apprend à ranger son placard, à placer ses habits, tout un ensemble de choses qui lui étaient alors inconnues. Il l'aide aussi à repeindre et retapisser sa chambre. A travers cette action, André se sent moins isolé et reprend peu à peu confiance. Mais on sent très bien qu'il doit être encore soutenue pour qu'il ne se décourage pas et qu'il apprenne à acquérir son autonomie.

3) Le Juge des enfants ayant d'autre part demandé une expertise médicale pour les deux plus jeunes enfants, le Docteur H conclut :

° Pour Ghislaine :

" Enfant inhibée, craintive et même angoissée. Peu de contact. Les Images parentales sont mal vues, froides, hostiles, indifférentes. Compte tenu du retard scolaire et du Q.I. à 70, il serait souhaitable de la placer dans un I M P pour débiles moyens. Si la mère refusait ce placement, il faudrait envisager un retrait de garde et une A.E.M.O. " .

° Pour Patrick : " développement d'un enfant de 10 ans pour 14 ans avec un QI à 70 ; pas de formation caractérisée. L'enfant est trop âgé pour être placé en IMP mais sa petite taille serait un handicap pour un IMPRO. Il serait préférable d'envisager une A.E.M.O. " .

4) Suite à ses expertises et à l'évolution de la situation pour André, un Jugement en Chambre du Conseil en date du 17.12.70 confie ANDRE à la garde de son père, et Patrick et Ghislaine à la garde de leur mère dans le cadre d'une A.E.M.O.

5) La Sauvegarde de l'enfance de l'Ain sera rapidement déchargée de l'A.E.M.O. pour Ghislaine et Patrick car Madame D... quittant la région, le Juge déléguera compétence au Juge de C... pour organiser l'A.E.M.O.

6) André qui semblait assez bien adapté passe alors une période assez agitée. En effet, il se rend de moins en moins souvent à son travail, ne tient pas compte des remarques de son employeur, et espace ses visites à son père.

Il vit à cette époque dans une famille qui lui retient une bonne partie de son salaire et dont la moralité ne l'aide pas . Finalement, il est licencié le 20 avril 1967. De toute cette évolution, l'éducateur n'en est averti qu'après , car au moment précis où la situation se dégrade, André n'en parle pas et accumule les erreurs . Il revient vers l'éducateur quand il n'y a plus de recours .

Il semble qu' ayant voulu trop rapidement se diriger seul, André se soit senti dépassé par la première difficulté . Cette grosse blessure narcissique l'a empêché de venir immédiatement se réfugier auprès de l'éducateur.

7) De nouveau, sans trop épiloguer sur cet incident, André et l'éducateur recherchent travail et logement .

Il trouve un poste dans une entreprise de plastique et loge au Foyer des Jeunes travailleurs .

Nous pensions qu' André rencontrerait de grosses difficultés d'adaptation car il avait toujours éprouvé une certaine peur de la vie en communauté . L'éducateur pendant cette période le voit tous les jours et il se sent vraiment soutenu et sécurisé par cette relation amicale .

En fait l'adaptation est très rapide et peu à peu il prend des responsabilités au sein du foyer .

8) Un rapport d' AEMO en date du 4 janvier 1972 résume la situation actuelle:

° André a évolué dans le sens d'une prise de conscience de lui-même et des autres . Il sort de sa coquille et prend de l' assurance . Il est très estimé dans le cadre du Foyer .

Sur les conseils de ses amis, il trouve seul et fait la demande seul pour un emploi qui lui plait plus et qui est beaucoup mieux rémunéré .

Il réussit le vaste plan qui consistait à éponger toutes ses dettes .

° Au cours des entretiens , il réussit à faire le point sur pas mal de choses . Il est arrivé surtout à extérioriser sa rancune à l'égard de sa mère ce qui a permis une détente intérieure certaine .

9) Il n'est pas exclu qu' André présente encore des moments de faiblesse, car il reste encore bien influençable et sensible aux moindres frustrations . Tout à fait conscient de ce risque, nous continuons l' AEMO en espérant que cette première étape franchie avec succès lui a apporté assez de bénéfices narcissiques pour qu'il continue dans cette voie .

7 - OBSERVATION N° 7

L'étude de cette observation met encore en valeur l'intérêt qu'il peut y avoir parfois à laisser un adolescent prendre des responsabilités importantes afin d'aider à la stabilisation de son foyer .

a) Sur signalement de l' Assistante sociale de secteur, le Juge ordonne une enquête sociale en date du 30 Novembre 1965

Cette enquête faite par un éducateur et rendue quatre mois plus tard , apporte les renseignements suivants :

° La cellule familiale est alors très dispersée

- Monsieur WOJ ... âgé de 36 ans, d'origine polonaise, a très bonne réputation dans le pays : c'est un bon travailleur, stable et régulier; il montre beaucoup de compréhension à l'égard de sa femme dont l'état mental est depuis longtemps précaire . Son travail (monteur en charpente) le tient éloigné du foyer pendant la semaine , mais il revient tous les week-end . Il semble très attaché à ses enfants .

- Madame WOJ. 35 ans - présente des troubles mentaux déjà anciens, pour lesquels elle a dû être hospitalisée assez souvent . Elle refuse d'être suivie régulièrement en consultation de post-cure .

Elle s'est adonnée pendant un certain temps à la boisson, mais actuellement elle ne boit plus et mène une vie aussi régulière que son fond mental le lui permet .

Elle est bien acceptée dans le pays et bénéficie de l'appui et du soutien efficace de tout le voisinage .

Au cours des entretiens, elle apparaît comme très puérile et incapable d'initiatives personnelles. Elle s'occupe bien de Christian, le seul enfant qui vit au foyer .

- En effet 3 des 4 enfants : Martine, 13 ans, Dominique, 7 ans et Jean-Michel, 2 ans, ont été recueillis par les services de l' Aide sociale à l'enfance et bénéficient du même placement familial.

- Christian , 12 ans, vit au foyer . C'est un enfant épanoui, au caractère facile qui poursuit sa scolarité comme 1/2 pensionnaire. Il a un bon niveau scolaire .

° Le budget mensuel est de 1000 F. mais la famille W.. doit rembourser un prêt du Crédit agricole . En effet, ils sont propriétaires d'une maison de 4 pièces bien entretenue .

° L' assistante sociale conclue : " Le milieu familial semble peu équilibré du fait de l'état mental de la mère et de l'éloignement du père retenu par ses obligations professionnelles .

Christian, bien intégré, ne semble pas en souffrir .

Il faudrait cependant envisager un examen médico-psychologique pour déterminer si l'enfant peut, sans préjudice de son propre équilibre, être laissé dans son milieu actuel " .

b) Suite à cette enquête , le Juge ordonne donc un examen médico-psychologique qui a lieu en août 1966 , et dont les conclusions sont les suivantes :

" ° Madame WOJ .. présente une personnalité dépressive, infantile et inconsistante . Elle refuse tout traitement médicamenteux ou psychologique , les troubles du caractère prenant le dessus, en dehors des épisodes dépressifs périodiques qui l'ont amenée à plusieurs reprises à être hospitalisée . Il existe une parfaite inconscience de l' état morbide .

Actuellement, elle reste encore très dépressive et à la merci d'une crise aigue .

° Christian est un enfant d'intelligence normale, calme, gentil, qui a su s'adapter à la situation familiale . C'est un enfant positif, excellent élève . Il serait regrettable de l'enlever sinon à son milieu familial, du moins à son milieu scolaire . Un placement familial ne peut être envisagé car on risquerait de catalyser l'agressivité de la mère sur cette famille . Un placement ultérieur pourra être entrevu dans le cadre de l'apprentissage d'un métier . En attendant, il serait souhaitable de suivre cette famille afin de prévenir une rechute aigue, brutale, qui risquerait d'être dangereuse pour l'enfant " .

c) Suite à cet examen, une ordonnance du Juge en date du 15 octobre 1966 confie Christian à la garde de ses parents dans le cadre d'une AEMO provisoire de 6 mois.

d) Déroulement de l' AEMO -

1) Pendant l'année 1967, Christian poursuit normalement sa scolarité, bien que sa mère ait dû de nouveau être hospitalisée . Il est en effet seul chez lui, son père ne rentrant que les week-end , mais il mène une vie régulière, n'abusant pas de sa liberté et se montrant capable d'une organisation domestique suffisante . Il passe son CEP en Juin avec succès .

L'hospitalisation de sa mère se prolongeant, il est placé dans une famille car il se trouvait quand même bien isolé et se repliait sur lui-même . Le problème de son avenir se posant, on le présente au Centre d'orientation professionnelle qui confirme que le métier de cuisinier qu'il voudrait exercer, correspond à ses aptitudes . Il commence son apprentissage dans un restaurant en septembre 1967 ne rentrant que rarement au foyer que sa mère a réintégré . L'adaptation est lente . L'éducateur se rend compte que Christian est mal à l'aise , anxieux . Il comprend, au cours des entretiens, qu'il est culpabilisé de laisser sa mère se débrouiller seule et qu'il souhaiterait pouvoir l'aider .

2) Avant de prendre une décision, on revoit Christian en consultation médico-psychologique au mois de Janvier 1968.

° L'examen psychiatrique met en évidence " une carence éducative liée à l'absence du père et des problèmes affectifs en relation étroite avec l'état psychique maternel. Sur le plan intellectuel , on note un Q. I à 109 " .

° Aux termes de cet examen, un entretien constructif entre le psychiatre, le psychologue et l'éducateur permet d'envisager une nouvelle orientation. Sentant Christian rendu anxieux et dévalorisé par l'éloignement de sa mère, et capable de prendre ses responsabilités , ils décident de le replonger dans son milieu familial. A partir de ce moment, Christian poursuit une formation technique et pratique dans sa ville et il prend sa mère en charge .

L'éducateur, à cette époque, le voit très souvent car il est évident qu'il a besoin d'être épaulé pour passer ce cap difficile .

3) Un jugement en Chambre du Conseil en Novembre 1968 maintient la décision d' AEMO.

4) Pendant les années 1969 et 1970 , Christian change souvent de travail mais continue à tenir son rôle de chef de famille . Le fait d'avoir été considéré en homme à 15 ans, lui apporte assez de bénéfices pour qu'il mène à bien cette tâche , malgré les difficultés rencontrées .

La présente de l'éducateur lui permet aussi de surmonter les périodes bien prévisibles de désinvestissement .

5) Un dernier rapport d' AEMO en date du 14 Octobre 1971 résume la situation actuelle :

" ° Monsieur W.. après avoir été accidenté, a changé d'employeur . Il travaille maintenant avec son fils chez un Entrepreneur de P... Ils font tous deux partie de la même équipe . Monsieur W.. a une bonne influence sur Christian qui aime beaucoup son père et qui a certainement de lui une image plus virile , plus ferme , au travail qu'à la maison.

° Madame W.. occupée à aménager son nouvel appartement, oublie ses angoisses et ses persécutions, mais elle refuse toujours de suivre un traitement régulier et il faut toujours craindre une nouvelle rechute .

° Christian maintenant revalorisé et déculpabilisé, ne présente plus d'anxiété et semble avoir acquis une stabilité professionnelle . Nous poursuivons cependant l' AEMO mais en espaçant nos rencontres afin de pallier aux éventuelles difficultés " .

6) Il semble donc possible de laisser parfois un jeune adolescent évoluer dans un milieu considéré comme pathogène car dans la mesure où il est reconnu comme tel par le jeune et où celui-ci décide d'en assumer l'évolution, il ne peut être que structurant .

8 - OBSERVATION N° 8

L'étude de cette observation met en évidence le rôle thérapeutique important que peut avoir la prise en charge d'une adolescente perturbée par l'équipe médico-sociale . En effet, celle-ci a permis d'empêcher une hospitalisation qui aurait été inévitable sans leur intervention.

a) Gisèle ayant fait une fugue d'un mois et demi, le Juge ordonne une enquête sociale sur la famille LAU.. en date du 13 Mars 1969.

Les résultats de l'enquête faite par une Assistante sociale, lui sont communiqués deux mois plus tard et en voici l'essentiel :

° Monsieur LAU... est maçon. Il est très apprécié au village . En effet, il est considéré comme un brave homme, honnête , travailleur, sobre, peut-être un peu effacé et ayant tendance à manquer d'autorité auprès des enfants .

° Madame L... est une bonne ménagère mais elle semble être de moeurs légères. Elle aussi manque d'autorité vis à vis des enfants et ne paraît pas capable d'assumer son rôle de mère sur un plan éducatif et moral.

Elle a été hospitalisée en 53, dans un service psychiatrique pour état dépressif et manifestations névropathiques . Elle reste très sensible et anxieuse et reconnaît ne pas toujours supporter son époux et ses enfants . L'entente au foyer n'est pas très bonne mais il semble que la fugue prolongée de Gisèle ait rapproché entre eux les membres du foyer .

° deux des quatre enfants vivent au foyer :

- Alfred, 24 ans, est en effet marié depuis deux ans . Il a déjà été condamné deux fois pour vol et délit de fuite .

- Daniel, 22 ans, a fait l'objet d'une mesure de liberté surveillée. Il doit se marier prochainement.

- Colette, 19 ans, est mariée depuis un an.

- Gisèle, 16 ans 1/2 , a posé peu de problèmes à ses parents jusqu'à cette date . Tout au plus, a-t-on pu noter depuis l'obtention de son CEP à 14 ans, une instabilité professionnelle et une certaine légèreté . Actuellement elle a trouvé un poste d'employée de maison. Elle paraît très culpabilisée par cette fugue et demande qu'on n'en parle pas à ses employeurs . Elle ne veut pas , pour le moment, entendre parler de F.P.A .

° La famille L... loge dans une ancienne ferme de 4 pièces . Le logement est décent et bien entretenu.

° Le budget mensuel ne dépasse pas 800.00 F.

° En conclusion,

" En raison de la déficience et du manque de valeur éducative de la famille, nous pensons qu'un maintien de son placement actuel avec une mesure d' AEMO de 6 mois, pourrait nous permettre de mieux suivre le comportement actuel de cette adolescente " .

b) Suite à ses conclusions, une Ordonnance du Juge en date du 23 Mai 1969 confie Gisèle à la garde de ses parents dans le cadre d'une A E M O

c) Déroulement de l' A E M O

1) Une expertise ayant été ordonnée afin de déterminer les raisons qui ont présidé à la fugue de Gisèle, elle est pratiquée par le psychiatre de l'équipe de la Sauvegarde , et peut ainsi se résumer :

" Au premier abord, cette adolescente paraît une caractérielle butée, mécontente d'être examinée . Mais ceci est l'expression d'une perturbation beaucoup plus profonde de la personnalité . Ce qui domine ce sont les discordances qui se retrouvent à tous les niveaux , l'autisme, l'inaffectivité apparente, la passivité et même une absence réelle d'agressivité .

Tous ces troubles faisant supposer un état pré-psychotique , il serait bon d'envisager une mise en observation dans un milieu spécialisé".

2) Les parents de Gisèle ayant refusé qu'elle fasse un court séjour dans un centre d'observation, l'équipe décide de la prendre en charge . Elle est alors régulièrement suivie par le psychiatre et par l'assistante sociale chargée de l'action éducative .

3) Un examen psychologique pratiqué en Juin 1969 va dans le même sens que les premières constatations psychiatriques . " Les tests projectifs viennent confirmer le manque d'intérêt et à la limite cette tendance à l'autisme . Ils sont dominés par l'indifférence affective, par une tendance , qui risque de s'accroître , à une perte de contact progressive avec la réalité . Une évolution psychotique n'est pas à exclure . On note aussi un fond dépressif et un intérêt sexuel évident ."

4) Conseillée par l'équipe médico-psychologique, l'assistante sociale qui a fait là un travail remarquable, oriente son action éducative dans plusieurs directions :

- au cours des entretiens qu'elle peut avoir avec Gisèle, elle tente d'une part de la déculpabiliser et , d'autre part, de la raccrocher à la réalité,

- elle envisage avec elle les possibilités de travail, de loisirs, de réinsertion dans son milieu familial,

Le départ fut assez difficile car les parents de Gisèle acceptaient mal la mesure prise par le juge . Ils minimisaient les troubles de leur fille, se refusant à en comprendre l'origine profonde. Gisèle manquait de confiance dans l'action entreprise et restait très repliée sur elle-même .

Peu à peu, la famille accepte beaucoup mieux l'intervention.

Gisèle se rapproche de l'éducatrice et accepte de sortir fréquemment avec elle. Ses sorties sont envisagées dans une optique de détente avec une relation amicale, mais au cours des nombreuses heures passées ensemble, le dialogue s'établit plus facilement et de nombreux problèmes sont abordés.

5) Au cours d'une réunion de synthèse en septembre 69, regroupant toute l'équipe, il apparaît que l'épisode d'allure psychotique présenté par Gisèle, il y a quelques mois, s'est réduit progressivement : elle est sortie de son autisme et paraît maintenant coopérante, souriante, détendue. Au point de vue affectif, elle semble s'être fixée et son comportement sexuel n'a plus donné lieu à critique. Tout le monde s'accorde à penser qu'il serait inopportun de procéder maintenant à un placement, mais qu'il serait souhaitable de poursuivre l'action médico-sociale.

6) Un dernier rapport d'AEMO en date du 9 Janvier 1970 donne un bon aperçu de la situation :

° Gisèle depuis 6 mois, assure un travail stable dans une usine de finition et montage d'accessoires pour automobiles. Son employeur est pleinement satisfait de ses services. En effet, elle dépasse le rendement demandé, s'intéresse à ce qu'elle fait et surtout n'a plus d'attitude provocante envers les garçons.

Elle semble très valorisée par sa réussite professionnelle, mais garde encore une certaine tendance à l'isolement, ne sortant qu'en famille ou avec son fiancé.

Au cours des entretiens qu'elle peut avoir avec l'assistante sociale, elle apparaît beaucoup plus ouverte, prenant l'initiative des sujets de conversation ou décidant elle-même des lieux de promenades.

Il semble cependant que cette action éducative commence à lui peser de même qu'à ses parents et que tous souhaiteraient la voir se terminer bientôt.

° L'assistante sociale conclue : " Il ne semble pas opportun de continuer la mesure d'AEMO, étant donné d'une part, la nette amélioration, et d'autre part l'opposition de la famille. Une consultation d'hygiène mentale dans le cadre du dispensaire est envisagée pour le mois de février et le Dr. L... qui l'a déjà suivie dans le cadre de notre service, la reverra donc.

A l'avenir, le service social de secteur et le dispensaire pourront assurer plus discrètement la surveillance médico-sociale nécessaire pour cette adolescente " .

7) Suite à ses conclusions, un jugement rendu en Chambre du Conseil en date du 12 Février 1970 décide " que Gisèle L. sera remise à ses parents sans qu'il y ait lieu de prendre en l'état une mesure d'assistance éducative " .

8) Enfin, lors de la dernière consultation psychiatrique qui a lieu en Février 1970, le Dr. L. note " l'évolution paraît favorable. Gisèle est même réticente et de façon logique sur les événements passés. Le contact est excellent, ouvert et détendu.

Mis à part la persistance d'une certaine tendance à l'autisme, l'ensemble des troubles a disparu. Il serait préférable cependant que Gisèle soit suivie de loin en loin " .

9- Actuellement, Gisèle , à qui nous avons rendu visite dernièrement, est en bonne santé, physique et mentale . Préférant oublier les événements passés et gardant toujours une certaine réserve, elle n'a pas cherché à nous récrire ou à nous revoir . De même, elle a préféré abandonner les consultations psychiatriques .

Elle a continué à assurer le même emploi qui lui convient parfaitement . Son cadre de vie reste encore assez restreint puisqu'il se situe uniquement entre sa famille et son travail mais cet état de chose la satisfait pleinement .

Il semble donc que le travail d'équipe qui a été entrepris auprès de cette adolescente soit tout à fait comparable à celui qu'aurait pu mener une équipe psychiatrique de secteur dans les mêmes circonstances et cette conclusion, bien qu'un peu ambitieuse peut-être, est particulièrement gratifiante.

9 - OBSERVATION N° 9

Cette étude qui s'étale sur 10 ans, met en évidence la patience et la ténacité que doit avoir parfois un éducateur pour parvenir à un résultat probant .

a) Sur requête du Procureur de la République, le Juge des enfants ordonne une enquête sociale en date du 29 août 1962, afin de se rendre compte si l' Institution d'une AEMO est nécessaire au niveau de la famille VIE...

L'enquête lui est rendue deux mois plus tard avec les constatations suivantes :

° Monsieur VIE.. originaire de Pologne, âgé de 53 ans, a regagné son pays natal, il y a 10 ans .

° Pour des raisons indéterminées, Madame VIE.. a toujours refusé de le rejoindre malgré les nombreuses lettres qu'elle a pu recevoir .

Elle mène une vie calme et sans reproche . Le seul point noir étant le refus d'une activité salariée . Cette obstination à ne pas travailler, malgré les offres qui lui ont été faites par le voisinage, paraît anormale et il semble s'agir plus d'une déficience mentale que d'une paresse véritable .

On la juge déséquilibrée et de caractère fantasque . En effet, au cours des entretiens, elle apparaît comme persécutée avec l'idée fixe d'être expulsée , et il lui arrive d'être très agressive contre ses voisins .

Elle semble très attachée à ses enfants dont elle s'occupe d'ailleurs très bien malgré le peu de ressources existant au foyer .

° Deux enfants vivent au foyer -

Maurice , 22 ans , a pris très jeune la charge morale et matérielle de son jeune frère et de sa mère . Il fait actuellement son service militaire et doit être libéré dans un mois .

Jean, 11 ans, est un enfant intelligent, ouvert qui pose peu de problèmes actuellement .

Il est un des meilleurs élèves de sa classe .

° Les ressources mensuelles sont actuellement minimes puisqu'elles s'élèvent à 62.00 F, le seul salaire étant celui de Maurice qui est actuellement au Service Militaire .

Leur logement se compose d'une pièce exiguë, sale, sans eau . Jean partage donc le lit de sa mère .

Le loyer qui s'élève à 100 F. par an n'a pas été payé depuis trois ans . On se demande cependant comment Madame VIE ... peut vivre sans dettes criardes .

.../

° En conclusion, l' Assistante sociale " demande l'institution d'une AEMO pour suivre l'évolution de la vie familiale et envisager ultérieurement pour Jean une orientation en rapport avec ses possibilités " .

b) Conformément à ses conclusions, un jugement en Chambre du Conseil en date du 8 Novembre 1962 confie Jean à la garde de sa mère dans le cadre d'une A E M O .

c) Déroulement de l' AEMO . Elle est menée par un éducateur .

1) Pendant les trois premières années, l'orientation de l'action est surtout axée sur la poursuite d'une scolarité normale pour Jean. EN effet, ce sont les seuls difficultés qui apparaissent à cette époque car Jean s'est remarquablement bien adapté à la vie un peu désordonnée de sa mère, et il lui est très attaché.

Maurice étant rentré du Service militaire, la situation est moins critique malgré la précarité de la santé mentale de Madame V ..

En Juin 1965, Jean termine sa scolarité en réussissant brillamment le CEP et commence un apprentissage dans une entreprise de maçonnerie .

Son frère Maurice se marie à la même époque et doit quitter le foyer.

Mais en septembre 1965, menacée d'expulsion, Madame V.. s'oppose violemment à cette décision et doit être hospitalisée dans un service psychiatrique.

Jean a pu trouver une famille d'accueil près de son lieu de travail, et sur notre demande, l' Aide à l'enfance de l' Ain lui accorde le secours financier nécessaire à la poursuite de son apprentissage . Il est très entouré par le ménage C.. qui l'aime beaucoup et le traite en enfant de la maison .

2) Afin de s' assurer que ce changement de milieu n'a pas trop affecté profondément Jean, l'éducateur l'amène à une consultation médico-psychologique en Mars 1966 :

Les tests projectifs aussi bien que l'entretien psychiatrique montrent " une tendance au repli, à la rêverie et un fond dépressif . Le contact est bon. Cet adolescent de 15 ans au Q.I de 104 , est calme et réfléchi. On retrouve cependant un fond d'anxiété et un net sentiment d'infériorité . Tous ses troubles en liaison avec des perturbations affectives anciennes sont accentués pas l'entrée dans l'adolescence et il semble que la présence d'un éducateur soit de plus en plus nécessaire " .

3) Effectivement pendant les deux années qui suivent , les conseils de l'éducateur bien appuyés par la famille C .. permettent à Jean d'obtenir son CAP de maçon puis d'effectuer avec succès un stage FPA de technicien du bâtiment .

Cependant bien que revalorisé sur le plan professionnel, Jean ne s'améliore pas sur le plan mental. Les relations qu'il peut avoir avec l'éducateur sont très superficielles et il n'accepte les conseils que sur le plan professionnel. En pleine crise d'adolescence, il rejette la société ainsi que tout substitut paternel.

4) Un nouvel examen psychiatrique en Décembre 1968 met en évidence

" Une attitude très effeminée, puérile, un langage précieux, un comportement parfois autistique . Les contacts sont difficiles . Il apparaît très impressionné par les visites faites à sa mère . On ne peut cependant parler de structure psychotique mais il serait souhaitable de pouvoir le revoir dans quelques mois " .

5) Aux termes de cet examen, il apparaît que la meilleure attitude que peu avoir l'éducateur est celle d'un père très tolérant, attendant la demande, mais toujours prêt à répondre .

6) Progressivement Jean semble s'éloigner de son travail, et de l'équipe médico-sociale . Il change fréquemment d'emploi et de ville mais ne manque pas cependant de venir quelquefois rendre visite à l'éducateur pour le tenir au courant de sa situation. Il présente toujours des tendances homosexuelles prononcées.

Poursuivant sa politique de l'attente, l'éducateur accueille ses rares visites avec une attitude non directive .

7) Enfin en décembre 1970, après une période particulièrement difficile, où l'on avait même demandé une décharge d' A E M O , étant donné la disparition complète de l'adolescent, Jean vient se réfugier auprès de l'éducateur et accepte son aide intégrale .

Une longue discussion leur permet d'aller au fond des problèmes. Il apparaît alors que les tendances homosexuelles de Jean avaient plus une valeur d'évasion que de perversion. Très agressif envers ses parents, il s'était réfugié auprès des amis qu'il avait pu trouver et dont il était plutôt la victime . Cette discussion lui permet aussi d'une part d'objectiver clairement la situation de sa mère, d'autre part de faire son auto-critique et d'envisager plus sainement l'avenir .

8) Après cette relation décisive , nous pensons préférable, sur demande de l'éducateur lui-même, d'effectuer un changement de personne car le fait d'avoir été si loin dans l'introspection aurait pu gêner Jean dans ses relations futures .

L'éducateur qui le prend alors en charge est beaucoup plus jeune et a avec lui une relation plus amicale que paternelle .

9) Un dernier rapport en date du 20 novembre 1971 résume la situation actuelle :

° Jean a accepté de venir travailler à B... afin d'être plus proche de l'équipe médico-sociale . Son emploi le satisfait pleinement et il est estimé tant par son employeur que par ses collègues .

Il loge de nouveau chez la famille C .. qui lui est très attaché, et rend de fréquentes visites à sa mère .

° L'éducateur conclue : " Jean est un garçon intelligent , ouvert , capable de réflexion et d'auto-critique . Il a été très marqué par la maladie mentale de sa mère , ce qui s'est traduit par des périodes de dépression, d'effondrement et de négativisme .

Maintenant il domine beaucoup mieux ses problèmes et le fait de sentir qu'il se prend en charge lui-même, qu'il est considéré dans son travail le revalorise et lui permet de se dépasser .

Il serait souhaitable de poursuivre l' A E M O pendant encore quelque temps afin de l'aider à assumer parfaitement son rôle " .

10) Il est évident qu'au cours de cette longue action, le simple fait d'avoir montré à cet adolescent qu'il y avait quelqu'un prêt à l'aider et à essayer de comprendre avec lui ses problèmes sans jamais porter de jugement, lui a permis le moment venu, de savoir où se tourner . Mais il n'est pas toujours facile de savoir montrer autant de patience , de calme et d'intuition et nous ne pouvons qu'apprécier une telle action.

IO - CONCLUSION -

Notre But ayant été de montrer le long cheminement d'une action éducative, il nous a paru plus intéressant de limiter en quantité le nombre d'observations rapportées afin de pouvoir les étudier plus en détail.

1) Bien qu'ayant donc peu de valeur statistique, il se dégage néanmoins de cette étude une certaine " image " de cas-type :

° A l'origine, une situation familiale perturbée par la mésentente des parents, l'alcoolisme, les troubles psychiatriques ..

° Cette situation finit par déclencher une demande qui amène notre intervention.

° Pour mener son action avec un maximum d'efficacité et avoir de l'adolescent une connaissance aussi précise que possible, l'aducateur ou l'assistante sociale fait appel à la collaboration d'autres services et spécialistes .

° Le jeune vit dans une famille de plusieurs enfants, parmi lesquels certains éprouvent aussi des difficultés d'adaptation. L'habitat est modeste, le père est ouvrier et souvent absent .

° Quelque soit le niveau intellectuel, la mise au travail est précoce . Celle-ci s'effectue généralement dans de mauvaises conditions, entraînant l'insatisfaction, la dévalorisation et l'instabilité du jeune .

Les troubles de la personnalité que l'on peut donc rencontrer sont le plus souvent à teinte dépressive .

° L'enfant qui nous est confié est donc un jeune handicapé dans sa personnalité physique et mentale, dans sa vie sociale et professionnelle, dans tout ce qui constitue son être global. Il peut trouver dans la relation éducative, le soutien nécessaire pour assumer ce handicap, découvrir sa propre valeur et franchir les obstacles rencontrés .

2) Enfin, cette étude met en évidence les différents points que l'équipe médico-sociale ne doit pas perdre de vue .

° Il faut en effet répéter inlassablement que rien n'est immuable dans les problèmes humains en général et l'éducation en particulier . Equipe, méthodologie, structures doivent évoluer en permanence .

° Tout est au service de la relation, rien ne constituant une fin en soi . Ainsi dans ce système de rapports humains qui s'établissent entre l'éducateur, le mineur et ses milieux de vie, tous ceux enfin qui collaborent à l'action éducative, une réalisation matérielle, par exemple, ne trouvera sa finalité que dans son rôle de vecteur relationnel .

° Qu'il s'agisse de la souplesse dont fera preuve chaque membre de l'équipe (par exemple en cassant son action auprès d'un jeune et en acceptant

d'être remplacé par un collègue si celui-ci paraît mieux placé pour résoudre le problème) ou de la possibilité pour une assistante sociale de suivre des adolescents comme pour un éducateur de se voir confier des adolescents, en fonction de la nature des difficultés rencontrées par les jeunes, c'est l'intérêt du mineur qui toujours doit déterminer leur choix .

° Enfin, la qualité de l'action dépend de l'équipe : souci de recherche, ouverture, formation permanente, et surtout parfaite cohésion doivent en être les principales préoccupations .

o

o o

C H A P I T R E VIme

B I L A N

et

PERSPECTIVES D'AVENIR

a) Avant d'envisager l'étude des perspectives d'avenir, il nous paraît intéressant d'établir un bilan de l'activité du Service social au cours de l'année 1971.

1°) Le nombre d'enquêtes au cours de cette année s'est élevé à 65 qui se sont réparties de la façon suivante :

- Assistance éducative	: 55
- Délinquants	: 7
- Divorces	: 3

Nous notons que ce nombre est resté identique à celui de l'année précédente .

2°) En revanche, le nombre des A E M O est en augmentation.

. En effet, au 31. Décembre 1971, 283 mineurs faisaient l'objet d'une mesure d' A E M O , ce qui élève à 32 environ le nombre de cas confiés à chaque travailleur social de l'équipe (à la fin de l'année 1970, nous avions 256 mineurs en A E M O),

. Il faut signaler la complexité croissante des affaires qui nous sont confiées et l'augmentation inquiétante des cas de maladies mentales ou de déséquilibres graves , surtout chez les parents (moins souvent chez les mineurs).

- Nos moyens d'action sont très limités auprès de tels adultes qui relèveraient certainement d'un service de suite psychiatrique, mais qui malheureusement refusent de se faire hospitaliser, ou même de se rendre à notre consultation médico-psychologique .

- Par ailleurs, nous nous trouvons amenés, faute de mieux, à suivre en A E M O , des jeunes qui relèveraient manifestement d'un placement en milieu spécialisé mais qui doivent rester dans leur famille parce qu'il n'existe pas toujours d'établissements correspondants à ce que nécessiteraient leurs cas (mineurs présentant des troubles associés psychotiques

ou autres ... ou ayant dépassé la limite d'âge d'admission).

. Tenter de réadapter des parents ou des mineurs aussi gravement atteints nécessite bien entendu, un temps de travail considérable, parfois exorbitant, incompatible avec le nombre de cas confiés à chaque travailleur social d'où de nombreuses heures supplémentaires, un surcroît de fatigue (avec une fréquence accrue des déplacements) et un travail de mise à jour et de rédaction parfois négligé, malgré la bonne volonté de chacun.

Il serait indispensable, pour la bonne marche du service et pour un travail plus efficace, d'arriver à diminuer le nombre de cas pris en charge par chacun (d'où un net relèvement du prix de journée) et à augmenter les vacations de l'équipe médico-psychologique .

. Il convient de noter enfin que nous avons en charge, bon an mal an, environ 25 A E M O soit plus de 9000 journées pour lesquelles nous ne percevons aucune rétribution :

Il s'agit de jeunes qui sont confiés par ordonnance à des établissements pour cas sociaux (caractériels ou autres) avec prise en charge par la D.A.S.S. ; en pareil cas les services de la D.A.S.S. refusent de nous payer le prix de journée A E M O , bien que nous nous occupions très réellement de ces jeunes .

b) Les Perspectives d'avenir s'orientent dans trois directions :

- { - Les Foyers
- { - La Prévention
- { - L' observation en milieu ouvert (O.M.O)

I - LES FOYERS-

A) Foyer d'accueil :

. Le projet de location d'un petit appartement, permettant d'accueillir pour un dépannage de courte durée des adolescents en difficulté, est actuellement à l'étude . Il apparaît en effet qu'un tel foyer est indispensable dans tout service d' A E M O disposant d'une solide équipe éducative . Il aurait au maximum 10 places.

. L'intérêt principal réside dans le fait de pouvoir offrir, en permanence, la possibilité de retirer un mineur de son milieu familial lorsque ce retrait s'avère indispensable .

- En effet, nous connaissons tous ces périodes de crise qui peuvent survenir dans des familles avec, en particulier, un enfant caractériel. Souvent ce style de conflit peut entraîner des réactions telles que la fugue, la délinquance, l'agressivité sous toutes ses formes . Il peut être utile de rompre l'enchaînement de ces réactions par le retrait momentané du mineur, soit que cette mesure débouche sur un placement, soit que, pendant sa durée, une action soit menée à la fois sur le jeune et la famille jusqu'au rétablissement d'un climat favorable à l'instauration de rapports normalisés .

- Une autre situation courante est celle d'un mineur devant être placé en internat spécialisé alors qu'il n'a jamais quitté les siens . Dans ce cas l'intérêt du foyer d'accueil est d'offrir une possibilité de préparation en évitant, par cette première phase de vie collective, en petite unité, une transplantation trop brutale et par là-même le risque d'échec de placement .

. Le séjour dans ce foyer ne doit pas excéder 3 à 4 semaines .

° Il ne faut donc pas perdre de vue que l'intervention au sein d'un foyer d'accueil ne peut être que provisoire, limitée dans le temps et intensive .

B) Foyer de semi-liberté :

. La création d'un foyer de ce type est elle aussi envisagée .

La formule de semi-liberté est une transition entre l'internat et la liberté : en effet, le but de ce foyer est d'éviter de placer le mineur dans un cadre artificiel comme l'internat qui suppose des exigences et une discipline strictes .

C'est un établissement à petit effectif (au maximum 20 places) , les mineurs restent dans l'institution les heures qu'ils passeraient normalement en famille, c'est-à-dire les heures de repas et de la nuit . Quant aux heures de travail scolaire ou professionnel, elles sont passées à l'extérieur dans des classes normales ou à l'atelier .

Les loisirs peuvent être organisés dans le cadre de l'établissement; ils doivent l'être également à l'extérieur .

. Le Foyer a un règlement que l'adolescent accepte lorsqu'il a compris qu'il est fait dans l'intérêt de tous et de chacun.

L'encadrement est réalisé là aussi par des éducateurs .

. A l'inverse du Foyer d'accueil, le foyer de semi-liberté permet une action beaucoup plus durable . Mais il faut aussi éviter que ce soit un refuge où les mineurs se fixent trop. Il doit s'ouvrir sur l'extérieur et favoriser la réinsertion sociale .

2 - L A PREVENTION -

a) Une étude a été faite sur la ville de BOURG par un éducateur de notre service en vue de créer un service de Prévention .

1°) Il apparaît au travers de son travail qu'il existe actuellement 6500 jeunes de 15 à 21 ans, dont la grosse majorité a cessé toute scolarité à 16 ans et ne peut entreprendre une qualification éventuelle avant 17 ans. Souvent, ils ne veulent pas travailler ou ne trouvent pas d'emploi car il y a peu de demande de main d'oeuvre,

2°) Les jeunes se heurtent à un autre problème important, celui du logement .

Le Foyer des jeunes travailleurs est toujours rempli et il faut parfois retenir sa place 3 mois à l'avance . De plus il est très onéreux . Quelques uns se regroupent à 4 ou 5 dans des bâtiments désaffectés(405,00 F. par mois), livrés à eux-mêmes avec ou sans l'accord des parents qui, de toute façon, laissent faire .

3°) Le lieu de rassemblement des jeunes d'une façon générale est le " Bistrot " . Il existe à Bourg de nombreux débits de boissons où les jeunes se sentent à l'aise bien que les propriétaires n'aient pas une attitude particulièrement éducative . La consommation d'alcool y est importante(elle augmente le jeudi et le samedi , jour où les scolaires peuvent sortir).

4°) On ne peut pas dire que Bourg soit particulièrement touchée par de gros problèmes de délinquance . Ce sont surtout de petits vols à l'étalage, du trafic de cyclomoteurs et des bagarres entre bandes. On commence à parler du problème de la drogue .

5°) Enfin, dans le domaine des loisirs, il existe des équipements nombreux , mais seulement 3000 jeunes en profitent et y sont intégrés . Parmi les 3500 autres, beaucoup présentent des troubles d'adaptation et n'importe quel équipement normal ne pourrait leur convenir . Ce sont ceux là qui nécessitent l'intervention d'une équipe spécialisée , car ce sont eux qui ont aussi des parents qui démissionnent, des familles où ils ne peuvent s'épanouir .

b) Cette étude correspond parfaitement aux constatations émises par le Docteur KOHLER.

" Tous les jeunes ne sont ni ne deviennent délinquants, mais on retrouve chez eux un ensemble de signes annonciateurs d'une plus grande probabilité de troubles d'intégration sociale . Ce sont " des signes de malaise" individualisés à travers entretiens et observations du comportement par M. PARSONS (Essays in Sociological theory) :

- indéterminations des buts : la participation à la vie sociale reste aléatoire,
- incertitude de leurs critères de conduite
- aucun intérêt pour l'intégration et la promotion sociale,
- d'où l'ambiguïté des conduites, oscillant entre l'expectative et le conflit potentiel avec l'univers social où l'on vit comme étrangers .

Hasard et chance vont alors représenter l'issue d'un symbolisme archaïque , mais que la rencontre avec l'éducateur de prévention rendra actuelle .

C'est ce caractère d'issue chanceuse marquant les différentes formules d'éducation de prévention qui, me semble-t-il, représente son originalité vis à vis des institutions " d'autorité " .

c) Un projet doit donc être présenté en 1972 à l' Assemblée générale de la Sauvegarde de l' Ain afin de mettre en place ce service de prévention. Il faudra être prudent quant à la forme à adopter et on ne devra pas adopter purement et simplement à Bourg ce qui se fait ailleurs .

° Il semble actuellement que la meilleure orientation à donner soit celle d'un contact dans la rue , les cafés, partout où les jeunes se retrouvent, en collaboration étroite avec d'autres travailleurs sociaux (centres sociaux de quartiers). Ce travail a d'ailleurs déjà été entrepris depuis quelques temps par un éducateur de notre service .

Peut - être pourra-t-on envisager des permanences d'un éducateur ou deux dans différents points de Bourg.

° D'autre part, il ne faut pas négliger ce qui existe et les contacts seront nécessaires avec les responsables des différents mouvements de jeunes pour une meilleure coordination.

° "Les éducateurs de rue" seront nécessairement jeunes et leur action se déroulera sans cadre précis et surtout sans mandat judiciaire.

3 - L' OBSERVATION EN MILIEU OUVERT (O.M.O.)

° L' O.M.O. peut se définir comme une " mise en oeuvre coordonnée d'un ensemble de techniques médicopsychologiques et pédagogiques, complétées par une observation du comportement du jeune dans ses divers milieux de vie afin de définir son orientation future " .

° L'habilitation à pratiquer une O.M.O. dépend du Ministre de la Justice, et de la D.A.S.S.

° Elle ne peut être entreprise sans ordonnance du Juge des enfants et demande écrite du Directeur de la Population.

Le prix de journée est fixé chaque année par arrêté préfectoral (article 4 de l'arrêté du 30.I.60) mais à l'inverse de l' A.E.M.O., le financement est effectué par le Ministère de la Justice car il s'agit d'une mesure d'instruction.

° En effet, il s'agit pour l'éducateur dans un temps limité à 5 mois d'établir une observation minutieuse, précise et objective du mineur intéressé et de son milieu, avec l'aide des consultations médicopsychologiques,

des consultations d'orientation professionnelle et de tous les examens complémentaires nécessaires . Cette observation doit aboutir à un diagnostic, un pronostic et à une " sanction thérapeutique " . Cela nécessite une très grosse disponibilité de l'éducateur mais aussi des techniciens car de nombreuses réunions de synthèse ont lieu au sujet de ces cas .

Aux termes du temps imparti à cette mesure, un rapport rédigé par l'éducateur (mais élaboré par toute l'équipe) est envoyé :

- au Juge des enfants
- au Directeur de l' Action sanitaire et sociale (ce qui la différencie encore de l' A E M O)
- enfin aux directeurs d'établissements si une admission a été envisagée .

° Le Juge fait alors cesser l' O M O et peut ordonner les placements éventuels assortis ou non d'une mesure d' A E M O .

° La nécessité d'un tel service se fait donc sentir .

En effet, dans la majorité des cas (comme nous l'avons déjà souligné), une simple enquête sociale ne permet pas de conclure . Il n'est pas toujours possible pour un travailleur social d'établir jusqu'à tel point , tel ou tel malade mental est dangereux pour ses enfants, ou d'apprécier si ces derniers sont gravement perturbés par leur entourage et doivent être éloignés. Il faut alors recourir à des expertises ou à des consultations médicopsychologiques qui demandent souvent des délais d'attente très importants ; notre travail actuel nous contraint donc très souvent à poursuivre une action éducative pendant un temps très long avant d'avoir toutes les données nécessaires alors qu'une observation plus complète dès le départ aurait permis une orientation plus utile pour les intéressés .

° La création d'un tel service est donc envisagée avec tout d'abord la possibilité de s'occuper d'une vingtaine de cas par an. Il est évident qu'il faudra donc prévoir la venue de nouveaux éducateurs et l'augmentation des vacations de l'équipe médico-psychologique .

c) Le Secteur :

Il convient dans un dernier temps d'envisager la sectorisation du département de l' Ain, afin d'étudier comment la Sauvegarde peut s'y intégrer.

° Le dernier projet qui a l'avis favorable du Ministère de la Santé Publique et de la Sécurité sociale peut se résumer ainsi :

Le Département de l' Ain comprendra 8 secteurs .

- En effet, la région de Mâcon restera attachée à Bourg et constituera un premier secteur de Psychiatrie adulte .

- Il existera en outre 5 secteurs de psychiatrie adulte délimités dans l' Ain,

- Enfin, deux secteurs de psychiatrie infantile seront créés.

° Les deux Psychiatres qui seront amenés à s'occuper de Psychiatrie infantile, devront assurer les consultations de Prévention et d'aide à l'enfance dans le cadre des dispensaires, et les vacations des I M P qui veulent s'intégrer au secteur .

La construction d'un Hôpital psychiatrique pour enfants doit être terminée dans 5 ans . Il sera alors divisé en deux secteurs .

° La Sauvegarde de l' Ain qui s'occupe de tout le département, sera donc amenée à collaborer avec deux psychiatres ce qui peut apparaître comme un progrès . En effet, actuellement, étant donné la dispersion des mineurs hospitalisés dans les 8 secteurs existants, les relations éventuelles sont établies avec huit médecins ayant obligatoirement une façon de travailler très différente, ce qui ne facilite pas la tâche de l'équipe médico-sociale.

- - - - -

C H A P I T R E V I I m e

- C O N C L U S I O N S -

° Notre propos a été de décrire la naissance et l'aspect actuel de la Sauvegarde de l' Enfance et de l' Adolescence de l' Ain.

- L' activité essentielle de cet organisme comporte les enquêtes sociales et l' Action Educative en Milieu ouvert, de ce fait, elle dépend directement du Juge des enfants .

Il nous a donc fallu situer son action par rapport à la législation de 1958 et 1970 qui marque profondément la protection de l'enfance en danger .

- En nous attardant davantage sur l'étude de l' Action Educative en Milieu Ouvert, notre but était de montrer l'intérêt qu'il peut y avoir à laisser un mineur vivre dans le milieu socio-culturel dont il est issu, milieu dont les découvertes psychanalytiques et sociopsychiatriques ont mis en évidence l'importance .

- L'inadaptation juvénile a pour origine d'une part la personnalité propre du mineur, d'autre part, l'inadaptation familiale . Au cours de l' A.E.M.O. l'impact est double : sur le mineur et sur l'entourage .

° Mais il est apparu, au cours de ce travail, qu'il existe actuellement de nouveaux besoins qui devraient entraîner une modification des structures de travail de la Sauvegarde .

En effet, la multiplicité des cas sociaux et surtout des cas de maladie mentale, le défaut de propositions d'emploi, modifient les difficultés auxquelles le service doit s'affronter .

.../

° L'orientation qu'il serait souhaitable d'adopter afin de mieux répondre à ces besoins, consiste en l'institution de foyers d'accueil et de semi-liberté et la création de services d'observation en milieu ouvert et de prévention.

Ces services complèteraient l' Action Educative en Milieu Ouvert , en suivant la même ligne de conduite qui peut se définir comme un ensemble " Action plus Réflexion" dont chacune des composantes se déroule par rapport à l'autre .

Le Président de la Thèse :

P. GIRARD

Vu, le Directeur de l' U.E.R.
Grange - Blanche,

Vu et permis d'imprimer

LYON, le 9 Mai 1972

D. GERMAIN

Le Président de l' Université Claude Bernard
Pour le Président, le Premier Vice-Président
Président du Comité de Coordination
des Etudes Médicales,

R. TOURAINE

- B I B L I O G R A P H I E -

- I - ALLAER (C.) - Le Juge, l'enfant, les parents
Edition : Documents Service- LILLE 1965 - 304 p.
- 2 - BLUM (R.) - Dimensions sociologiques du travail social.
Edition Le Centurion /Science humaine 1970 - 175 p.
- 3 - CORUAL (P.), MARTIN (G.), et DURAND (X.) -

- Etude des facteurs sur lesquels se fonde la décision
d' Assistance éducative en milieu ouvert .

Revue de l' Association Française pour la Sauvegarde
de l' Enfance et de l' Adolescence - Janvier 1968.
- 4 - GAUDIN (P.) - Réflexions sur le Service Social.
Mémoire des Sciences de l' Education . UER de Psycho-
logie - Université de Lyon II - LYON 1971 - 81 p.
- 5 - KOHLER (C.) - Introduction à la journée de travail régional sur la
prévention du 17 Juin 1969.
Revue des Associations régionales de Sauvegarde de
l' Enfance et l' Adolescence - Mai - Juin 1969.
- 6 - LAFON (D.) - Vocabulaire de Psychopédagogie de l' Enfance
P.U.F. 1963 .
- 7 - ROBERT (J.) - Traité du Droit des Mineurs
Editions CUYAS , Paris 1969 - p.133 - 160.
- 8 - RUPP (M.A.) - Le Service social dans la Société française d'au-
jourd'hui - Edition Le Centurion / Sciences Humaines
1970 - 175 p.
- 9 - SAINT AUBIAC (M.T.) -

- De la mesure de surveillance éducative à l'ordonnance
de 1958 : du Travailleur social unique à l'équipe .
Revue de l' Association Française pour la Sauvegarde
de l' Enfance et de l' Adolescence. Mai - Juin 1967.
- IO - VALLERNAUD - MERMET (M.R.) -

- L'Enquête sociale.
Thèse de Doctorat en Droit , LYON 1965 - 234 p.
- II - VATTIER (G.) - - Approche de l' Action éducative en Milieu Ouvert .
Eléments de Méthodologie, d'organisation et d'étude.
Les Editions sociales françaises 1971 - 123 p.
- I2 - VATTIER (G.) - Rééducation des jeunes inadaptés en Milieu Ouvert.
Les Editions sociales françaises 1968 - 118 p.

.../

- I3 - Revue des Associations Régionales pour la Sauvegarde de l' Enfant et de l'Adolescence - Le Personnel des Organismes de Sauvegarde de l' Enfant: Activités et normes - 6me Congrès de l' U.N.A.R. Montpellier 1954.
Janvier - Février - Mars 1955 .
- I4 - Revue des Associations régionales pour la Sauvegarde de l' Enfant et de l'Adolescence - L' U.N.A.R. a 10 ans - Origine et structure .
Novembre - Décembre 1958 - p.657 - 668
- I5 - Revue des Associations régionales pour la Sauvegarde de l' Enfant et de l'Adolescence - L' esprit et l'action d'équipe - Première conférence internationale de l' Union mondiale des organismes pour la Sauvegarde de l'Enfant et de l' Adolescence - Rome : Avril 1960 - Mai- Juin 1961.
- I6 - Revue des Associations Régionales pour la Sauvegarde de l' Enfant et de l'adolescence - Evolution des " techniques " de réadaptation de l'Enfant et de l' Adolescent . Janvier - Février - Mars 1963.
- I7 - Revue des Associations régionales pour la Sauvegarde de l' Enfant et de l' Adolescence - La Nouvelle législation sur la protection de l'Enfant.
Septembre - Octobre 1969. p.470 - 500
- I8 - Droit de l' Enfant et de la Famille .
Centre de Formation et de recherche de l' Education surveillée .
Vaucresson 1969 et 1970.
- I9 - L' Autorité Parentale - Loi du 4 Juin 1970 (Journal Officiel 5 Juin 1970).
- 20 - L' Autorité Parentale - Les Principes essentiels - Modalités de la Réforme
Actualités Sociales Hebdomadaires- 18 Juin 1970 - N° 736 - Numéro spécial
24 p.

- P L A N -

I - INTRODUCTION -

II - LA PROTECTION JUDICIAIRE DE L' ENFANCE

- a) De l'enfant " objet " de Droit à l'enfant " sujet " de droit.
- b) De la mesure de Surveillance éducative de 1935 à la mesure d' Assistance éducative de 1958.
- c) De la puissance paternelle à l'autorité parentale .

III - LA SAUVEGARDE DE L' ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE DE L' AIN

Evolution et Fonctionnement administratif actuel.

a) Historique :

- Aperçu historique du Service Social
- Origine et structure des Associations Régionales de Sauvegarde,
- Mise en place de l' Association Départementale de Sauvegarde de l' Enfance et de l'adolescence de l' Ain(A.D.S.E.A.)

b) Fonctionnement administratif de l' A.D.S.E.A. de l' Ain

c) Situation administrative du Service Social par rapport aux services préfectoraux de prévention et d'aide sociale à l'enfance d'une part et par rapport au Tribunal pour enfants d'autre part .

IV - ETUDE PRATIQUE DU SERVICE ET DE SES TECHNIQUES DE TRAVAIL

a) L' Equipe :

- La Directrice
- Les secrétaires
- L' Equipe médico-psychologique
- Assistantes sociales et Educateurs spécialisés
- Le Travail d'Equipe .

b) Les enquêtes sociales :

- Enquête sociale concernant les enfants de parents en instance de séparation de corps ou de divorce,
- Enquête sociale concernant l'enfance et l'adolescence en danger,
- Enquête sociale de personnalité à la suite d'actes délictueux .

.../

c) L' Action éducative en Milieu ouvert

- Conditions de base de la mesure
- Rapports du Juge et du travailleur social
- Déroulement de l' A E M O . Son but et son terrain d'action
- Le Travailleur social en milieu ouvert " technicien de la relation " .

V - ETUDE DETAILLEE DE 9 A.E.M.O.

VI - BILAN ET PERSPECTIVES D'AVENIR

a) Bilan de l'activité du Service social au cours de l'année 1971

- Enquête
- A E M O

b) Perspectives d'avenir :

- Les Foyers { Foyer d'accueil
 { Foyer de semi-liberté
- La Prévention
- L'observation en Milieu ouvert.

c) Le Secteur

VII - CONCLUSIONS -
